

TABLE ALPHABETIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS

SESSION ORDINAIRE 1950-1951.

A

Adam, sénateur provincial de Luxembourg.*Doc.* — N° 72. Rapport : Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement moyen à l'étranger.

N° 158. Rapport : Proposition d'enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des Séquestres.

N° 176. Amendements au texte de la commission : proposition d'enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des Séquestres.

N° 304. Rapport : Budget des pensions pour l'exercice 1951.

N° 404. Rapport : Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

Ann. — Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le projet d'union économique avec la Hollande et le grand-duché de Luxembourg, pp. 209 à 212.

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseignement moyen à l'étranger. — Dépose le rapport, p. 285.

Proposition tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des Séquestres. — Dépose le rapport, p. 826. — Discussion générale. — Discours : Parle de l'envergure de l'Office des Séquestres et du contrôle à effectuer sur cet organisme et expose les motifs pour lesquels la commission a décidé de remplacer les « développements » de la proposition, pp. 921 à 923.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Budget des pensions pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1454. — Discussion générale. — Discours : Concernant la charge des pensions pour les finances publiques, p. 1539.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Dépose le rapport, p. 1810. Discussion générale. — Discours : Souligne le caractère provisoire du projet et les améliorations importantes qu'il apporte à la situation des retraités, p. 1876.

Allard, sénateur de l'arrondissement de Liège.*Doc.* — N° 145. Amendement : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1951.

N° 182. Proposition de loi établissant un statut des évadés de guerre.

N° 249. Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres.

N° 250. Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

N° 292. Amendements : Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la réforme de l'assistance publique, les réalisations faites dans le domaine des hospitalisations, la politique des logements, les comités d'acquisition de terrains de l'Etat et la distribution d'eau potable, p. 68.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les aspects techniques de la question charbonnière, l'utilisation des chutes d'eau pour la production de l'électricité, le développement de notre industrie gazière et la réparation des dégâts miniers, pp. 710 et 711.

Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rôle des provinces et des communes dans l'esprit de notre Constitution, les finances communales, les dépenses anormales de guerre, la nécessité d'une décentralisation administrative, l'activité du centre de recherche pour la solution nationale des problèmes en régions wallonne et flamande, la circulaire relative aux travaux communaux, le personnel enseignant communal, le futur statut du personnel communal, le scandale des marchands d'imprimés administratifs, le problème des intercommunales, et la situation de la province de Liège par rapport à la répartition du fonds des provinces, pp. 767 à 772. Discussion des articles (budget 1951). — Art. 25. — Intervention, p. 802.

Allard (suite)

Fait personnel relatif à une déclaration faite au sujet des finances provinciales, p. 792.

Proposition de loi établissant un statut des évadés de guerre. — Dépose la proposition, p. 960.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts, à l'art. 2, p. 1211.

Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres. — Dépose la proposition, p. 1283.

Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers. — Dépose la proposition, p. 1283.

Interpellation de M. Coulonvaux au sujet de la libération d'inciviques, et notamment de Poulet et de Romsée. — Discussion. — Discours : Déclare que les libérations ont lieu sous pression de certains éléments et rappelle les exploits des inciviques à Damme, p. 1391.

Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Discours : Déclare que l'opposition ne renoncera pas au droit de défendre ses amendements, p. 1417. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 10, p. 1425. — Art. 12, p. 1429. — Art. 21, p. 1436. — Art. 25, p. 1437. — Art. 29, p. 1438. — Art. 67, p. 1445. — Art. 79, p. 1448. — Art. 90, p. 1457. — Art. 12, p. 1464.

Budget des pensions pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Rappelle qu'en matière de pensions il est deux principes dont on ne peut s'écarter : le respect des droits acquis et la nécessité de l'adaptation automatique des pensions aux variations du coût de la vie et des barèmes; aborde le problème des agents du Nord-Belge et celui des membres du personnel enseignant qui ont abandonné leur poste en 1940, p. 1544.

Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion de l'art. 9. — Intervention concernant les prélèvements demandés au Fonds des communes, p. 1588.

Projet de loi autorisant le cumul du traitement dû aux agents de renseignements et d'action avec les avantages découplant du statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : Retire la proposition qu'il avait déposée pour régler la même question, p. 1592.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Allewaert, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.*Doc.* — N° 24 : Rapport : Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.*Ann.* — Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Dépose le rapport, p. 58.

Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : Les conséquences de la réduction du nombre de naissances et du vieillissement de la population, le manque d'habitations et les moyens propres à suivre une politique familiale, p. 128.

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet, p. 160.

Allewaert (suite)

- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le déblocage éventuel des 60 % bloqués, p. 406.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion des articles. — Art. 4. — Intervention concernant le calcul du minimum exonéré et la réduction de l'impôt pour charge de famille, p. 897. Art. 18. — Intervention au sujet du cumul des revenus des époux, p. 912.
- Proposition tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur certaines activités de l'office des séquestres. — Discussion générale. — Discours : Estime que la proposition d'enquête arrive trop tard et qu'il n'est plus possible de vérifier tous les abus, p. 927.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion des articles. — Art. 3. — Intervention concernant les indemnités de milice, p. 1212.
- Interpellation de M. Missiaen au sujet de l'état lamentable des locaux affectés à l'enseignement moyen de l'Etat à Ypres. — Discussion. — Discours : Demande de simplifier les règles administratives qui précèdent la construction de bâtiments publics, p. 1603.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics, pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité de simplifier les services du département des travaux publics et les travaux à exécuter dans le centre de la Flandre orientale, p. 1754.

Ancot, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

- Doc.** — N° 29 : Amendement : Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatifs aux impôts sur les revenus.
- N° 99. Proposition de loi modifiant les sûretés en matière d'impôts.
- N° 141. Amendement au texte de la commission : Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat.
- N° 147. Rapport complémentaire. Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique.
- N° 148. Rapport : Proposition de loi tendant à assurer la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens lors des troubles des mois de juillet et août 1950.
- N° 251. Rapport : Projet de loi interprétant, complétant et modifiant la loi du 20 décembre 1950, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.
- N° 253. Amendement : Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation, aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le conseil de sécurité des Nations unies.
- Ann.** — Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Discussion de l'article 5. — Intervention, p. 80.
- Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet n'apporte aucune modification et traite de l'origine de l'hypothèque légale en matière d'impôts, p. 99. — Attire l'attention sur quelques situations insolubles créées par le projet et demande le renvoi en commission, p. 114.
- Proposition de loi modifiant les sûretés en matière d'impôts. — Dépose la proposition, p. 115.
- Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 494.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique. — Discussion générale et vote des articles. — Discours : Demande que la proposition déposée à la Chambre et traitant le même objet soit retirée et expose les améliorations apportées au projet initial, p. 821.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat. — Discussion générale. — Discours : Concernant la force probante qui s'attache aux feuillets non paraphés des actes notariés, p. 846.
- Proposition de loi tendant à assurer la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens lors des troubles des mois de juillet et août 1950. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que la responsabilité des dégâts causés incombe aux communes, p. 870.
- Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'ordre des pharmaciens. — Discussion générale. — Observations, p. 1059.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote sur l'article 324-4, p. 1036.
- Propose l'admission de M. Nihoul, deuxième suppléant de la liste n° 3 de l'arrondissement de Liège, pour achever le mandat de M. Hody, démissionnaire, p. 1228.

Ancot (suite)

- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Discussion générale. — Discours : Examine si la loi qui sera votée est ou bien d'ordre public ou bien de caractère impératif, p. 1252. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Motion d'ordre de M. Van Belle, demandant d'ajourner le Sénat à quinzaine. — Observation, p. 1288.
- Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres de forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de Sécurité des Nations unies. — Discussion des articles. — Art. 2. — Observations, pp. 1304 et 1306.
- Projet de loi interprétant, complétant et modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion générale. — Observation, p. 1306. — Discussion des articles. — Art. 4. — Intervention, p. 1307.
- Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres belges et congolais détenus en Belgique. — Discussion générale. — Discours : Demande au ministre d'être très tolérant lors de l'examen des titres tardivement déclarés, p. 1379.
- Interpellation de M. Van Remoortel sur la nécessité de revoir et de majorer les pensions des veuves et des invalides de guerre, sans exclusion d'aucune catégorie. — Discussion. — Discours : Estime que la loi du 28 juillet 1926, adaptant les pensions aux fluctuations de l'index, devrait être remise en vigueur, p. 1482. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 1516.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — S'abstient au vote, p. 1542.
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs des contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il y aurait lieu d'envisager un processus qui sauvegarderait mieux les intérêts des deux parties en présence, p. 1615.
- Projets de loi conférant la naturalisation. — S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1769.
- Projet de loi portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944. — S'abstient au vote, p. 1939.
- Projet de loi modifiant la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve. — S'abstient au vote, p. 1941.
- Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force aérienne en temps de paix. — S'abstient au vote, p. 1941.
- Projet de loi relatif à l'instruction gratuite des orphelins de guerre au sens des lois sur les pensions de réparation. — S'abstient au vote, p. 1941.
- Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — S'abstient au vote, p. 1941.
- Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force navale en temps de paix. — S'abstient au vote, p. 1942.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'entretien extérieur des bâtiments royaux et les dépenses inscrites pour le combustible du palais, p. 1955.

B**Baers (Mlle), sénateur coopté, secrétaire du Sénat.**

- Doc.** — N° 26. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 10 février 1934 portant réglementation du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène.
- N° 367. Rapport : Projet de loi modifiant les articles 25 et 91 des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947, et par les lois des 1^{er} juillet 1948 et 30 décembre 1950.
- Ann.** — Réélu secrétaire du Sénat, p. 4.
- Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la protection de l'enfance, la police judiciaire féminine et les écoles sociales, p. 32.
- Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le plan décennal du gouvernement, la solution de la crise du logement, l'hygiène publique, l'approvisionnement en eau potable, le domaine de l'hospitalisation, la rationalisation de la médecine préventive, l'indemnisation des accidents de travail, le service social du département et la création d'un comité ministériel de la famille, pp. 62 à 64.

Baers (Mlle) (suite)

- Projet de loi modifiant la loi du 10 février 1934 portant réglementation du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène. — Discussion générale : Observations, p. 158.
- Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Vote sur les amendements et articles réservés. — Art. 2. — Justifie son vote négatif sur l'amendement de M. Troclet, p. 207.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant l'éducation populaire et la représentation au sein de la commission nationale de l'Unesco, p. 576.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la question des allocations familiales, le problème des frontaliers, les allocations d'orphelins, la mise à la pension des agents féminins, l'extension de la sécurité sociale du personnel domestique et la réglementation des accidents du travail survenant au personnel de l'Etat, p. 652.
- Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la Sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur la réforme relative aux indemnités accordées aux orphelins et demande que la nouvelle réglementation en matière d'allocations familiales ne soit mise en vigueur que progressivement, p. 1132.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté-royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles. — Art. 29. — Inter-vention, p. 1146. — S'abstient au vote sur les alinéas 2 et 3 du 2^e de l'art. 29, p. 1216.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les conclusions du Conseil supérieur de la famille relatives aux aspects familiaux de la prolongation du service militaire, p. 1354.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion des articles. — Art. 79. — Intervention, p. 1448.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, adoptée à San-Francisco le 9 juillet 1948 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, au cours de sa trente et unième session. — Discussion générale. — Discours : Demande au ministre d'affirmer que notre législation ne sera pas modifiée en ce qui concerne la notion « nuit », p. 1597.
- Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des veuves de victimes d'accidents, p. 1692.
- Projet de loi modifiant les articles 25 et 91 des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois du 1^{er} juillet 1948 et 30 décembre 1950. — Dépose le rapport, p. 1696. — Discussion générale. — Observation, p. 1709.
- Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — S'abstient au vote, p. 1723.

Baert, sénateur provincial de Flandre occidentale.

- Doc.* — N° 185. Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1951.
- N° 288. Rapport : Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.
- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers. — Discussion générale. — Discours : concernant la militarisation de la gendarmerie, p. 1093. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les cours de police scientifique, les indemnités des gendarmes, la discipline du corps de la gendarmerie, les mariages des gendarmes et l'agrandissement du cadre des officiers, p. 1101.

Baert (suite)

- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le projet est rendu nécessaire par notre politique étrangère et qu'il est inadmissible de le rejeter pour des raisons financières, économiques ou sociales, expose la politique familiale du gouvernement sur le plan militaire, examine le problème des sursitaires et des exemptés en temps de paix et parle des accords de Luxembourg et de Washington en ce qui concerne le service militaire, p. 1160-1164.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. Discussion générale. — Discours : Souligne la nécessité des vingt-quatre mois de service militaire et réfute les critiques, p. 1350.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 12, p. 1429-1430. — Art. 73, p. 1447. — Art. 90, pp. 1457-1458. — Art. 12 (réservé), p. 1464.

Baur, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Ann.* — Interpellation de M. Cateau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique et de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Vote sur les motions. — Observations, p. 202.
- Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — S'abstient au vote, p. 1723.
- Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Observation, p. 1820.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Doustrepoint à l'art. 1, p. 1888.

Beaucarne, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

- Ann.* — Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Behogne, ministre des travaux publics.

- Ann.* — Interpellation de M. Bouilly à M. le ministre des travaux publics « au sujet des graves inondations qui se sont produites dans la vallée de la Haine et au sujet des dégâts causés par les glissements de terrains dans la région de Mons » et à M. le ministre de la santé publique « concernant les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux victimes ». — Discours : Expose les remèdes que son département compte apporter à la situation, p. 721.
- Interpellation de M. Sledsens sur l'état du pont provisoire (sur le canal Albert) situé sur le territoire de Wijnegem et la route Anvers-Turnhout. — Discours : Déclare que l'adjudication des travaux aura lieu incessamment, p. 806.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'administration de l'urbanisme et les sommes engagées pour l'équipement des nouvelles cités construites en application de la loi Brunfaut, p. 1058.
- Interpellation de M. Missiaen « au sujet de l'état lamentable des locaux affectés à l'enseignement moyen de l'Etat à Ypres et du sabotage constaté en ce qui concerne la construction de nouveaux locaux scolaires de l'athénée royal ». — Discussion. — Discours : Concernant le fonctionnement du Fonds des constructions scolaires, p. 1601.

Behogne (suite)

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le financement du budget extraordinaire, les prévisions contenues dans le plan décennal, les travaux routiers, les problèmes qui touchent aux voies hydrauliques, le projet de construction d'un barrage de l'Ourthe, et la question de l'urbanisme. — Répond à diverses questions qui lui ont été posées par les orateurs, pp. 1793-1799.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 484 : Observation, p. 1804. — Art. 496 : Intervention, p. 1816.

Beulers, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion générale : Discours : Attire spécialement l'attention sur la situation des mineurs et de leurs veuves, p. 451.

Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les pensions des ouvriers mineurs, p. 645.

Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signé à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.

Binot, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Interpellation de M. Bouilly à M. le ministre des travaux publics au sujet des graves inondations qui se sont produites dans la vallée de la Haine et au sujet des dégâts causés par les glissements de terrils dans la région de Mons, et à M. le ministre de la santé publique et de la famille concernant les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux victimes. — Se déclare d'accord avec M. Bouilly, p. 719.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Bouilly, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 58 : Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1950.

N° 59 : Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1951.

N° 293 : Rapport : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

Ann. — Réélu secrétaire du Sénat, p. 4.

Motion d'ordre : rappelle qu'il n'est pas indiqué que la commission de l'agriculture se réunisse pendant la séance publique et demande que les budgets de l'agriculture de 1950 et 1951 soient discutés séparément, pp. 96 à 98.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le retard dans la discussion du budget, l'utilisation des crédits Marshall, la situation des paysans belges, les prix de revient de l'agriculture, la rentabilité de l'agriculture, l'importance de l'agriculture en Wallonie, le service des moniteurs laitiers, la création d'une caséinerie coopérative, la culture de la betterave, du froment, du lin et des pommes de terre, l'octroi de licences d'importation, le système coopératif, le prix du beurre, l'Office national du lait, l'agriculture dans le cadre de Benelux, la taxe de transmission sur les céréales indigènes, les gaspillages de la F. A. O., et l'électrification des écarts, pp. 197 à 202.

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937, relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 209.

Bouilly (suite)

Interpelle M. le ministre de l'agriculture et M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et M. le ministre de la défense nationale « sur : 1° les importations de bétail maigre en provenance de France; 2° les approvisionnements en viande de l'intendance militaire », pp. 229 à 231.

Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 597.

Interpelle M. le ministre des travaux publics « au sujet des graves inondations qui se sont produites dans la vallée de la Haine et au sujet de dégâts causés par les glissements de terrils dans la région de Mons », et M. le ministre de la santé publique et de la famille « concernant les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux victimes », pp. 718 et 719. — Insiste pour que l'aide financière du gouvernement se manifeste dans la plus large mesure pour toutes les victimes, p. 722.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le plan Schuman et la situation exceptionnelle des charbonnages du Borinage, p. 727.

Motion d'ordre : demande des renseignements au sujet d'achats de froment effectués par le gouvernement, p. 932.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et cs. à l'article 2, p. 1211.

Proposition de loi relative au pulvérisations et arrosages pendant la floraison au moyen de produits insecticides. — Discussion générale. — Discours : Justifie son abstention au vote, p. 1243.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion générale. — Discours : Donne les motifs justifiant la nécessité du projet et souligne les raisons pour lesquelles ce projet a été modifié à plusieurs reprises pp. 1469-1471. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 4, p. 1476. — Art. 11, p. 1480. — Art. 7 (réservé), p. 1490. — Art. 11, pp. 1494-1495. — Art. 14, p. 1498.

Proposition de modification de l'article 57 du règlement du Sénat. — Observation concernant les déplacements des commissions, p. 1593.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les travaux publics ont été sacrifiés aux besoins militaires, estime que le personnel qualifié devrait être mieux rémunéré et que les règles administratives devraient être simplifiées, insiste sur la nécessité d'améliorer les routes et estime que le gouvernement pratique une politique partisane en ce qui concerne les projets de travaux, pp. 1724-1725.

Proposition de loi concernant la suppression ou l'adaptation de diverses dispositions exceptionnelles prises depuis le 4 septembre 1944 à l'égard d'actes accomplis durant la guerre, ainsi qu'à la réduction des peines ou sanctions prises ou prononcées depuis cette date, à la peine qui était applicable dans le royaume au moment des faits. — Observation concernant la prise en considération, p. 1780.

Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945, relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — Discussion générale. — Discours : Justifie son abstention, p. 1853.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Boulanger, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 315. Amendements au texte des commissions réunies : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 426. Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951, sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les distributions d'eau alimentaire et concernant le traitement de la maladie bleue, p. 62.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les attachés agricoles, le remembrement des cultures, Benelux, la taxe sur les aliments composés, le bail à ferme, le plan Marshall et l'exportation de betteraves sucrières, p. 224.

Budgets du ministère des colonies pour les exercices 1950 et 1951; projets coloniaux se rapportant aux exercices 1937, 1938, 1947, 1949 et 1950; interpellation de M. Buisseret concernant l'enseignement supérieur destiné aux noirs de la

Boulangier (suite)

- colonie. — Discussion générale. — Discours : concernant : le domaine social, les mines d'uranium et l'organisation administrative de la colonie, p. 286 à 288.
- Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le travail fourni par le personnel de la société nationale, l'entretien des voies, l'éclairage des quais, les autos mises à la disposition de certains fonctionnaires, le projet d'électrification du trajet Liège-Ans, la reconstruction des gares, l'exécution de travaux à charge de la S. N. C. F. B. et la situation des commissionnaires des gares, p. 329.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951, et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Demande que le théâtre amateur soit représenté à l'Unesco et qu'une commission soit constituée pour l'étude des pièces dont les auteurs sollicitaient une prime du gouvernement, p. 574.
- Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le plan Schuman et le plan Marshall, les subsides accordés à la firme Gevaert, les conditions dans lesquelles travaillent les mineurs, les subventions à l'industrie charbonnière, l'augmentation du nombre d'employés par suite de Benelux, les déplacements effectués en camionnettes, le traitement des huissiers, la défense des classes moyennes, les transactions de la Tabacofina et l'augmentation de l'index, pp. 694 à 697.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les intérêts payés par les sinistrés, les dommages subis par les cultivateurs et par les prisonniers et les victimes civiles de la guerre, les frais administratifs et le déplacement de M. van Praag, p. 1032.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 1, p. 1260. — Art. 3, p. 1261. Art. 4, p. 1262. — Art. 6, p. 1262. — Art. 8, p. 1263. — Art. 14, p. 1265. — Art. 16, p. 1266. — Art. 25, p. 1269. — Art. 33, p. 1271.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet présente des lacunes et qu'il provoque le démembrement et regrette que la protection des cultures contre les dégâts causés par le gibier n'ait pas été prévue, p. 1472. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 4, p. 1476. — Art. 5, p. 1478. — Art. 14, p. 1498. — S'abstient au vote, p. 1542.
- Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la responsabilité dans un accident de travail, l'intervention de médecins et le problème des assurances, p. 1696. — S'abstient au vote, p. 1723.
- Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — S'abstient au vote, p. 1942.
- Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Dépose la proposition, p. 1849.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 mars 1951, relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1937.
- Projet de loi concernant la sanction et la promulgation des lois. — S'abstient au vote, p. 1955.

Bouweraerts, sénateur provincial de Brabant.

- Doc.** — N° 102. Amendements : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951.
- Ann.** — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant l'orientation professionnelle, l'inspection de l'enseignement normal et l'enseignement moyen, l'intérêt que représente l'enseignement technique et l'égalité en matière d'enseignement, p. 568. — Discussion des articles (budget 1951). — Art. 22-III. — Intervention, p. 585.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les dépenses pour l'enseignement à charge des communes, la non-application des lois linguistiques dans les administrations publiques et les arrêtés royaux pris en 1933 en application de la loi de 1932, p. 764.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant le reclassement des instituteurs, p. 1578.

Bouweraerts (suite)

- Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet constitue un pas vers la liberté de conscience et le respect des opinions de chacun, p. 1832.
- Brasseur, ministre de l'intérieur.**
- Ann.** — Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Parle de la situation financière des provinces et des communes et de la mise en application de la loi Vermeylen, répond à certaines questions posées par les orateurs et aborde le problème de la sécurité civile des populations en temps de guerre, pp. 786 à 792. — Concernant : la publication des résultats du recensement du 31 décembre 1947, le problème des secrétaires communaux et le déficit de la commune de Roux, p. 800. — Discussion des articles (budget 1951). — Art. 25. Observations, p. 802.
- Interpellation de M. Catteau à M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur « sur la non-exécution des engagements qu'ils ont pris et réitérés devant le Sénat, à la suite de son interpellation relative à la publication des résultats du recensement linguistique de 1947 ». — Discussion. — Discours : Rappelle ce qui a été fait par le gouvernement depuis l'interpellation de M. Catteau en décembre 1950 sur le même objet et fait remarquer, qu'aussitôt que les résultats de l'examen entrepris par le Centre Harmel, en ce qui concerne la frontière linguistique, seront connus, il soumettra aux Chambres un projet modifiant éventuellement la loi de 1932, pp. 1400-1401.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Discours : Précise la portée exacte du projet, pp. 1418-1420. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 10, pp. 1426-1427. — Art. 14, p. 1434. — Art. 21, p. 1436. — Art. 25, p. 1437. — Art. 29, p. 1438. — Art. 57, p. 1443. — Art. 67, p. 1445. — Art. 73, p. 1447.
- Projet de loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés. — Discussion des articles. — Art. 4 : Observation, p. 1711.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le rapport sur le fonctionnement du Conseil d'Etat sera déposé à la rentrée parlementaire, p. 1839.
- Briot, sénateur provincial de Brabant.**
- Doc.** — N° 90. Amendement : Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat.
- N° 92. Amendements : Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat.
- Ann.** — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'une solution définitive doit être donnée au problème des temporaires et demande d'ajourner le débat afin que les amendements puissent être étudiés, p. 383. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.
- Interpellation de M. Van Remoortel sur la nécessité de revoir et de majorer les pensions des veuves et des invalides de guerre, sans exclusion d'aucune catégorie. — Discussion. — Discours : Estime que les revendications des invalides et des veuves de guerre ne sont pas exagérées, p. 1484.
- Budget des pensions pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Estime que les pensionnés des administrations publiques sont sérieusement lésés et que la charge des pensions est supportable, déclare que les prisonniers politiques et les prisonniers de guerre ne sont pas traités par l'office médico-légal avec toute la considération voulue, p. 1539-1541.

Briot (suite)

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'une péréquation intégrale des pensions de retraite et de survie est possible et s'impose et défend les amendements déposés, p. 1880.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Broekx, sénateur coopté.

Ann. — Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'importance et le volume du budget, l'esprit dans lequel le budget a été présenté, la cogestion dans le domaine social et économique, les réalisations faites sur le plan social, l'activité du Conseil central de l'économie, la nécessité d'une coordination entre l'économique et le social, et la généralisation de la propriété privée, pp. 598-600. Fait personnel relatif à une affirmation de M. Verbert, p. 641.

Buisseret, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 17. Proposition de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.

N° 18. Proposition de loi modifiant la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

N° 171. Amendements : Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.

N° 171. Amendements : Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.

N° 203. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la France, relative au service militaire, signée à Paris, le 29 août 1949.

N° 284. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée le 9 septembre 1886, complétée à Paris, le 4 mai 1896, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908, complétée à Berne, le 20 mars 1914, révisée à Rome, le 2 juin 1928 et révisée en dernier lieu à Bruxelles, le 26 juin 1948.

N° 306. Proposition de loi modifiant les articles 16, 17, et 18 du titre III du Code de commerce.

N° 320. Amendements : Projet de loi organique de l'office d'exploitation des transports coloniaux.

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discours : Proteste contre la politique de faiblesse pratiquée par le gouvernement à l'égard de traités, p. 48.

Proposition de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Dépose la proposition, p. 50.

Proposition de loi modifiant la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre. — Dépose la proposition, p. 50.

Interpelle M. le ministre des colonies : « 1° sur la convention qui a été conclue au sujet de l'Institut d'Instruction supérieur « Lovanium » ; 2° sur la position que prend le gouvernement en matière d'enseignement supérieur destiné aux noirs de la colonie », p. 279 à 281.

Budgets du ministère des colonies pour les exercices 1950 et 1951 et projets coloniaux se rapportant aux exercices 1937, 1938, 1939, 1947, 1949 et 1950. — Discussion générale : Concernant : l'enseignement des enfants noirs et blancs, la circulaire du 5 juin 1950 contenant des menaces pour les fonctionnaires, la décentralisation administrative, l'insuffisance numérique du personnel territorial, l'organisation clanique, les conditions matérielles d'existence dans la colonie, l'urbanisation des grands centres, la projection du film « L'Equateur aux cent visages », les institutions paratatiques coloniales, les conséquences des avantages et privilèges accordés aux missions dénommées nationales, l'activité de M. Godding, p. 275 à 279. — Observations, p. 292.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Condamne le système des examens purement théoriques, p. 486.

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951 les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Souligne en quoi le projet se rapproche du projet Liebaert et expose les divergences au sujet desquelles il ne peut marquer son accord, p. 884 à 886. — Discussion des articles. — Art. 7. — Intervention concernant les charges professionnelles, p. 898-899. — Art. 7bis. — Intervention, p. 900-901. — Art. 12. — Intervention, p. 906. — Art. 18. — Intervention concernant la taxation des personnes physiques

Buisseret (suite)

et sociales, p. 914-916. — Art. 18. — Intervention, p. 934. — Art. 20. — Observation, p. 936. — Art. 30. — Intervention, p. 940. — Art. 33. — Intervention, p. 949. — Art. 35. — Intervention, p. 951. — Art. 38. — Intervention, p. 953.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la France relative au service militaire, signée à Paris le 29 août 1949. — Dépose le rapport, p. 1043.

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les traitements et les indemnités des gendarmes, le statut des petits gradés de la gendarmerie, les secours médicaux accordés aux membres de la gendarmerie et la structure administrative du département, p. 1099-1101.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Motion d'ordre : Répond à un démenti que le premier ministre lui aurait donné à l'autre Chambre (aff. Socobelge), p. 1292.

Interpellation de M. Coulonvaux au sujet de la libération d'inciviques, notamment de Poulet et de Romsée. — Discussion. — Discours : Fait remarquer que les sénateurs libéraux n'étaient pas d'accord avec la politique telle qu'elle avait été exposée par le ministre, estime qu'on essaie d'exécuter un programme d'amnistie camouflée, souligne le retard apporté à l'examen des demandes légitimes des victimes de la guerre et déclare qu'il n'y a pas question d'amendement chez Poulet, p. 1393.

Projet de loi portant approbation de la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée le 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914, révisée à Rome le 2 juin 1928 et révisée en dernier lieu à Bruxelles, le 26 juin 1948. — Discussion générale. — Discours : Souligne les nouveautés consacrées par la convention, p. 1411-1412.

Proposition de loi modifiant les articles 16, 17 et 18 du titre III du Code de commerce. — Dépose la proposition, p. 1454.

Interpelle MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics : « 1° sur le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eau et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberge) ; 2° sur les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen et de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin », pp. 1518 à 1520. — Fait remarquer que la solution du sud préconisée pour le bouchon de Lanaye est parfaitement applicable et exprime le vœu de voir agir le gouvernement avec rapidité et énergie en vue d'apporter une solution au problème des voies d'eau, p. 1529.

Budget des pensions pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours concernant : la nécessité d'accélérer la liquidation des pensions, la péréquation des pensions, les pensionnés des chemins de fer du Nord-Belge, la question des éméritats, les petits rentiers de la Caisse de retraite et les pensions des instituteurs, p. 1545.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il ne votera qu'une seule fois une prorogation de l'existence du Centre, p. 1716.

Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — Discussion générale. — Discours : Indique les raisons qui justifiaient l'introduction de divers amendements et celles pour lesquelles certains amendements ont été abandonnés, p. 1716.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la résorption du chômage par l'exécution de travaux publics, la réalisation du plan décennal, les travaux nécessaires pour moderniser les réseaux routiers et ceux des voies navigables, la question de l'urbanisme et la rémunération des ingénieurs, pp. 1751-1754.

Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le subsidie est une chose exceptionnelle et critique le pluralisme, tel qu'il est appliqué par le gouvernement, p. 1831.

Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Intervention concernant la proposition d'ajournement, p. 1843. — Discours : Demande des renseignements concernant la marge des disponibilités au-dessus des sommes déjà récupérées par la Belgique et concernant l'application de l'accord de Paris et déclare que le projet viole les droits du pouvoir judiciaire, p. 1846.

Budgets des dotations pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Demande d'établir une liste civile adéquate aux besoins du Chef de l'Etat, tout en ne permettant pas qu'elle encourage la continuation de certains abus, p. 1860.

Buisseret (suite)

- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Parle de la charge des pensions, estime que les pensions devraient être révisées rétroactivement et suivre les variations des traitements et de l'index-number, p. 1878.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Rappelle la position de la question au point de vue de la répartition internationale et estime que la structure du projet doit être remaniée, p. 1915. — Discussion des articles. — Art. 16. Intervention, p. 1927.
- Budget des dotations pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1942.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

C

Catteau, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, troisième vice-président du Sénat.

- Doc.* — N° 214. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat.
- N° 382. Proposition de loi accordant une pension à Mme Thijs, A.-J.-M., veuve de M. Arthur Vanderpoorten.
- Ann.* — Proclamé troisième vice-président du Sénat, p. 4.
- Interpelle M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 », pp. 101 à 104.
- Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 168.
- Projet de loi portant modification à la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Vote sur les amendements et articles réservés. — Art. 2. Amendement de M. Troclet. — S'abstient, p. 207.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel commun. — Discours : Concernant : la révision des traitements des instituteurs, la prolongation de la scolarité, l'agrégation de nouvelles écoles techniques, les subsides à l'enseignement moyen libre et les subventions au théâtre lyrique et au théâtre parlé, pp. 534-536.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le retard apporté à la publication des résultats du recensement linguistique au 31 décembre 1947, p. 794.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — Dépose le rapport, p. 1099. — Discussion générale. — Discours : Demande de voter le texte amendé par la Chambre, p. 1129.
- Interpelle M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur « sur la non-exécution des engagements qu'ils ont pris et réitérés devant le Sénat, à la suite de son interpellation relative à la publication des résultats du recensement linguistique de 1947 », pp. 1398-1400. — Déclare que les réponses données par le ministre de l'intérieur et le premier ministre ne lui donnent pas satisfaction et que dès lors il ne pourra se rallier à l'ordre du jour de confiance, p. 1405.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Rappelle les circonstances dans lesquelles fut approuvé le rapport Jaspers en commission, estime que le projet porte atteinte à l'autonomie communale et regrette que la rétroactivité du rajustement des traitements se limite au 1^{er} janvier 1951, p. 1571.
- Proposition de loi accordant une pension à Mme Thijs, A.-J.-M., veuve de M. Arthur Vanderpoorten. — Dépose la proposition, p. 1771.
- Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la Constitution ne prévoit pas de subsides pour l'enseignement libre, examine les conditions prévues par le projet pour l'octroi des subsides et parle de l'inspection pédagogique, pp. 1824-1826.

Chot, sénateur coopté.

- Ann.* — Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Chot (suite)

- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Ann.* — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Ciselet (M^{me})**, sénateur coopté.
- Doc.* — N° 189 : Rapport : Projet de loi relatif à la prorogation de plein droit des sociétés commerciales ou à forme commerciale, dont le terme social est échu entre le 14 juin 1949 et le 15 septembre 1950.
- N° 331 : Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1947 sur la légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre.
- N° 376 : Rapport : Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des Médecins.
- Ann.* — Nomination du bureau définitif.
- Troisième vice-président : Présente la candidature de M. Catteau, p. 4.
- Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la réorganisation du casier judiciaire, la situation des huisseries, celle de certains juges de paix suppléants et celle des magistrats émérites, la délinquance juvénile, la question du cadre de l'Office de la Protection de l'Enfance, le personnel chargé de la surveillance des mineurs, l'organisation d'une police féminine, la répression de l'incivisme, pp. 22 à 24.
- Budget du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 49.
- Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. Discours : Concernant : la question hospitalière, la médecine préventive, l'inspection médicale scolaire, l'emploi de sulfite de soude en boucherie et charcuterie, la création d'un fonds contre la poliomyélite, le lupus tuberculeux et la politique du gouvernement à l'égard de l'Œuvre nationale de l'Enfance, pp. 58 à 61.
- Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 168.
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951. — Vote des amendements et articles réservés. — Art. 21 (1^o). — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Verbert, p. 164.
- Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Vote sur les amendements et article réservés. — Art. 2. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Troclet, p. 207.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 497.
- Budgets du premier ministre pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 497.
- Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 497.
- Budgets du ministère des colonies pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 497.
- Budgets coloniaux se rapportant aux exercices 1947, 1949 et 1950. — S'abstient au vote, p. 497.
- Projet de loi des finances pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 497.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951. — Discussion et vote des amendements et articles réservés. — Art. 22 (sect. VIII). — Observation, p. 595.
- S'abstient au vote sur les budgets de l'instruction publique pour 1950 et 1951, p. 597.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 672.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Troclet à l'art. 28. — S'abstient au vote sur l'ensemble des budgets pour 1950 et 1951, p. 672.
- Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 760.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Allard à l'art. 25, p. 820.

Ciselet (Mme) (suite)

- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 821.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — S'abstient au vote, p. 965.
- Projet de loi relatif à la prorogation de plein droit des sociétés commerciales ou à forme commerciale dont le terme social est échu entre le 14 juin 1949 et le 15 septembre 1950. — Dépose le rapport, p. 1022.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion des articles. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211. — Art. 4. — Défend le principe du volontariat féminin, p. 1213-1215. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven à l'article 3, p. 1215. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1218.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1218.
- Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote sur les alinéas 2 et 3 du 2° de l'article 29, p. 1216. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.
- Budget de la dette publique pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1380.
- S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, suite à l'interpellation de M. Cateau sur la publication des résultats du recensement linguistique de 1947, p. 1447.
- S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance suite à l'interpellation de M. Coulonvaux sur la libération des inciviques, et notamment de Poulet et de Romsée, p. 1402.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote sur les amendements principaux de M. Allard aux articles 10, 12, 67 et 90, p. 1461. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1473.
- Interpellation de M. Van Remoortel sur la nécessité de revoir et de majorer les pensions des veuves et des invalides de guerre, sans exclusion d'aucune catégorie. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 1516.
- Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1947 sur la légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre. — Dépose le rapport, p. 1517.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — S'abstient au vote sur l'article 9, p. 1594. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1595.
- Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1594.
- Budget des pensions pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1594.
- Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1594.
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1594.
- Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins. — Dépose le rapport, p. 1707.
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Harmegnies, p. 1816.
- Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — S'abstient au vote sur les amendements de M. Mazereel, p. 1914. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1934.

Ciselet (Mme) (suite)

- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1934.
- Budget des travaux publics pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1934.
- Projets de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs (documents 307 et 308). — S'abstient au vote, p. 1934.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — S'abstient au vote, p. 1934.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — S'abstient au vote, p. 1935.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Doutrepont à l'article 1^{er}, p. 1888. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Remercie le président pour la remarquable façon dont il a conduit les débats. — Remercie également le personnel du Sénat, p. 1958.

Clays, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

- Ann.* — Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Clynmans, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Doc.* — N° 30 : Amendements : Projet de loi organisant l'industrie diamantaire.
- N° 89 : Amendements au texte de la commission : Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat.
- N° 166 : Amendements : Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.
- N° 301 : Rapport : Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1939.
- N° 347 : Rapport : Projets de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs.
- Ann.* — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la diminution progressive des crédits sollicités, la diminution du nombre de détenus, les réformes urgentes qui devraient être apportées à l'organisation judiciaire, la réforme de la législation relative au registre de commerce, la loi de cadenas, la protection de l'enfance, la régie du travail pénitentiaire, l'application de la sécurité sociale en faveur des détenus et le problème de la répression, pp. 6 à 10.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1950. — Discussion et vote des articles réservés. — Art. 23 : Intervention, p. 47.
- Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la distribution du diamant brut du Congo ne se fait pas d'une façon équitable et que le projet enlève aux travailleurs la possibilité d'exercer leur métier à domicile et propose de modifier le titre du projet, pp. 353 à 355. — Observations, p. 359. — Discussion des articles. — Art. 2. — Amendement de M. Clynmans. — Observations, p. 360. — Art. 3. — Amendement de M. Clynmans. — Observations, pp. 360-361. — Vote sur les amendements et articles réservés. — Discours : Retire ses amendements, p. 491.

Clynmans (suite)

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème des classes moyennes, la concurrence déloyale, la protection des petites entreprises contre les concentrations capitalistes et le mess des affaires économiques, pp. 733-735.

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951 les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet apporte une répartition équitable des charges fiscales, demande de ne pas faire une discrimination entre l'affaire gérée par une seule personne et la société et expose la portée de ses amendements, pp. 880 à 882. — Discussion des articles. — Art. 9bis : Intervention, p. 902. — Art. 30 : Intervention, p. 940. — Art. 31 : Intervention, p. 946.

Projet de loi modifiant les dispositions en matière de procédure et de priorités de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — S'abstient au vote, p. 1286.

Budgets du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les recettes fiscales, le paiement anticipatif d'impôts et la nécessité de réorganiser l'ensemble de la procédure fiscale, p. 1323.

Projet de loi contenant le règlement définitif de l'exercice 1939. — Dépose le rapport, p. 1402.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs. — Dépose le rapport, p. 1562.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs. — Dépose le rapport, p. 1562.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs des contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que les inspecteurs ne se prononceront pas dans les matières où ils ont siégé comme instructeurs, p. 1616.

Coppé, ministre des affaires économiques et des classes moyennes.

Ann. — Interpellation de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Discours : Déclare que le gouvernement a de bonnes raisons pour mettre en doute les chiffres de certaines communes et qu'il est souhaitable que le problème soit soumis à une commission parlementaire, p. 109.

Interpellation de M. Flamme à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur la hausse injustifiée du prix de certaines matières belges ou étrangères ». — Discours : Fait remarquer que la hausse des prix du lin et du coton doit être située dans le cadre de la hausse de prix internationale et que des mesures seront prises pour obtenir du gouvernement des Etats-Unis une allocation complémentaire de coton, pp. 604 à 606.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le revirement subit de la conjoncture, l'index de la production dans les industries, le problème du chômage, l'amélioration constatée dans le domaine du commerce extérieur, l'effort militaire à accomplir, notre politique d'importation et d'exportation, la politique des prix, la restriction du crédit, les limitations à la consommation, la politique budgétaire, les réformes de structures. — Répond aux critiques qui ont été formulées, pp. 697 à 702. — Discours : Répond aux questions qui lui ont été posées, pp. 738-741.

Motion d'ordre de M. Bouilly au sujet d'achats de froment effectués par le gouvernement. — Fait remarquer que la différence de prix sera supportée par le Trésor, p. 932.

Cossée de Maulde (Vicomte), sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Ann. — Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — Discussion générale et discussion des articles. — Discours : Proteste contre l'injure faite aux volontaires pour la Corée dans un article paru dans le *Drapeau rouge*, p. 333.

Cossée de Maulde (vicomte) (suite)

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que la Belgique doit rester fidèle aux engagements qui découlent du Pacte Atlantique et attire l'attention sur la mission des forces de terre, p. 1104.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — S'abstient au vote, p. 1542.

Proposition de modification de l'article 57 du règlement du Sénat. — Observation concernant les déplacements des commissions, p. 1593.

Coulonvaux, sénateur provincial de Namur.

Doc. — N° 321 : Amendement au texte des commissions réunies : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 323 : Sous-amendement à l'amendement de M. Van Laeyts : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

Ann. — Nomination des membres du Conseil de gestion de l'I. N. R. — Discours : Propose la candidature de M. Willot, p. 50. — Déclare ne pas être d'accord avec M. de la Vallée Poussin, p. 51.

Motion d'ordre sur certains propos prêtés à M. De Boedt, m. r., par la presse et relatifs au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Borginon, p. 53.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la crise sévissant dans l'agriculture, les investissements agricoles, l'appauvrissement de l'agriculteur, les charges sociales pesant sur l'agriculture, les accords internationaux, la lutte contre les maladies du bétail, le protocole de Luxembourg, le plan Marshall et les mesures qui doivent être prises à l'égard des trusts, pp. 226 à 228.

Interpelle MM. les ministres des finances et de l'agriculture « au sujet de la situation des planteurs de tabac en Belgique, sur la presque impossibilité d'écouler les produits à un prix bénéficiaire, sur les difficultés élevées par les gros acheteurs habituels au sujet de la qualité, sur les mesures que compte prendre le gouvernement pour remédier à un état de choses susceptible de provoquer de nombreuses faillites dans l'industrie tabacicole, sur l'extrême urgence de certaines mesures », pp. 953 à 955.

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion des articles. — Art. 31. — Intervention, p. 947.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — Justifie son vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — Justifie son vote, p. 1097.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que la tâche essentielle de notre politique étrangère doit tendre à consolider la paix, justifie les amendements déposés par les libéraux, estime que dix-huit mois de service militaire seraient suffisants et proteste contre la libération des inciviques, pp. 1191-1195.

Interpellation au sujet de la libération des inciviques Poulet et Romsée. — Observations concernant l'inscription à l'ordre du jour, p. 1254.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Rappelle les motifs qui ont inspiré la position prise par son parti à l'égard de la prolongation de la durée du service militaire, donne la raison pour laquelle ce parti votera le budget et invite le gouvernement à modifier sa politique en matière de nominations, pp. 1344 et 1345.

Interpelle M. le premier ministre et M. le ministre de la justice : « 1° au sujet de la libération des inciviques et des traitres condamnés par les cours militaires et les conseils de guerre à des peines telles que pareille mesure de grâce est tout à fait injustifiée, notamment la libération de Poulet et Romsée, et soulève la colère et l'indignation de tous les bons Belges; 2° au sujet de la politique de répression et d'épuration du gouvernement », pp. 1381 à 1385. — Proteste à nouveau contre le fait que Poulet a été envoyé en France et soulève la question des dommages et intérêts à payer par le condamné, p. 1392.

Proposition de loi portant modification de l'article 20 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le transfert des détenus des prisons vers les chambres de mise en accusation, p. 1433.

Coulonvaux (suite)

- Interpellation de M. Van Remoortel sur la nécessité de revoir et de majorer les pensions des veuves et des invalides de guerre, sans exclusion d'aucune catégorie. — Discussion. — Discours : Déclare que son groupe appuie unanimement la demande de M. Van Remoortel, p. 1483.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 7, p. 1490. — Art. 11, pp. 1492-1493. — Art. 14, pp. 1500, 1502. — Justifie son vote, p. 1541.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — S'abstient au vote, p. 1595.
- Interpellation de M. Missiaen au sujet de l'état lamentable des locaux affectés à l'enseignement moyen de l'Etat à Ypres. — Discussion. — Discours : Concernant : L'état lamentable des locaux de l'enseignement moyen de la Wallonie, p. 1600.
- Projet de loi établissant un privilège en faveur des créances de dommages-intérêts des victimes de crimes de guerre et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Observation concernant le principe de la non-rétroactivité, p. 1609.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'il y aurait lieu d'établir des distinctions non seulement quant à l'âge des intéressés, mais également quant à l'importance et l'origine des fonds bloqués, p. 1853. — Motive le vote négatif de son groupe, p. 1934.
- Projet de loi attribuant une dotation à S. A. R. le prince Charles de Belgique. — Discussion générale. — Discours : Exprime, au nom de l'assemblée, ses sentiments de sincère gratitude à S. A. R. le prince Charles de Belgique pour les services éminents qu'il a rendus au pays, p. 1859.
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Observation concernant la proposition de renvoi en commission, p. 1906.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Motive le vote de son groupe, p. 1935.

Jraeybeckx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Ann.* — Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le grand duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Observation, p. 1568.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Crommen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Doc.* — N° 76. Proposition de modification des articles 22 et 53 du règlement.
- Ann.* — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le droit syndical du personnel de la police judiciaire, p. 30.
- Proposition de modification des articles 22 et 53 du règlement du Sénat. — Dépose la proposition, p. 274.
- Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.

Crommen (suite)

- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Interpelle le ministre de l'instruction publique « sur le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires, après la déclaration de M. Harmel faite à la Chambre des représentants en séance du 18 octobre 1950, et la décision prise par le conseil des ministres, en date du 8 décembre 1950, de rattacher cette révision à l'examen du nouveau statut du personnel communal », p. 516.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les pourboires donnés aux fonctionnaires pour services rendus et le scandale des imprimeries administratives, p. 782.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur l'introduction tardive d'amendements par le gouvernement et sur les taxes à déduire des arriérés, p. 1130.
- Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930, créant la régie des télégraphes et des téléphones. — Discussion générale. — Observations, p. 1186.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — S'abstient au vote, p. 1935.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.
- Custers, sénateur provincial de Limbourg.**
- Doc.* — N° 381. Rapport : Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderlo.
- N° 383. Amendements : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.
- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Schot tendant à ajouter un article 5, p. 80.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique. — Discussion générale et vote des articles — Art. 6 : Observation, p. 824.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion des articles. — Art. 15 : Observation, p. 907.
- Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942, à Tessenderlo. — Dépose le rapport, p. 1771.
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Observation concernant la proposition de renvoi en commission, p. 1905.
- Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderlo. — Discussion générale. — Discours : Souligne que l'intervention de l'Etat ne constitue pas une indemnité intégrale, mais simplement une assimilation fictive des sinistrés de Tessenderlo aux victimes de guerre et expose le problème des responsabilités en ce qui concerne l'explosion de Tessenderlo, p. 1907. — Invite le Sénat à voter le projet immédiatement, p. 1909.
- Projet de loi portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944. — S'abstient au vote, p. 1939.

D

d'Aspremont-Lynden (comte), sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 41. Rapport : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1951.

N° 173. Rapport : Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951.

Ann. — Observations relatives à la motion d'ordre de M. Bouilly, pp. 97 et 98.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 162.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les attachés agricoles, le retard dans la discussion du budget pour 1950, le plan Marshall, la loi définitive sur le bail à ferme, la rentabilité de l'agriculture, la fiscalité grevant la culture du tabac, l'incorporation de froment indigène dans la panification belge et l'application de la loi organique de la Cour des comptes, p. 231.

Motion d'ordre concernant la ratification d'un traité signé à Genève le 30 octobre 1947, relatif à l'incorporation de froment indigène dans la panification, p. 266.

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 901.

Interpellation de M. Coulonvaux « au sujet de la situation des planteurs de tabac en Belgique ». — Discussion. — Discours : Concernant les amendes imposées aux planteurs n'ayant pas encore payés les droits d'accises et concernant le pesage du tabac, p. 956.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'activité de M. van Zeeland, les variations dans notre balance commerciale, nos prix de revient, nos relations commerciales avec la colonie, les événements en Extrême-Orient, le danger de guerre, la nécessité de prendre des précautions en Europe sur le plan économique, sur le plan politique et sur le plan militaire, et les relations avec l'Espagne, pp. 984 à 986.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Examine l'attitude des différents partis à l'égard du projet et donne les motifs qui ont conduit l'Europe occidentale au réarmement, pp. 1173-1176.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion des articles. — Art. 11 : Intervention, p. 1496.

Debaise, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accises et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

De Block, sénateur coopté.

Doc. — N° 56. Amendement : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1951.

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. Discours : Concernant les rapports entre la presse et la justice, la concurrence déloyale de la régie du travail pénitentiaire, p. 17.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la sécurité d'existence des agriculteurs et horticulteurs, la crise sévissant dans l'agriculture et l'horticulture, l'octroi de subsides, la situation déplorable des cultures du houblon, du tabac et de la chicorée, la consommation de légumes, la production laitière, les inondations dans la région de Lokeren, les travaux nécessaires à l'assainissement des terres, l'enseignement agricole, les coopératives agricoles et la

De Block (suite)

consommation de margarine, pp. 222 à 224. — Discussion des articles. — Article 24 (budget 1951). — Amendement de MM. De Block et Iespers. — Intervention, p. 264.

Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique des transports, les nominations politiques, le dépôt des comptes, les déficits de la Société nationale, le problème des pensionnés, l'électrification du réseau ferroviaire, la gestion de la S. N. C. F. B., les tunnels anversois, les imprimés, l'émission de timbres, l'organisation de la poste, la flotte marchande, la pêche maritime, le tourisme, les vacances ouvrières, la radio et la télévision, pp. 321 à 326.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — Discussion générale. — Observations, p. 177. — Discours : Fait remarquer qu'il faut mettre fin aux difficultés d'ordre intérieur de l'industrie diamantaire, et estime que le projet constitue un progrès, pp. 355 et 356. — Discussion des articles. — Art. 2 : Amendement de M. Clynmans. — Observations, p. 360. — Art. 3 : Amendement de M. Clynmans. — Observations, p. 361.

Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1950. — Discussion générale. — Observations, p. 672.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la politique du dirigisme et du planisme, la résorption du chômage, l'incidence du réarmement sur l'économie, la nécessité d'augmenter les exportations et la consommation intérieure, les efforts à accomplir en matière de construction d'habitations, les conséquences de la suppression du rééquipement, les possibilités de créer de nouvelles industries, la politique des prix, le revenu national et Benelux, pp. 704-709.

Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lenteur des travaux, l'utilité d'une liaison ferroviaire entre la gare centrale de Bruxelles et Melsbroeck, le problème des parkings et le problème de l'électrification, p. 827.

Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Concernant les aspects économiques et sociaux du réarmement, p. 1179. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts, à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'administration de la régie comme entreprise nationalisée, la question de l'augmentation des tarifs, le plan décennal, l'automatisation du réseau, la mise au travail du personnel licencié et l'équilibre du budget, p. 1283.

Proposition de modification de l'article 57 du règlement du Sénat. — Observation concernant les déplacements des commissions, p. 1593.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

De Boodt, ministre de la reconstruction.

Ann. — Projet de loi relatif à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine. — Dépose le projet, p. 41.

Motion d'ordre de M. Coulonvaux sur certains propos prêtés à M. De Boodt, m. r., par la presse et relatifs au vote de la levée de l'immunité parlementaire de M. Borginon. — Fait remarquer que la déclaration, telle qu'elle a été publiée dans la presse, ne vient pas de lui, p. 53.

De Boodt (suite)

Motion d'ordre de M. Doutrepoint concernant l'acquisition d'un home pour prisonniers politiques par le ministre de la reconstruction. — Fait remarquer que le montant nécessaire à cette acquisition sera retiré du budget de la reconstruction, p. 170.

Interpellation de M. Doutrepoint à MM. les ministres des finances, des communications et de la reconstruction « au sujet de la délibération du conseil des ministres, en date du 1^{er} décembre 1950, adressée le 6 dito par la Cour des comptes au Sénat et relative à la reprise de la section belge du chemin de fer Malines-Terneuzen, en méconnaissance des droits du parlement ». — Discussion. — Discours : Se rallie à l'exposé du ministre des finances, plus particulièrement en ce qui concerne les dommages de guerre encourus par la société, p. 862.

Interpellation de M. Doutrepoint au sujet d'une allocation de 1 million de francs pour l'achat d'un home, sans que les crédits aient été autorisés par le parlement. — Discussion. — Discours : Fait remarquer que les crédits provisoires qui ont été mis à sa disposition lui permettent de faire des dépenses provisoires, pour autant que celles-ci ne consacrent pas de nouveaux principes, pp. 864-865.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Expose la politique de son département en ce qui concerne des dommages aux biens et aux personnes, pp. 1024-1029. — Concernant : La reconstruction de la Tour de l'Yser, la liquidation des dossiers des sinistrés, la question des experts, les coopératives des sinistrés, les dommages occasionnés à l'agriculture et l'horticulture, les intérêts à payer par les sinistrés, la priorité accordée aux personnes âgées, l'introduction tardive de demandes d'indemnisation, les paiements effectués par la Caisse autonome des dommages de guerre, les priorités exceptionnelles, les dommages occasionnés en 1914-1918 à la ville de Nieupoort, le problème des déportés, la vente de maisons construites par les chantiers nationaux, le problème linguistique et le problème des victimes civiles de la guerre, pp. 1043 à 1046. — Discussion des articles. — Article 324. — Intervention, p. 1047.

Projet de loi étendant aux anciens combattants, aux résistants, aux prisonniers politiques, aux réfractaires et aux déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 l'application de la loi du 15 mars 1938, instituant l'Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques de la guerre 1914-1918. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la mission de l'O. N. A. C., p. 1048.

Projet de loi relatif aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, de l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre et de l'Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1051.

Projet de loi modifiant les dispositions en matière de procédure et de priorités de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le projet tend à rendre la procédure plus simple sans nuire aux intérêts des sinistrés, souligne les améliorations apportées à la législation sur les dommages de guerre et déclare qu'il déposera un second projet tendant à une réforme approfondie de la loi sur les dommages de guerre, p. 1229.

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et abrogeant l'article 23, § 1^{er}, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. — Dépose le projet, p. 1336.

Projet de loi relatif à l'introduction des demandes pour le bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des étrangers prisonniers politiques, des résistants par la presse clandestine, des résistants civils, des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et organisant la reconnaissance à titre posthume de la qualité de résistant par la presse clandestine, de résistant civil, de réfractaire et de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945. — Dépose le projet, p. 1299. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1590.

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Observation concernant la proposition de renvoi en commission, p. 1905.

Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessengerlo. — Discussion générale. — Discours : Demande de voter le projet à l'unanimité, p. 1909. — Discussion des articles. — Article 1^{er}. — Intervention concernant l'exécution de la loi, p. 1910.

De Bruyne (Edg.), sénateur coopté.

Doc. — N° 48. Rapport : Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires et exceptionnelles du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949.

De Bruyn (Edg.) (suite)

N° 49. Rapport : Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949.

N° 49. Rapport : Budget des recettes et dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949.

N° 50. Rapport : Projet de loi rattachant des recettes supplémentaires, réduisant certains crédits ouverts et ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1947.

N° 51. Rapport : Projets de loi : a) arrêtant les comptes généraux de la colonie des années 1938 et 1939 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1937 et 1938; b) arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1938 et 1939 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1937 et 1938.

N° 52. Rapport : a) Budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950; b) Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950.

Ann. — Nomination du bureau définitif :

Président : Présente la candidature de M. Struye, p. 4.

Deuxième vice-président : Présente la candidature de M. Mullie, p. 4.

Secrétaires : Propose de réélire les secrétaires sortants, p. 4.

Questeurs : Propose de réélire les questeurs sortants, p. 5.

Interpellation de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Discours : Déclare qu'il a été donné au recensement la signification d'un référendum, estime que le régime linguistique devrait être établi scientifiquement et qu'il devrait être procédé à une enquête parlementaire au sujet des cas contestés et aborde le problème de la frontière linguistique et de l'agglomération bruxelloise, p. 106.

Projet de loi arrêtant les comptes généraux de la colonie des années 1938 et 1939 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1937 et 1938. — Dépose le rapport, p. 173.

Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1938 et 1939 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1937 et 1938. — Dépose le rapport, p. 173.

Projet de loi rattachant des recettes supplémentaires, réduisant certains crédits et ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1947. — Dépose le rapport, p. 173.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949. — Dépose le rapport, p. 173.

Projet de loi contenant le budget des recettes et dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949. — Dépose le rapport, p. 173.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires et exceptionnelles du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1949. — Dépose le rapport, p. 173.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950. — Dépose le rapport, p. 173.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1950. — Dépose le rapport, p. 173.

Interpellation de M. Catteau à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume, à la date du 31 décembre 1947 ». — Vote sur les motions. — Observations, pp. 202 et 206.

Budgets du ministère des colonies pour les exercices 1950 et 1951, projets coloniaux se rapportant aux exercices 1937, 1938, 1939, 1947, 1949 et 1950 et interpellation de M. Buisseret concernant l'enseignement supérieur destiné aux noirs de la colonie. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les emprunts coloniaux, le plan décennal, le régime linguistique au Congo, la réforme du ministère des colonies, l'enseignement universitaire au Congo, pp. 281 à 285.

Motion d'ordre de M. Dierckx concernant la discussion du budget des voies et moyens pour 1951. — Observations, p. 272.

Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : les principes doctrinaux du socialisme, la formation

De Bruyn (Edg.) (suite)

- générale de l'esprit, les plaintes au sujet de l'éducation physique des enfants, la liberté dans le choix de l'enseignement, l'intervention de l'Etat dans les écoles libres et l'utilité d'un statut réglant l'enseignement en Belgique, pp. 536-539.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice, et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1218.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et le sous-amendement de MM. Rolin et Flamme à l'art. 3, p. 1215. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven à l'art. 4, p. 1215. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1218.
- Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote sur les alinéa 2 et 3 du 2° de l'article 29, p. 1216. — S'abstient au vote, p. 1217.

De Bruyne (Victor), sénateur provincial d'Anvers.

- Ann.* — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dépenses dites « anormales de guerre », résultant de la création de grandes agglomérations, les finances communales, l'activité des députations permanentes et l'indépendance communale, p. 765.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché, et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939, et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — S'abstient au vote, p. 1935.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

de Dorlodot (baron), sénateur provincial de Hainaut.

- Doc.* — N° 11. Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres belges et congolais détenus en Belgique.
- N° 100. Amendement : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1950.
- N° 101. Amendement : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951.
- N° 165. Proposition de loi relative au droit de timbre sur les fournitures de papier destiné aux journaux.
- N° 177. Amendements : Projet de loi modifiant à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.

de Dorlodot (baron) (suite)

- N° 199. Amendement : Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951.
- N° 219. Proposition de loi tendant à limiter le nombre des pages des journaux quotidiens.
- N° 338. Amendement : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à terme.
- Ann.* — Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres belges et congolais détenus en Belgique. — Dépose la proposition, p. 28.
- Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'on a exagéré l'estimation des valeurs mobilières et des immeubles et que le rendement des impôts frappant les bénéfices provenant des fournitures faites à l'ennemi, est insuffisant et qui aborde la question de l'évaluation des titres de sociétés, p. 76.
- Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : La négligence du gouvernement à l'égard de l'agriculture et les motifs de son abstention, p. 213. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} (budget 1950). — Observations, p. 259.
- Fait personnel. — Observations relatives à son activité parlementaire, p. 266.
- Projet de loi fixant pour l'année 1951 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne. — Discussion générale. — Discours : Rappelle déjà avoir déclaré que des mesures de réorganisation de l'armée auraient dû être prises et motive son abstention, p. 442. — S'abstient au vote, p. 495.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Observations, p. 395. — Discours : Justifie son abstention, p. 457. — S'abstient au vote, p. 497.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : S'abstient au vote sur l'amendement de M. Moulin, p. 471. — Art. 16 : S'abstient au vote sur l'amendement de M. Moulin, p. 482.
- Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi des finances pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 497.
- Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 496. — Motive son vote, p. 496.
- Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Demande d'établir l'égalité des subsides et défend ses amendements, p. 550. — Justifie son vote affirmatif, p. 597.
- Rappel au règlement, p. 591.
- Demande l'application de l'article 52 du règlement, p. 661.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Troclet à l'article 28, p. 671.
- Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le marché du papier, p. 709.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la réglementation du maillage des filets de pêche et des tailles limites des poissons et des annexes, signées à Londres le 5 avril 1946. — Justifie son vote, p. 731.
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre le gouvernement royal belge et le gouvernement royal hellénique relatif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs, signé à Athènes le 21 juin 1949. — Justifie son vote, p. 731.
- Projet de loi relatif à l'aliénation de maisons construites pour sinistrés. — S'abstient au vote, p. 732.
- Projet de loi complétant les dispositions transitoires de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers. — S'abstient au vote, p. 732.
- Projet de loi abolissant le droit d'accise sur les allumettes, les appareils d'allumage, l'acide acétique et les vinaigres. — S'abstient au vote, p. 732.
- Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 732.
- Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 732.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion des articles. — Observation, p. 801.

de Dorlodot (baron) (suite)

- Proposition de loi relative au droit de timbre sur les fournitures de papier destiné aux journaux. — Dépose la proposition, p. 852.
- Proposition de loi tendant à assurer la réparation des dommages causés aux personnes et aux biens lors des troubles des mois de juillet et août 1950. — Discussion générale. — Discours : Expose les principes qui l'ont guidé à déposer la proposition, pp. 869 et 871.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Défend son amendement relatif à l'impôt foncier, p. 884. — S'abstient au vote, p. 965.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. Discussion générale. — Discours : Défend son amendement relatif aux intérêts à payer par les sinistrés, p. 1033. Fait rappel au règlement, p. 1058.
- Motion d'ordre : Fait remarquer que la commission des finances siège au moment où les sénateurs auront à s'occuper du Conseil de l'Europe en séance publique, p. 1070.
- Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. Justifie son vote, p. 1097. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. Justifie son vote, p. 1097. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles de militaires. — Discussion générale. — Discours : Demande sous quelle forme fonctionner l'Office d'aide, ainsi que de remédier à certaines injustices commises à l'égard de femmes et d'enfants de militaires, p. 1093.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que depuis 1945 on a laissé s'agrandir le danger, rappelle quelles propositions il a faites relatives à la réorganisation de l'armée et déclare que les vingt-quatre mois de service ont été rendus nécessaires par le refus de constituer l'armée de métier, pp. 1121 à 1125. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts, à l'article 2, p. 1211. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et le sous-amendement de MM. Rolin et Flamme à l'article 3, p. 1215. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven, à l'article 4, p. 1215. — Justifie son vote, p. 1218. — S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 1218.
- Proposition de loi tendant à limiter le nombre de pages des journaux quotidiens. — Dépose la proposition, p. 1160.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote sur les alinéas 2 et 3 du 2^e de l'article 29, p. 1216.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — Motive son vote, p. 1218. — S'abstient au vote, p. 1218.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Justifie son vote, p. 1219.
- Projet de loi portant approbation du troisième protocole, signé à La Haye le 24 mai 1949, additionnel à la Convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres le 5 septembre 1944. — Justifie son vote, p. 1220. — S'abstient au vote, p. 1220.
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1^o Accord de paiements et de compensation entre les pays européens et annexes A, B, C, signés à Paris le 16 octobre 1948; 2^o Accord de paiements et de compensation entre les pays européens pour 1949-1950 et annexes A, B, C, D, signés à Paris le 7 septembre 1949; 3^o Convention de prêt entre la Belgique et la France et annexes, signées à Paris le 7 septembre 1949; 4^o Convention de prêt entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, annexes et protocole, signés à Paris le 7 septembre 1949; 5^o Convention de prêt entre la Belgique et les Pays-Bas, annexes et protocole, signés à Paris le 7 septembre 1949. — Justifie son vote, p. 1220. — S'abstient au vote, p. 1220.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : Intervention, p. 1261. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare être adversaire de l'organisation de l'armée de conscription telle qu'elle est prévue dans le budget, mais au contraire être partisan résolu du volontariat et de l'armée de métier, p. 1349. — S'abstient au vote, p. 1380.

de Dorlodot (baron) (suite)

- Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres belges et congolais détenus en Belgique. — Discussion générale. — Discours : Donne lecture de plusieurs lettres dans lesquelles les détenteurs de titres tardivement déclarés exposent leur situation, pp. 1376-1378.
- Interpellation de M. Coulonvaux sur la libération des inciviques, notamment de Poulet et de Romsée. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 1402. — Motive son vote, p. 1402.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Motive son vote sur les amendements réservés, p. 1461. — S'abstient au vote sur les amendements principaux de M. Allard aux articles 10, 12, 67 et 90, p. 1461. — S'abstient au vote sur l'amendement principal de M. Allard à l'article 79, p. 1461. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1473.
- Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1452.
- Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1452.
- Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1452.
- Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1452.
- Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1452.
- Projet de loi modifiant le code des taxes assimilées au timbre. — S'abstient au vote, p. 1452.
- Projet de loi modifiant la loi du 23 août 1947 relatif à l'article 72 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, concernant les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. — S'abstient au vote, p. 1452.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion générale. — Observation, p. 1472. — Intervient dans la discussion de l'article 14, p. 1499. — S'abstient au vote, p. 1542.
- Projet de loi concernant les douanes et accises. — S'abstient au vote, p. 1618.
- Budgets des recettes et des dépenses pour ordre pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1619.
- Rappel au règlement : Demande que lorsqu'un orateur parle à la tribune, il ne s'adresse qu'au président ou à l'assemblée, p. 1703.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — Discussion générale. — Discours : Justifie son vote négatif, p. 1851.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet viole le droit constitutionnel et le droit international, p. 1845.
- Projet de loi modifiant les arrêtés-lois des 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Déclare voter le projet par principe, mais en formulant des réserves, p. 1869.
- Projet de loi portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944. — Discussion générale. — Discours : Justifie son vote négatif, p. 1874.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 mars 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1937.
- Proposition de loi instituant la possibilité de révision de la taxation fiscale pour l'exercice 1946 des sociétés coopératives composées en ordre principal d'associés actifs. — S'abstient au vote, p. 1937.
- Projet de loi portant confirmation du Code des droits de timbre et y apportant des modifications. — S'abstient au vote, p. 1937.
- Projet de loi portant approbation de la convention signée à Luxembourg le 12 septembre 1950, portant modification de la convention entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, établissant une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, signée à Bruxelles le 23 mai 1935. — S'abstient au vote, p. 1937.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — Discussion générale. — Justifie son vote affirmatif, p. 1954.

De Greef (colonel), ministre de la défense nationale.

- Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers. — Dépose le projet, p. 135.
- Interpellation de M. Bouilly à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes, M. le ministre de l'agriculture et M. le ministre de la défense nationale « sur : 1^o les importations de bétail maigre en provenance de la France; 2^o les approvisionnements en viande de l'intendance militaire ». — Discours : Fait remarquer que l'emploi de viande congelée permet de réaliser une économie sensible, p. 230.

De Greef (colonel) (suite)

- Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de Sécurité des Nations unies. — Dépose le projet, p. 346.
- Projet de loi fixant pour l'année 1951 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet, p. 444.
- Projet de loi modifiant les articles 45 et 46 des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Dépose le projet, p. 472.
- Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions posées, p. 1101.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les accords relatifs à la défense de l'Europe, l'organisation des unités, le problème des cadres, le problème du logement et le problème d'armement et d'équipement, pp. 1164-1167.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes aux propositions relatives à l'octroi de chevrons de front et des rentes y attachées. — Dépose le projet, p. 1248.
- Projet de loi autorisant le cumul du traitement dû aux agents de renseignements et d'action avec les avantages découlant du statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit. — Dépose le projet, p. 1248.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Répond aux questions posées au sujet de la politique de son département, pp. 1351-1353. — Observations, p. 1354.
- Projet de loi portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale. — Dépose le projet, p. 1375.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de l'Yser. — Dépose le projet, p. 1517.
- Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force navale en temps de paix. — Dépose le projet, p. 1611.
- Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers. — Dépose le projet, p. 1611.
- Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force aérienne en temps de paix. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le système prévu permettra de diminuer les effectifs si la situation internationale se modifie dans un sens favorable, p. 1897.

De Groot (P.), sénateur coopté.

- Ann.* — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le comportement économique général du gouvernement, les richesses naturelles de la Belgique, les éléments actifs de la population belge, le problème des approvisionnements, le problème charbonnier, l'adaptation de la production belge aux prix qui se trouveront être révélés sur le marché commun du plan Schuman et l'incidence du réarmement sur l'économie belge, pp. 676-681.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les principes de base d'une politique constructive en matière d'échanges internationaux, la conférence de Torquay relative aux droits de douane, la coordination des investissements à l'échelon international, l'organisation des paiements intraeuropéens et les déficits allemands, l'évolution de notre commerce extérieur, la question du contrôle du commerce extérieur, les échanges internationaux de matières stratégiques entre partenaires du Pacte Atlantique et le danger d'une recartellisation des grandes industries allemandes, pp. 981 à 984.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

De Haeck, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

- Ann.* — Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème financier de la S. N. C. F. B., l'arrière en matière d'électrification, le transport des voyageurs aux heures de pointe, les agents temporaires de la S. N. C. F. B., la service médical de la Société nationale et la coordination des transports, p. 319 à 321.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Souhaite que la question des pensions soit définitivement réglée dans un bref délai et attire l'attention sur les pensionnés de la Société nationale des Chemins de Fer belges, p. 1880.

Dehousse, sénateur coopté.

- Doc.* — N° 223. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouvernementale et des annexes, signées à Genève, le 6 mars 1948.
- N° 224. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San Francisco, le 9 juillet 1948, par la conférence générale de l'organisation internationale du travail, au cours de sa trente et unième session.
- N° 279. Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord international concernant les navires-stations météorologiques dans l'Atlantique du nord, et annexes signés à Londres, le 25 septembre 1946; b) Acte final relatif au service de navigation aérienne en Islande signé à Genève, le 26 juin 1948; c) Accord sur les stations météorologiques flottantes de l'Atlantique du nord, et annexes, signés à Londres, le 12 mai 1949; d) Acte final de la conférence sur les services de navigation aérienne au Groenland et aux îles Féroë, et annexes, signés à Londres, le 12 mai 1949.
- N° 280. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord entre le royaume de Belgique et le royaume d'Egypte, relatif aux transports aériens réguliers, de l'annexe et du procès-verbal, signés à Alexandrie, le 19 septembre 1949.
- N° 391. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment adoptée à Genève le 23 juin 1937, par la conférence internationale du travail au cours de sa vingt-troisième session.
- N° 392. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du traité de Bruxelles, signée à Paris, le 7 novembre 1949.
- Ann.* — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 597.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'activité de l'O. N. U., l'évolution du pacte de l'Atlantique, le problème de la répartition des matières premières, l'organisation d'une Europe libre, la question des communications par eau entre la Belgique et les Pays-Bas, le recrutement du personnel diplomatique, p. 966 à 973.
- Projet de loi sur la police des étrangers. — Discussion des articles. — Art. 4 : Intervention, p. 1068.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché, et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948 par la conférence générale de l'organisation internationale du travail au cours de sa trente et unième session. — Dépose le rapport, p. 1184.
- Projet de loi portant approbation de la convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouvernementale et des annexes, signées à Genève, le 6 mars 1948. — Dépose le rapport, p. 1184.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1220.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Dehousse (suite)

- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San Francisco, le 9 juillet 1948 par la Conférence générale de l'organisation internationale du travail, au cours de sa trente et unième session. — Discussion générale. — Discours : Rappelle les principales clauses de la convention et attire l'attention sur la haute signification morale de celle-ci, p. 1237.
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre le royaume de Belgique et le royaume d'Egypte, relatif aux transports aériens réguliers, de l'annexe et du procès-verbal, signés à Alexandrie, le 19 septembre 1949. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de l'accord, p. 1406.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à Paris, le 9 décembre 1948 par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa troisième session. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que ni le génocide politique, ni le génocide culturel n'ont été prévus dans la convention, que celle-ci n'est pas accompagnée d'un projet de loi qui met cette convention en concordance avec nos lois, p. 1408.
- Interpelle MM. les ministres des affaires étrangères et des travaux publics : « 1° sur le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belge-néerlandaise des voies d'eau et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberge); 2° sur les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen et de l'aménagement du canal Gand-Terneuzen ainsi que de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin », pp. 1511 à 1515 et 1517. — Estime qu'une procédure arbitrale peut régler le problème des voies d'eau, p. 1530.
- Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de Recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il ne votera qu'une seule fois une prorogation de l'existence du Centre, p. 1715.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, adoptée à Genève, le 2^e juin 1937, par la Conférence internationale du Travail au cours de sa vingt-troisième session. — Dépose le rapport, p. 1793.
- Projet de loi portant approbation de la convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du traité de Bruxelles, signée à Paris le 7 novembre 1949. — Dépose le rapport, p. 1793.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Propose d'ajourner le projet, p. 1842.
- Projet de loi portant approbation de la convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale, aux ressortissants des parties contractantes du Traité de Bruxelles, signée à Paris le 7 novembre 1949. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur les principales réalisations à mettre à l'actif du comité social du Pacte à Cinq, p. 1902.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, adoptée à Genève le 23 juin 1937, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-troisième session. — Discussion générale. — Observation, p. 1903.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Concernant le fonctionnement du séquestre et le sort réservé aux ouvriers belges ayant subi pendant la guerre des dommages corporels, p. 1917. — Propose d'ajourner le projet, p. 1917.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

de la Barre d'Erquelinnes (comte), sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, questeur du Sénat.

- Doc.** — N° 57. Rapport : Budget du ministère des communications pour l'exercice 1951.
- N° 374. Rapport : Demandes de naturalisation.
- Ann.** — Réélu questeur du Sénat, p. 5.
- Budget du ministère des communications pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 229.
- Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation financière de la S. N. C. F. B., l'augmentation des tarifs, les réformes de structure, les mesures pour la compression des dépenses, la création d'un musée des chemins de fer, la coordination des transports et la S. N. C. F. B., pp. 333-336.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — S'abstient au vote, p. 1452.

de la Vallée Poussin, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc.** — N° 96. Proposition de loi tendant à instaurer un régime définitif en faveur des mécaniciens-dentistes belges.
- N° 433. Amendements : Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin.
- Ann.** — Nomination des membres du conseil de gestion de l'I. N. R. — Discours : Fait remarquer qu'il est raisonnable que son parti rajuste sa situation, p. 51.
- Proposition de loi tendant à instaurer un régime définitif en faveur des mécaniciens-dentistes belges. — Dépose la proposition, p. 483.
- Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 760.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la convention européenne des droits de l'homme et concernant le statut du Conseil de l'Europe, pp. 1012 et 1013.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de l'avancement des officiers et l'importance du corps des commandos et du corps des parachutistes, pp. 1339-1340.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — S'abstient au vote, p. 1542.
- Budget des pensions pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Aborde le problème des pensions de fonctionnaires, estime que la réforme des pensions doit être étudiée en liaison avec la réforme administrative et propose d'admettre qu'à partir de l'âge de 65 ans certains fonctionnaires puissent continuer à travailler à mi-temps, p. 1546.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — Discussion générale. — Discours : Justifie l'amendement qu'il avait déposé, p. 1952. — S'abstient au vote, p. 1956.

Delmotte, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

- Ann.** — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Delor, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

- Ann.** — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant les changements qu'il faudrait réaliser et concernant les revendications matérielles du personnel enseignant communal, p. 552.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Delor (suite)

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la suppression des suppléments communaux, les traitements des institutrices gardiennes et l'insuffisance de la rétroactivité du projet, pp. 1576-1578.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Delpont, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Doc. — N° 123. Rapport : Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour l'exercice 1950.

N° 236. Rapport : Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951.

Ann. — Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la coordination des moyens de transport, l'électrification du réseau ferroviaire, le nouveau statut de l'I. N. R. et le problème de la télévision, p. 339.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1950. — Dépose le rapport, 609.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1228. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur l'augmentation du nombre de raccordements téléphoniques, sur l'importance de l'école T. T. et sur l'équilibre linguistique régnant dans la régie, p. 1281.

De Man, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, questeur du Sénat.

Doc. — N° 112 : Rapport : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1950.

N° 113 : Rapport : Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1951.

N° 357 : Rapport : Projet de loi portant prorogation de l'existence du « Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques ».

N° 358 : Rapport : Projet de loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés.

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 5.

Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 646.

Discussion générale. — Discours : Concernant : la répartition du Fonds des communes, le problème des quatre grandes villes, les barèmes du personnel communal, la nécessité d'augmenter la dotation de l'Etat aux provinces, l'avant-projet de statut du personnel communal, l'application des lois linguistiques, les caisses de chômage, l'indemnité de déplacement accordée aux membres des députations permanentes, les frais de représentation à accorder aux commissaires d'arrondissement, la commission chargée d'étudier la réforme de l'administration communale et de l'administration provinciale, le problème de la sécurité civile, la réorganisation du corps de pompiers et la sécurité intérieure, pp. 778-780.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dépenses qu'entraîne la loi sur les dommages de guerre, la nécessité de simplifier la procédure relative aux dommages de guerre, la régularisation des agents temporaires, l' lenteur dans le recrutement du personnel, le problème linguistique, les dommages occasionnés à Tessenenderlo, la nécessité d'une réforme de la loi de 1947 sur les dommages de guerre, les intérêts à payer par le sinistré emprunteur, les maisons construites par les chantiers nationaux, les demandes de priorités exceptionnelles et la reconstruction de la Tour de l'Yser, pp. 1022-1024.

Projet de loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Dépose le rapport, p. 1617.

De Man (suite)

Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenenderlo. — Discussion de l'article 1^{er}. — Intervention concernant l'exécution de la loi, p. 1910.

Demarneffe, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Ann. — Budget du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la culture fruitière, p. 239.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Demande l'attention du ministre pour l'extension du réseau téléphonique dans la province de Limbourg, p. 1290.

De Nauw, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

Ann. — Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Dequae, ministre des colonies.

Ann. — Budgets du ministère des colonies pour les exercices 1950 et 1951; projets coloniaux se rapportant aux exercices 1937, 1938, 1939, 1947, 1949 et 1950; interpellation de M. Buisseret concernant l'enseignement supérieur destiné aux noirs de la colonie. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les aspects budgétaire et financier des projets coloniaux, les emprunts coloniaux, le problème de la décentralisation, l'orientation de notre politique indigène, l'utilisation du Fonds du bien-être indigène, les organismes parastataux, le rôle des missions, l'enseignement supérieur au Congo, la question linguistique à la colonie, l'exécution et le financement de certains travaux, les problèmes sociaux, la souveraineté sur la colonie et les troupes à installer éventuellement dans la colonie, pp. 288 à 292.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Dépose le projet, p. 653.

Discussion générale. — Discours : Concernant : le standing de vie des populations indigènes, le problème des salaires, l'industrialisation au Congo et le travail à effectuer dans le domaine législatif et dans le domaine social, pp. 1556-1557.

Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les prévisions de recettes de droits de sortie et concernant le service territorial, pp. 1553-1554.

Derbaix, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 75 : Rapport : Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée.

N° 77 : Rapport complémentaire : Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat.

N° 150 : Second rapport complémentaire : Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat.

N° 170 : Rapport : Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951.

N° 233 : Rapport : Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

N° 293 : Rapport : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 313 : Amendement au texte des commissions réunies : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

Derbaix (suite)

- Ann.** — Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le crédit agricole et le remembrement des biens ruraux, pp. 216 à 218.
- Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — Dépose le rapport, p. 281.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat. — Dépose le rapport, p. 281. — Discussion générale. — Discours : Souligne les avantages de la modification proposée à la rédaction des actes notariés, pp. 714 à 716. — Expose la portée du projet et souligne les modifications que la commission de la justice a cru devoir y apporter, p. 845. — Vote de l'article unique. — Intervention, p. 847.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Harmegnies à l'article 18, p. 943.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Déposé le rapport, p. 944. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les lenteurs apportées à la liquidation des dommages de guerre, la situation des sinistrés à l'égard des organismes parastataux de prêts, la situation du contribuable sinistré à l'égard de l'administration fiscale, les critères pour la reconnaissance du titre de prisonnier politique, le statut des déportés et l'activité des coopératives des sinistrés, pp. 1014-1015.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Discussion générale. — Discours : Expose les modifications apportées par la Chambre au projet, p. 1248. — Examine si la loi qui sera votée est ou bien d'ordre public ou bien de caractère impératif, p. 1251. — Observations, p. 1260. — Intervient dans la discussion des articles suivants : art. 1^{er}, p. 1260. — Art. 4, p. 1262. — Art. 6, p. 1262. — Art. 8, p. 1263. — Art. 14, p. 1265. — Art. 16, p. 1266. — Art. 20, p. 1267. — Art. 25, p. 1269. — Art. 33, p. 1271.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Dépose le rapport, p. 1402. — Discussion générale. — Observation, p. 1471. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 3, p. 1475. — Art. 4, p. 1477. — Art. 11, p. 1480. — Art. 7 (réservé), p. 1490. — Art. 11 (réservé), pp. 1491, 1493, 1495. — Art. 14, p. 1499, 1500, 1501, 1502. — Art. 20, pp. 1505, 1507. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. R. Desmedt à l'article 11, p. 1516. — Intervient dans la discussion de l'article 20, pp. 1535-1536.

Descampe, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Ann.** — Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — S'abstient au vote sur la proposition de renvoi en commission, p. 1906.
- Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — S'abstient au vote, p. 1934.
- Budgets des recettes et des dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 1934.
- Budget des travaux publics pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1934.
- Projets de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs (documents 307 et 308). — S'abstient au vote, p. 1934.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945, relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — S'abstient au vote, p. 1934.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — S'abstient au vote, p. 1935.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Doustrepoint à l'article 1^{er}, p. 1888. — S'abstient au vote, p. 1936.

Desmedt (R.), sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

- Doc.** — N° 16. Rapport : Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1950.
- N° 318. Amendement au texte des commissions réunies : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.
- Ann.** — Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1950. — Dépose le rapport, p. 50.
- Observations relatives à la motion d'ordre de M. Bouilly, pp. 97 et 98.
- Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le prix de revient des produits agricoles, l'importation de chicorées polonaises, l'index pour les produits agricoles, la sécurité d'existence des agriculteurs, la consommation de beurre, le remembrement, la question du sucre, la culture du froment, les crédits Marshall, pp. 246 à 248. — Concernant : l'exportation des produits horticoles, les attachés agricoles, Benelux, le contrôle sur les produits de viande, la sylviculture, l'électrification des écarts, la fixation des prix des

Desmedt (R.) (suite)

- produits agricoles, les licences d'importation et d'exportation, les produits alimentaires industriels, l'enseignement agricole et le service pêche, pp. 250-251.
- Budgets des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique des importations et des exportations, l'importation de l'agriculture et de l'horticulture et la fixation de certains prix de revient, pp. 728 à 731.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème des exemptions et la situation des soldats flamands à l'amée, p. 1188.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion générale. — Discours : Invite l'assemblée à voter le projet, p. 1473. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 11, p. 1480. — Art. 11 (réservé), p. 1494.

Desmet (Louis), sénateur provincial de Hainaut.

- Ann.** — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les achats de textiles, l'augmentation du prix de grains exotiques et la nécessité de consulter les consommateurs groupés en coopératives, p. 735.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion des articles. — Art. 90. — Intervention, p. 1456.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

De Smet (P.), sénateur provincial de Brabant.

- Doc.** — N° 22. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.
- N° 64. Rapport : Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951.
- N° 126. Rapport : Budgets du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour les exercices 1950 et 1951.
- N° 216. Rapport : Projet de loi complétant la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes, modifiée par les lois des 4 juin 1921, 20 juillet 1921 et 13 juillet 1930 et relative à la pension des membres de la dite Cour.
- N° 217. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930 créant la régie des télégraphes et des téléphones.
- N° 412. Rapport : Projet de loi portant liquidation des organismes et service déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944.
- Ann.** — Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Dépose le rapport, p. 57.
- Discussion générale. — Discours : Demande au ministre de déclarer que les contre-propositions des contribuables atteignant trois fois la valeur de 1939 seront admises sans difficulté, p. 76.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 274. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les économies réalisables, les dépenses excessives de l'Etat, l'usage fait de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale, la solution à apporter au problème du chômage, les aspects actuariels de la sécurité sociale et l'avenir financier du pays, p. 391.

De Smet (P.) (suite)

- Budgets du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 641. — Discussion générale. — Discours : Concernant la collaboration économique sur le plan général de la vie économique et concernant certaines prévisions relatives au plan Schuman, pp. 673-675.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'aspect du projet du point de vue économique, pp. 876-877.
- Projet de loi complétant la loi du 29 octobre 1846, relative à l'organisation de la Cour des comptes, modifiée par les lois des 4 juin 1921, 20 juillet 1921 et 13 juillet 1930, et relative à la pension des membres de la dite Cour. — Dépose le rapport, p. 1135.
- Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930, créant la régie des télégraphes et des téléphones. — Dépose le rapport, p. 1167.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des ingénieurs des ponts et chaussées, p. 1783.
- Projet de loi portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944. — Dépose le rapport, p. 1810.

De Stobbeleir, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

Doc. — N° 47 : Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 20 septembre 1945, accordant amnistie pour certaines infractions. N° 200 : Amendement : Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951.

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. Discours : Concernant : les recours en grâce et les actes posés par les résistants après la libération, p. 32.

Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les travaux pour la lutte contre la maladie à Alost et la situation lamentable des abattoirs publics, p. 144.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les crédits en faveur des sociétés de crédits agréées dans l'industrie de la construction, p. 411. — Concernant les crédits alloués pour la construction d'habitations à bon marché, p. 465.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la crise sévissant dans l'industrie du bâtiment, le financement de certains travaux communaux, les fournitures de fils de rayonne par la Hollande, p. 736.

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Harmegnies à l'article 18, p. 943.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la liquidation des dossiers relatifs aux dommages de guerre, l'indemnisation des dommages aux biens meubles mobilières, les dommages subis par la Fédération nationale des Déportés et la nécessité d'une réforme de la loi de 1947 sur les dommages de guerre, p. 1029. — Discussion des articles. — Art. 324. — Intervention, p. 1047.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Déclare ne pas avoir confiance dans la politique du gouvernement et fait remarquer que les libéraux respectent leurs engagements internationaux, mais qu'ils ne peuvent se rallier au système d'exemptions proposé par le gouvernement ni à la durée du service militaire, pp. 1167-1170.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Interpellation de M. Coulonvax au sujet de la libération d'inciviques, notamment de Poulet et de Romsée. — Discussion. — Discours : Donne lecture de certains articles de presse P. S. C. relatifs aux volontaires de Corée et au climat fiscal créé par le gouvernement, et déclare ne pas pouvoir admettre que des mesures de clémence soient prises à l'égard de personnes qui, consciemment, se sont mises à la tête des inciviques, pp. 1385-1387.

Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderlo. — Discussion générale. — Discours : S'oppose au renvoi en commission, p. 1909.

De Taeye, ministre de la santé publique et de la famille.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème du logement, les distributions d'eau, les stations pour l'épuration des eaux usées, les installations pour l'élimination des produits résiduels, les abattoirs publics, les subsides aux associations sportives,

De Taeye (suite)

la modernisation des hôpitaux, la politique familiale, le problème des établissements de soins, les institutions pour la lutte contre la tuberculose, la médecine préventive, les colonies modèles pour enfants, les problèmes des centres de santé, le système des primes à la construction, la législation relative aux commissions d'assistance publique, l'emploi de sulfides, l'entretien des nécessiteux, la lutte contre la poliomyélite et le service social du département, p. 82 à 93. — Concernant : les subsides aux organismes libres, la réforme de la loi sur l'assistance publique, la politique familiale, l'O. N. O. V. A., l'O. N. E., l'ordre des médecins, l'application de la loi sur l'alcool, le contrôle sur le lait, les réserves d'eau, les barrages, l'épuration des eaux usées, la politique du logement et la construction de l'hôpital universitaire de Gand, p. 145 à 147.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1950. — Discussion des articles. — Art. 3. Intervention, p. 149.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 8. — Observations, p. 150. — Art. 21. — Observation, p. 153. — Vote des amendements et articles réservés. — Art. 21 (8°). — Amendement de MM. Marien et Machtens. — Intervention, pp. 165 et 166.

Interpellation de M. Bouilly à M. le ministre des travaux publics « au sujet des graves inondations qui se sont produites dans la vallée de la Haine, et au sujet des dégâts causés par les glissements de terrains dans la région de Mons », et à M. le ministre de la santé publique « concernant les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux victimes ». — Discours : Concernant les mesures sanitaires qui seront prises afin d'éviter les épidémies par suite des inondations et l'aide qui sera donnée aux victimes, p. 721.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur les difficultés relatives à la politique du logement et sur les efforts faits par le gouvernement en ce qui concerne cette politique, pp. 1055-1056.

Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'ordre des pharmaciens. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1059.

Projet de loi relatif à l'abandon des récupérations des secours civils non réalisés par l'Etat à la date du 4 janvier 1947. — Discussion générale. — Observation, p. 1362.

Devriendt, sénateur provincial de Flandre occidentale.

Doc. — N° 264. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne.

N° 265. Rapport : Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers de la force navale.

Ann. — Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les intérêts touristiques de la côte, p. 348.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le désensablement de la côte près de Heist et Knokke, la reconstruction des ponts à Heist et Blankenberge et les travaux au port de pêche de Blankenberge, p. 1775.

De Winter, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 334 : Proposition de loi concernant la suppression ou l'adaptation de diverses dispositions exceptionnelles prises depuis le 4 septembre 1944 à l'égard d'actes accomplis durant la guerre, ainsi qu'à la réduction des peines ou sanctions prises ou prononcées depuis cette date, à la peine qui était applicable dans le royaume au moment des faits.

N° 400. Rapport : Projet de loi relatif à l'approbation des comptes de prévision de la régie des services frigorifiques de l'Etat belge pour l'exercice 1950.

Ann. — Proposition de loi concernant la suppression ou l'adaptation de diverses dispositions exceptionnelles prises depuis le 4 septembre 1944 à l'égard d'actes accomplis durant la guerre, ainsi qu'à la réduction des peines ou sanctions prises ou prononcées depuis cette date à la peine qui était applicable dans le royaume au moment des faits. — Dépose la proposition, p. 1517.

Projet de loi portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944. — S'abstient au vote, p. 1939.

Dhondt, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

Ann. — Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Dhondt (suite)

- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Dierckx, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 413. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.

Ann. — Interpellation de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Discours : Déclare que le gouvernement qui a soumis les chiffres du recensement à la commission de contrôle administrative a commis une erreur juridique, p. 108.

Motion d'ordre : concernant la discussion du budget des voies et moyens pour 1951, p. 271.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'action du gouvernement Eyskens-Liebaert et les dépenses auxquelles le gouvernement Pholien a dû faire face, p. 402 à 406. — Fait personnel : fait remarquer que lors de son discours relatif au budget des voies et moyens, il a cité les chiffres minima, p. 410.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Concernant les dépenses extraordinaires, la circulation monétaire, la caisse autonome des dommages de guerre et les emprunts coloniaux, pp. 465 à 467.

Interpellation de M. Coulonvaux au sujet de la libération des inciviques Poulet et Romsée. — Observations au sujet de l'inscription à l'ordre du jour, p. 1254.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Discussion générale. — Discours : Estime que ce projet bouleverse toutes les notions morales et juridiques en matière immobilière, rappelle les griefs et les revendications formulées par les commerçants locataires, et aborde le problème des bureaux commerciaux et celui des transformations, p. 1255. — Intervient dans la discussion des articles suivants : art. I., p. 1260.

Motion d'ordre concernant l'organisation du travail du Sénat, p. 1373.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs de contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Discussion générale. — Discours : Déclare ne pas pouvoir admettre que l'inspecteur soit en même temps instructeur et tribunal, p. 1614. — Demande que ce ne soit pas le même inspecteur qui fasse l'instruction et qui décide, p. 1616. — Estime que des pressions vont se produire sur le contribuable, p. 1639. — S'abstient au vote, p. 1690.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les possibilités de trésorerie et les emprunts effectués par le gouvernement, p. 1787.

Motion d'ordre concernant l'ajournement du projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands, p. 1843.

Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués et temporairement indisponibles. — Discussion générale. — Discours : Examine la question de l'impôt sur le capital et défend son amendement, p. 1851.

Doutrepoint, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 34. Proposition de modification de l'article 57 du règlement du Sénat.

N° 88. Proposition d'enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des séquestres.

N° 172. Amendements : Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.

N° 240. Amendement : Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951.

Doutrepoint (suite)

N° 364. Amendements : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts par l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs.

N° 405. Amendements : Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie.

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 5.

Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les avances accordées à des magistrats, p. 32.

Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Schot, tendant à ajouter un article 5, p. 80.

Observations relatives à la motion d'ordre de M. Bouilly, p. 97.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1950. — Discussion des articles. — Art. 3. — Intervention, p. 149.

Motion d'ordre concernant l'acquisition d'un home pour prisonniers politiques par le ministre de la reconstruction, p. 170.

Interpellation de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». Vote sur les motions. — Observations, p. 206.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1950. — Discussion des articles. — Article 9. Amendement de MM. Bouilly et Doutrepoint. — Intervention, p. 262.

Motion d'ordre de M. Dierckx concernant la discussion du budget des voies et moyens pour 1951. — Observations, p. 272.

Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le transfert de crédits et concernant le paiement des jetons de présence aux magistrats, p. 351.

Budget du premier ministre pour l'exercice 1951. — Projet de loi. — Article unique. — Observations, p. 353.

Projet de loi des finances pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'intitulé du projet, la liquidation de dépenses effectuées par des missions économiques et la pratique malsaine des crédits provisoires, p. 379.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'anarchie régnant dans les finances de l'Etat, le recours à la détestable pratique des avances du Trésor, la loi organique de la comptabilité de l'Etat, l'autorisation de dépenses non prévues aux budgets et le contrôle parlementaire, pp. 392 à 395. — Concernant la part d'intérêt comprise dans les annuités à payer au Trésor par la Sabena, la part réservée dans les bénéfices de la compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi, la liquidation du commissariat belge au rapatriement, le protocole établi par la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et la Hollande en ce qui concerne les « heffingen » opérées sur le beurre, l'achat de semences suisses par le nommé Vandemoortele, les acquisitions faites par le ministère de la défense nationale et le contrôle à effectuer sur l'activité de l'Office des séquestres, pp. 398 à 402.

Proposition d'enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des séquestres. — Dépose la proposition, p. 402.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 303. — Observations, p. 469.

Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 494.

Demande par motion d'ordre de renvoyer en commission les amendements au budget du ministère de l'instruction publique pour 1951, p. 561.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951. — Discussion et vote des articles réservés. — Art. 7. — Intervention, p. 596.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 21. — Observations au sujet de l'inscription des crédits pour le chômage, p. 666.

Interpelle : a) M. le ministre des communications en vue de faire rapporter une mesure qui est illégale et qui constitue un abus de pouvoir de sa part; b) M. le ministre de l'intérieur, en vue de faire régler un incident avec le Conseil d'Etat. — Développe son interpellation relative : 1° à des arrérages de pensions qui auraient été versés à des inciviques et 2° à des secours accordés à des anciens agents de la R. T. T., pp. 852 à 854. — Demande que la Constitution soit respectée, p. 858.

Interpelle MM. les ministres des finances, des communications et de la reconstruction « au sujet de la délibération du conseil des ministres, en date du 1^{er} décembre 1950, adressée le

Doutrepret (suite)

- 6 dito par la Cour des comptes au Sénat et relative à la Ternuzen, en méconnaissance des droits du parlement », reprise de la section belge du chemin de fer Malines-p. 860. — Rappelle que les clauses d'exonération fiscale insérées dans des conventions particulières ne peuvent avoir de valeur que si elles sont dûment approuvées par le pouvoir législatif, p. 862.
- Interpelle M. le ministre de la reconstruction « au sujet d'une allocation de 1 million de francs pour l'achat d'un home, sans que les crédits aient été autorisés par le parlement », pp. 863 et 864.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion des articles. — Art. 1. — Observation, p. 894. — Art. 4. — Intervention concernant le calcul du minimum exonéré et la réduction de l'impôt pour charges de famille, pp. 896, 897 et 898. — Art. 18. — Intervention, pp. 910 et 934.
- Proposition tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des séquestres. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que depuis 1945 plusieurs membres ont tout fait pour obtenir le contrôle sur les opérations des établissements sous séquestre, p. 927.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours concernant la demande de crédit en vue de la reconstruction de la Tour de l'Yser, p. 1043.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — Projet de loi concernant les accises. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur les droits à payer sur le beurre importé de Hollande et demande que lorsqu'on rédige une convention, l'équité ne soit pas à sens unique, p. 1075.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote sur l'art. 324-4, p. 1096.
- Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre la méthode consistant à faire appel aux douzièmes provisoires, p. 1184.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnés par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.
- Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930, créant la régie des télégraphes et des téléphones. — Discussion générale. — Observations, p. 1186.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre le retard apporté à la discussion du budget de la régie et contre les secours accordés à certains agents révoqués, p. 1282. — Discussion des articles. — Art. 3. — Observations, p. 1294.
- Projet de loi interprétant, complétant et modifiant la loi du 20 décembre 1950, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Art. 4. — Intervention, p. 1307.
- Budget du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : demande que les comptes soient soumis sans retard à l'approbation des Chambres législatives, explique en quoi consiste le contrôle parlementaire, critique certains crédits inscrits, examine le problème de la réforme administrative et aborde le problème de l'importation du beurre hollandais,

Doutrepret (suite)

- ainsi que celui des avoirs belges en dépôt dans les banques des Pays-Bas. — En ce qui concerne le budget de la dette publique, il aborde le problème des fonds revenant à la caisse autonome des dommages de guerre, pp. 1309 à 1313.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Regrette que le gouvernement doive à nouveau demander des crédits provisoires, p. 1368.
- Interpellation de M. Coulonvax au sujet de la libération d'inciviques, et notamment de Poulet et de Romsée. — Discussion. — Discours : Déclare que le ministre a négligé les intérêts du Trésor lors de la libération de Poulet, p. 1394.
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs des contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Discussion générale. — Discours : Souhaite que l'arriéré fiscal disparaisse, afin de mettre de l'ordre dans la comptabilité de l'Etat, p. 1639.
- Projets de loi autorisant des régularisations augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs (doc. 307 et 308). — Discussion générale. — Discours : Déclare que le Parlement est mis dans l'impossibilité d'exercer convenablement son contrôle et demande la suppression de deux articles, pp. 1641 et 1644. — Discussion des articles (doc. 307-Art. 6). — Observation, p. 1654.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la question des organismes para-étatiques et l'état délabré de certains bâtiments administratifs, p. 1731.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le contrôle parlementaire sur la gestion de l'Office des Séquestres, p. 1849.
- Budget des dotations pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que seule la possession d'une imprimerie nationale pourrait activer la publication des discours parlementaires et aborde la question du dépôt des budgets, pp. 1866-1867.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet est insuffisant et que la péréquation des pensions devrait sortir ses effets au 1^{er} janvier 1946, p. 1877. — Déclare que son groupe s'abstiendra au vote du projet, p. 1884.
- Discussion des articles. — Art. 1^{er}. — Observation, p. 1888. — S'abstient au vote sur l'amendement à l'article 1^{er}, p. 1888. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1936.
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Observation concernant la proposition de renvoi en commission, p. 1906.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion des articles. — Art. 42. — Intervention, p. 1933.
- Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessengerlo. — S'abstient au vote, p. 1943.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.
- Driessens (Mlle), sénateur coopté.**
- Doc.* — N° 210. Rapport : Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs.
- Ann.* — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les établissements de médecine préventive du Limbourg, l'agrégation des hôpitaux, l'inspection médicale scolaire, l'Œuvre nationale de l'Enfance, l'Œuvre nationale des Orphelins, Veuves et Ascendants des Victimes de la guerre, la construction d'habitations à bon marché par des familles d'inciviques, l'hygiène mentale, les centres d'hygiène et le Service d'Aide familiale, pp. 133 à 135.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la place de la femme dans la vie économique, p. 631.
- Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — Dépose le rapport, p. 1075.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, adoptée à San Francisco le 9 juillet 1948 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session. — Dépose un avis de la Commission du travail et de la prévoyance sociale, p. 1375. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la convention, p. 1596.

Duray, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion des articles. — Art. 2bis. — Observations, p. 474.

Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.

Interpellation de M. Bouilly à M. le ministre des travaux publics « au sujet des graves inondations qui se sont produites dans la vallée de la Haine et au sujet des dégâts causés par les glissements de terrils dans la région de Mons », et à M. le ministre de la santé publique et de la famille « concernant les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux victimes ». — Discours : Concernant : les travaux à exécuter dans la commune de Maurage, p. 719.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Duterne, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Ann. — Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Expose l'état d'esprit d'un très grand nombre d'invalides de la guerre à l'égard des projets militaires, p. 1203.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.

Interpellation de M. Van Remoortel sur la nécessité de revoir et de majorer les pensions des veuves et des invalides de guerre, sans exclusion d'aucune catégorie. — Discussion. — Discours : Fait remarquer que les grands invalides ne sont pas d'accord sur le projet de discrimination du gouvernement, p. 1483.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Duvieusart, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 201. Rapport : Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif.

Ann. — Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Termonde. — S'abstient au vote, p. 249.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Dépose le rapport, p. 1038. — Discussion des articles. — Art. 2. — Intervention : Examine le problème des sursis et des exemptions, pp. 1209 à 1211.

Budget des pensions pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'évolution future de notre sécurité sociale, l'octroi d'une pension aux compatriotes exerçant une profession indépendante et le problème des pensionnés de la Caisse de Retraite, p. 1544.

Duvieusart (suite)

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs des contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'arriéré judiciaire en matière d'impôts, p. 1615.

E

Estienne, sénateur provincial de Babant.

Doc. — N° 42. Rapport : Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1950.

N° 43. Rapport : Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

N° 156. Rapport : Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951.

N° 228. Rapport : Proposition de loi relative aux pulvérisations et arrosages pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

N° 303. Rapport : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951.

N° 305. Rapport : Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951.

Ann. — Budgets du ministère des colonies pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 170.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote, p. 494.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 828.

Proposition de loi relative aux pulvérisations et arrosages pendant la floraison au moyen d'insecticides. — Dépose le rapport, p. 1207.

Discussion générale. — Discours : Estime que la loi sera la source de nombreux procès, p. 1243.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1465.

Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1531.

Discussion générale. — Discours : Concernant : le contrôle des recettes budgétaires et l'importance des prévisions des dépenses du budget ordinaire, p. 1553.

F

Flamme, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. — N° 225. Proposition de loi portant élévation de la limite des engagements de la caisse nationale de crédit professionnel.

N° 417. Rapport : Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force navale en temps de paix.

Ann. — Interpelle le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur la hausse injustifiée du prix de certaines matières belges ou étrangères », pp. 603-604. — Discours : Estime que la hausse des prix des matières essentiellement belges devrait être combattue, p. 606.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique des prix, le déficit de la balance commerciale en 1950, les statistiques relatives aux marchandises importées, le chômage technologique, les dépenses au profit des centres de recherches, l'importance de la marque de qualité, la création de caisses officielles de prêts et la politique économique du gouvernement, pp. 728 et 729.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Traite des effectifs, du réarmement et de la réorganisation de l'armée et proteste contre la libération d'inciviques, pp. 1118 à 1121.

Proposition de loi portant élévation de la limite des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel. — Dépose la proposition, p. 1189.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion des articles. — Art. 2. — Intervention : Trace un parallèle entre le service militaire appliqué dans le grand-duché de Luxembourg et celui de la Belgique, p. 1208.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Flamme (suite)

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Etablit un parallèle entre l'effort de réarmement accompli par la Grande-Bretagne et celui accompli par la Belgique, et aborde les problèmes ci-après : instruction militaire des jeunes soldats, recrutement des cadres de réserve, l'armement, la mission des forces de l'intérieur, le volontariat pour certaines unités de la G. T. A., pp. 1336-1337. — Observation, p. 1354.
Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force navale en temps de paix. — Dépose le rapport, p. 1848. — Discussion générale. — Observation, p. 1901.

Francen, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

G**Gabriel, sénateur provincial de Flandre orientale.**

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les enfants de justice placés dans les instituts libres, et concernant la protection de l'enfance en général, p. 29.
Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les enfants indigents abandonnés et les orphelins nécessiteux, la construction d'asiles pour les vieillards et l'Institut pour pêcheurs à Bredene, p. 73.
Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le droit au travail des stropiés, les membres artificiels, les voiturettes des mutilés et les établissements d'éducation, p. 173.
Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : les subsides accordés à l'école pour enfants de torains à Tranchiennes, p. 577.
Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les allocations familiales, les mutualités, les indemnités d'invalidité, la nécessité de simplifier les formalités en matière de sécurité sociale et le reclassement des estropiés et mutilés, p. 646.
Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des veuves remariées et des orphelins, p. 1136.
Budgets du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les mesures de déblocage permettant le paiement d'arriérés d'impôts, le problème des rappels et les retenues opérées sur le salaire des femmes mariées, p. 1325.
Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. Discussion générale. Discours : Concernant les pensions accordées aux veuves de guerre, p. 1337.
Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse : « 1° sur le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eaux et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberghe); 2° sur les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen et de l'aménagement du canal Gand-Terneuzen, ainsi que l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin ». — Discussion. — Discours : Expose le point de vue gantois en ce qui concerne l'adaptation du canal Gand-Terneuzen et attire l'attention sur l'ensablement de la Durme et du Moervaart, p. 1525.
Budget des pensions pour l'exercice 1951. Discussion générale. Discours : Concernant les pensions de réparation aux veuves remariées de victimes de la guerre, p. 1543.

Gabriel (suite)

Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des veuves et orphelins, p. 1699.
Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'écluse de Terneuzen, les travaux à effectuer dans la région gantoise et l'incidence de l'ensablement de la Durme sur le travail et l'industrie, p. 1800.

Georges, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Ann. — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen « concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal ». — Discours : Concernant : la question des subventions, les sections préparatoires annexées aux établissements d'enseignement moyen, et les nominations dans l'enseignement public, pp. 566-568.
Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Discours : Défend un amendement créant l'obligation militaire pour tous, p. 1417.

Gillis, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Gillon, sénateur coopté.

Ann. — Motion d'ordre de M. Coulonvaux sur certains propos prêtés à M. De Boodt, m. r., par la presse et relatifs au vote sur la levée de l'immunité parlementaire de M. Borginon. — Observations, p. 54.
Demande par motion d'ordre d'ajourner le vote sur les ordres du jour déposés en conclusion de l'interpellation de M. Cateau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 », p. 165. — Vote sur les motions. — Observations, p. 202.
Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1950. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : Observations, pp. 259 et 260.
Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les retards constatés sur une partie du réseau et concernant la vitesse des trains internationaux, p. 326.
Projet de loi fixant pour l'année 1951 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Vote. — Motive le vote affirmatif de son groupe, p. 495.
Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951. — Discussion et vote des articles réservés. — Art. 22 (sect. VIII) : Intervention, p. 595.
Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI, contenant organisation du notariat. — Discussion générale. — Observations, p. 716.
Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 851.
Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique. — S'abstient au vote, p. 851.
Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le développement inquiétant de la situation internationale, le caractère défensif des accords militaires, l'infériorité de nos effectifs militaires vis-à-vis d'un agresseur éventuel, le réarmement de l'Allemagne et les relations diplomatiques avec l'Espagne, pp. 963 à 965.
Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — S'abstient au vote, p. 965.
Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les retards dans l'indemnisation des dommages de guerre et concernant l'inégalité qui existe au sujet de la réparation accordée aux sinistrés, p. 1017. — Concernant la réduction des sommes demandées par les sinistrés, p. 1042. — Discussion des articles. — Art. 324 : Intervention, p. 1047.

Gillon (suite)

- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Rappelle quelle attitude les libéraux ont prise lors du vote du budget des affaires étrangères et attire l'attention sur les démarches qui ont été faites pour obtenir la démonstration de la nécessité de l'effort demandé, p. 1117. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven à l'article 4, p. 1215.
- Projet de loi modifiant les dispositions en matière de procédure et de priorités de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Espère que la loi sur les dommages de guerre sera remaniée profondément, p. 1231.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote sur l'amendement principal de M. Allard à l'article 79, p. 1461.
- Interpellation de M. Glineur sur la situation des pensionnés. — Observation concernant la non-recevabilité de l'ordre du jour déposé par M. Glineur, p. 1689.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de l'Yser. — S'abstient au vote, p. 1691.
- Motion d'ordre concernant la distribution du travail parlementaire, p. 1956.

Glineur, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

- Doc.** — N° 25. Amendements : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951.
- N° 80. Amendements : Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948, et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947.
- Ann.** — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique de préparation à la guerre, le problème de l'eau potable, l'assistance publique, les hôpitaux, les subsides au titre de l'éducation physique et des sports, les subventions à l'Œuvre nationale de l'Enfance, les méthodes employées par l'Office médico-légal, les vœux exprimés par la conférence nationale des prisonniers politiques et ayants droit, c. les réclamations au sujet de l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre, pp. 136 à 140.
- Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Discussion générale. — Discours : Proteste contre l'insuffisance des taux minima accordés aux estropiés et mutilés, parle du plafond d'indigence et demande la révision générale des barèmes, p. 162.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948, et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que les propositions déposées par son parti en cette matière n'ont jamais été adoptées par l'assemblée, démontre l'insuffisance des pensions de vieillesse et des pensions accordées aux assurés libres, estime qu'on essaie trop de compresser les dépenses en matière de prévoyance sociale et qu'on consacre trop aux dépenses de guerre, et justifie les amendements déposés par son groupe, pp. 445 à 451. — Discussion des articles. — Art. 12 : Observations, p. 480. — Art. 16 : Observations, p. 481. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 499.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951, et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les conséquences de la politique étrangère, le personnel enseignant primaire, les œuvres de jeunesse, la refonte du statut des agents communaux, les difficultés créées à l'enseignement officiel, le manque de coordination dans l'enseignement technique, les crédits pour l'enseignement supérieur et scientifique, et l'octroi de subsides aux théâtres, pp. 544-548.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème des pensions de vieillesse, l'hygiène dans les mines, la situation des estropiés et mutilés, le problème des allocations familiales, le problème du chômage, les maladies professionnelles, les accidents du travail, et l'assurance maladie-invalidité, pp. 653-658.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Donne les raisons pour lesquelles le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Roux a démissionné, p. 795 à 799. — Observations, p. 801. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Allard à l'article 25 (budget 1951), p. 820.

Glineur (suite)

- Projet de loi interprétant, complétant et modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 1308.
- Interpellation de M. Cateau à M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur sur la non-exécution des engagements qu'ils ont pris et réitérés devant le Sénat à la suite de son interpellation relative à la publication des résultats du recensement linguistique de 1947. — Discussion. — Discours : Donne lecture de la résolution adoptée par le Comité national wallon et insiste sur la nécessité de publier le plus rapidement possible les résultats du recensement de 1947, p. 1403.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — S'abstient au vote, p. 1542.
- Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — S'abstient au vote, p. 1723.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet consacre le déclassement du personnel enseignant et fait remarquer que le rajustement des traitements devait avoir effet rétroactif au 1^{er} juillet 1948, p. 1569.
- Interpelle M. le premier ministre et M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, respectivement « sur la situation créée aux pensionnés des services publics par suite de la carence du gouvernement à l'adaptation du taux des pensions » et « sur la situation pénible des pensionnés, assurés, salariés et libres, dont les ressources restent nettement insuffisantes, malgré les récentes adaptations », pp. 1620-1624. — Concernant l'augmentation du coût de la vie, pp. 1626-1627. — Observations concernant la recevabilité de son ordre du jour, p. 1689.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Parle du retard dans la discussion des budgets et des travaux à effectuer dans la commune de Roux, et déclare que le budget extraordinaire est caractérisé par des dépenses de guerre, p. 1776.
- Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet est inconstitutionnel et examine la question des diplômes, pp. 1828-1830.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — Discussion générale. — Discours : Demande de débloquer les comptes de moins de 50,000 francs, p. 1851.
- Budget des dotations pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Justifie le vote négatif de son groupe, p. 1863.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Estime que seule une adaptation des pensions au coût de la vie et leur assimilation automatique aux barèmes des agents en activité est logique et juste, et attire l'attention sur la nécessité de régulariser la situation des pensionnés du chemin de fer du Nord-Belge, p. 1881. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 mars 1951 relatif au tarif des droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1937.
- Projet de loi concernant la sanction et la promulgation des lois. — S'abstient au vote, p. 1955.
- Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — S'abstient au vote, p. 1942.
- Godin, sénateur de l'arrondissement de Verviers.**
- Doc.** — N° 84. Rapport : Projet de loi relatif à l'aliénation de maisons construites pour sinistrés.
- N° 159. Rapport : Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires.
- N° 191. Amendement : Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951.
- N° 239. Rapport : Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation, aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le conseil de sécurité des Nations Unies.
- N° 360. Rapport : Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou de propositions relatives à l'octroi de chevrons de front et de rentes y attachées.
- Ann.** — Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lenteur des trains sur les lignes secondaires, la suppression des trains de voyageurs dans les cantons de Malmédy et de Saint-Vith et la révocation de fonctionnaires dans les cantons de l'est, p. 349.

Godin (suite)

- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la charge des impôts, l'équilibre de nos exportations et de nos importations, la stabilité de notre monnaie, la question des salaires et traitements, la dette contractée à l'égard des sinistrés, les dépenses de nature militaire et les subsides accordés aux pouvoirs subordonnés, pp. 411 à 412.
- Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi prorogeant l'existence de l'Office de renseignements et d'aide aux familles de militaires. — Dépose le rapport, p. 805.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les rectifications de frontière entre la Belgique et l'Allemagne, p. 1005.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le temps nécessaire pour la liquidation de tous les dommages de guerre, les difficultés qu'éprouvent les sinistrés, la suppression des coopératives des sinistrés, la nécessité de réduire les formalités imposées aux sinistrés et les intérêts à payer par les sinistrés, p. 1031.
- Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de Sécurité des Nations unies. — Dépose le rapport, p. 1289. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le projet vise à assimiler les militaires combattant sous les drapeaux des Nations unies, aux combattants de l'armée de 1940-1945, pp. 1302-1303.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet est injuste et qu'il va parfois à l'encontre de l'intérêt des cultivateurs, p. 1471.
- Projet de loi fixant un délai de conclusion pour l'introduction des demandes ou propositions relatives à l'octroi de chevrons de front et des rentes y attachées. — Dépose le rapport, p. 1609.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la reprise des chemins de grande communication, le financement de travaux relevant du département de la santé publique, et le projet de construction d'un barrage de l'Ourthe, p. 1801.
- Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 484. — Observation, p. 1804.

Goossens, sénateur provincial de Flandre orientale.

- Ann.* — Budgets du ministère de la santé publique et de la Famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la pollution de la Dendre, p. 143.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'industrie textile en pays flamand, p. 737.
- Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Gribomont, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

- Ann.* — Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dommages occasionnés par l'offensive von Rundstedt et la nécessité de revoir la loi sur les dommages de guerre, p. 1019.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

H**Hanquet, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.**

- Doc.* — N° 91. Rapport : Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951.
- N° 298. Rapport : Projet de loi prescrivant la publication des vacances dans l'ordre judiciaire.
- N° 384. Rapport : Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre.
- Ann.* — Réélu secrétaire du Sénat, p. 4.
- Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. Discours : Concernant la publication du compte rendu sténographique du congrès de défense sociale, pp. 27 et 28.
- Interpellation de M. Cateau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Discours : Estime que la commission qui serait constituée devrait faire rapport dans un délai de trois mois et devrait s'occuper de l'étude de la révision de la loi concernant l'emploi des langues de 1932 et déclare que la meilleure solution réside dans la généralisation, à la frontière linguistique, du bilinguisme, p. 110.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 402.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : l'augmentation du nombre des classes dans les écoles libres, l'inspection scolaire, la création des écoles préparatoires, la construction d'écoles moyennes, les nominations dans le corps professoral, les subventions à accorder à l'enseignement moyen libre, le sort des universités libres, le régime de la liberté subsidiée, l'utilité de créer un comité d'arbitrage restreint en matière d'enseignement, pp. 562-566.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des victimes civiles de la guerre et la lenteur administrative lors de l'examen des dossiers, p. 1041.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Discussion générale. — Discours : Examine si la loi qui sera votée est ou bien d'ordre public ou bien de caractère impératif, p. 1249. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Projet de loi prescrivant la publication des vacances dans l'ordre judiciaire. — Discussion générale. — Observation, p. 1610.
- Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Discussion générale. — Discours : Concernant la procédure suivie, p. 1694.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la question du barrage de l'Ourthe, p. 1799.
- Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Dépose le rapport, p. 1788. — Discussion générale. — Discours : Traite de la constitutionnalité du projet, fait remarquer que les subsides octroyés à l'enseignement public sont plus élevés que ceux octroyés à l'enseignement libre et souligne ce qui a été fait par le ministre Harmel en faveur de l'enseignement officiel, pp. 1821-1824.
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Observation concernant la proposition de renvoi en commission, p. 1906.

Harmegnies, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

- Doc.* — N° 164. Amendement : Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.
- N° 345. Amendement : Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.
- N° 377. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1951.

Harmegnies (suite)

- Ann.** — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale : Concernant le problème du logement et concernant les travaux de distribution d'eau, p. 58.
- Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 168.
- Fait personnel. — Proteste contre la politique de logement suivie par le gouvernement, p. 170.
- Interpellation de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique et de la population du royaume au 31 décembre 1947 ». — Vote sur les motions. — Observations, p. 207.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Observations, p. 396. — Discours : Concernant : les finances communales et provinciales, l'opportunité d'une révision cadastrale, la prime de l'Etat pour la construction de maisons, la perception de la contribution foncière, les arriérés d'impôts de guerre, le remboursement des dépenses anormales de guerre, la taxation des revenus des conjoints et le marché de l'argent, pp. 406 à 408.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : le placement des élèves des écoles industrielles du soir, p. 569.
- Interpellation de M. Bouilly à M. le ministre des travaux publics « au sujet des graves inondations qui se sont produites dans la vallée de la Haine et au sujet des dégâts causés par les glissements de terrains dans la région de Mons » et à M. le ministre de la santé publique « concernant les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide aux victimes ». — Discours : Concernant : l'intercommunale de démergement de la Haine et l'écroulement du terril de Saint-Antoine, p. 719.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le blocage des projets communaux et provinciaux, la création d'intercommunales, le problème des finances communales et provinciales et le problème des quatre grandes villes, pp. 754 à 757. — Concernant : un discours prononcé le 21 décembre 1950 à la Chambre par le ministre et relatif aux crédits accordés aux communes et au problème des grandes villes, p. 793.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet n'instaure pas l'égalité fiscale et que rien n'est fait en faveur des petites gens, parle de l'impôt sur les revenus des conjoints et de la contribution foncière, déclare que le projet a une répercussion défavorable sur les finances communales, demande des précisions en ce qui concerne la révision cadastrale et demande ce que le gouvernement compte faire avec les bénéfices anormaux réalisés pendant la période en cours, pp. 877 à 880.
- Discussion des articles. — Art. 1^{er} : Observations, p. 892. — Art. 18 : Intervention au sujet du cumul des revenus des époux, pp. 911 et 913.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Motion d'ordre de M. Van Belle demandant d'ajourner le Sénat à quinzaine. — Observation, p. 1288.
- Budgets du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les retenues faites à la source sur les salaires et traitements des femmes mariées, p. 1315.
- Projet de loi relatif à l'abandon des récupérations des secours civils non réalisés par l'Etat à la date du 4 janvier 1947. — Discussion générale. — Observation, p. 1362.

Harmegnies (suite)

- Interpellation de M. Catteau à M. le premier ministre et à M. le ministre de l'intérieur sur le non-exécution des engagements qu'ils ont pris et réitérés devant le Sénat, à la suite de son interpellation relative à la publication des résultats du recensement linguistique de 1947. — Discussion. — Discours : Demande que la loi soit respectée et que les résultats soient publiés, p. 1400.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion des articles. — Art. 10, p. 1424.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion de l'article 9. — Intervention concernant les prélèvements demandés au Fonds des communes, p. 1587.
- Projet de loi portant indemnité en faveur des familles des militaires soldés. — Discussion des articles. — Art. 4 : Observation, p. 1711.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le retard dans la discussion des budgets, la nécessité de frapper les bénéficiaires exceptionnels, la lenteur des travaux en cours du canal Nimy-Blaton, la construction du bâtiment destiné au gouvernement provincial du Hainaut et l'embouteillage des projets communaux, pp. 1781-1783.
- Proposition de loi concernant la suppression ou l'adaptation de diverses dispositions exceptionnelles prises depuis le 4 septembre 1944 à l'égard d'actes accomplis durant la guerre, ainsi qu'à la réduction des peines ou sanctions prises ou prononcées depuis cette date, à la peine qui était applicable dans le royaume au moment des faits. — Observations concernant la prise en considération, p. 1780.
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 496 : Intervention, p. 1815.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.
- Harmel, ministre de l'instruction publique.**
- Ann.** — S'associe à l'hommage, rendu par le Sénat, à la mémoire de M. Cassian Lohest, sénateur de l'arrondissement de Liège, p. 513.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Expose l'action politique du gouvernement : d'abord, autour de l'éducation populaire; ensuite autour de l'enseignement des enfants âgés de 12 à 15 ans; et expose tous les actes du gouvernement en matière d'enseignement primaire, d'enseignement moyen et d'enseignement technique, pp. 515 à 521. — Répond aux orateurs, pp. 577-582.
- Discussion des articles (budget 1951). — Art. 22, III. — Intervention, p. 585. — Art. 19, VII. — Intervention, p. 586. — Art. 28, VIII. — Intervention, p. 586.
- Discussion et vote des amendements et articles réservés. — Art. 22 (sect. VIII). — Intervention, p. 594. — Art. 28 (sect. VIII). — Intervention, p. 596. — Art. 7. — Intervention, p. 596.
- Motion d'ordre de M. Doutrepoint, demandant de renvoyer en commission les amendements au budget du ministère de l'instruction publique pour 1951. — Observation, p. 561.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Donne le motif pour lequel le gouvernement a dû amender le projet, p. 1130.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le gouvernement a voulu accomplir les promesses faites en 1947, qu'il a voulu maintenir une hiérarchie entre les diverses rémunérations du corps enseignant et qu'il a voulu égaliser les rémunérations entre les instituteurs de l'Etat et ceux des communes, pp. 1573-1576. — Discussion de l'article 9. — Intervention concernant les prélèvements demandés au Fonds des communes, pp. 1589-1590.
- Projet de loi créant un privilège en faveur des avocats des personnes inculpées d'infraction au chapitre II du titre 1^{er} du livre II du Code pénal pour le paiement de leurs honoraires et débours afférents à la défense. — Dépose le projet au nom de M. Moyersoen, p. 1597.
- Interpellation de M. Missiaen au sujet de l'état lamentable des locaux affectés à l'enseignement moyen de l'Etat à Ypres et du sabotage constaté en ce qui concerne la construction des nouveaux locaux scolaires de l'athénée royal. — Discussion. — Discours : Concernant l'organisation de l'enseignement moyen pour filles à Ypres, p. 1602.

Harmel (suite)

Projet de loi suspendant en faveur des membres du personnel administratif et enseignant dont l'inaptitude physique résulte de faits de guerre, l'application de l'arrêté royal du 18 juillet 1933 concernant leur mise en disponibilité. — Dépose le projet, p. 1810.

Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. Discours : Concernant : les conditions requises pour l'octroi des subsides, les diplômes exigés des professeurs, les minima de population scolaire, l'application des lois linguistiques et la qualité des études, pp. 1826-1828.

Héger, ministre de l'agriculture.

Ann. — Interpellation de M. Bouilly à M. le ministre de l'agriculture, à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes et à M. le ministre de la défense nationale « sur : 1° les importations de bétail maigre en provenance de France; 2° les approvisionnements en viande de l'intendance militaire ». — Discours : Indique sous quel régime se sont faites les importations, p. 230.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la mise en vigueur de l'Union économique, p. 240. — Concernant : la productivité de l'agriculture, la sécurité d'existence des agriculteurs, les emblavures de froment, le stock de céréales, la convention douanière signée à Genève en 1947 et relative à l'incorporation de froment dans la panification, la taxe sur les céréales fourragères, les cultures industrielles, la culture maraîchère, la culture fruitière, la question des prairies, le cheptel, la question laitière, l'aviculture, l'électrification des écarts, l'assainissement des terres, l'apiculture, l'utilisation des crédits Marshall, l'activité de la F. A. O., la pêche et la chasse, l'enseignement agricole, le remembrement, les fermes modèles, le mauvais entretien de la Durme, le problème de Benelux et le protocole de Luxembourg, pp. 251 à 258. — Discussion des articles. — Art. 9 (budget 1950) : Amendement de MM. Bouilly et Dautrepoint. — Intervention, p. 262. — Art. 24 (budget 1951) : Amendement de MM. De Block et Jaspers. — Intervention, p. 264.

Motion d'ordre du comte d'Aspremont Lynden concernant la ratification d'un traité signé à Genève le 30 octobre 1947 relatif à l'incorporation de froment indigène dans la panification. — Observations, p. 266.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1951. — Communication du gouvernement. — Fait remarquer que seules les clauses de l'accord de Genève, signé en 1947, apportant des modifications à notre tarif douanier, ont reçu l'approbation du parlement, p. 274.

Interpellation de M. Coulonvaux « au sujet de la situation des planteurs de tabac en Belgique ». — Discussion. — Discours : Concernant : la nécessité de promouvoir l'amélioration de la culture et de la qualité du tabac, p. 957.

Proposition de loi relative aux pulvérisations et arrosages pendant la floraison, au moyen de produits insecticides. — Discussion générale. — Discours : estime qu'il y a lieu d'encourager la collaboration entre cultivateurs et apiculteurs, p. 1244.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 3, p. 1475. — Art. 11, p. 1480. — Art. 11 (réservé), p. 1493. — Art. 14, p. 1499. — Art. 20, p. 1508.

Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires. — Dépose le projet, p. 1641.

Hody, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 180. Rapport : Projet de loi relatif aux listes de jurés.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs, p. 530. — Prête serment, p. 530.

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion des articles. — Art. 7 : Observation, p. 900.

Projet de loi relatif aux listes des jurés. — Dépose le rapport, p. 960.

Annnonce sa démission, p. 1226.

Holvoet, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

Ann. — Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la crise que subit l'agriculture, la vente du lait à la ferme, le contrôle laitier et la situation des éleveurs de la race pie de la Flandre occidentale, p. 237.

Hoste, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 49.

Nomination des membres du conseil de gestion de l'I. N. R. — Discours : Estime que les nominations se trouvent trop sous l'influence politique et que la compétence est trop négligée, p. 52.

Hoste (suite)

Interpellation de M. Cateau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Discours : Demande d'examiner s'il ne serait pas possible de transmettre les chiffres aux commissions réunies de l'intérieur et de l'instruction publique, afin d'y être étudiés dans une atmosphère sereine, p. 112.

Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la construction de l'hôpital universitaire de Gand, p. 145.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion des articles. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Moulin et consorts à l'art. 1^{er}, p. 471. — Art. 7 : Observations, p. 477. — Art. 16 : S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Moulin et consorts, p. 482.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Demande de présenter les arrêtés d'application à la commission des finances qui a traité le projet, p. 487. — Demande certaines garanties en ce qui concerne l'application pratique du projet, p. 489.

Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : la lutte scolaire, la prolongation de l'enseignement moyen jusqu'à l'âge de 15 ans, la création de sections préparatoires dans l'agglomération bruxelloise pour les enfants d'expression flamande et l'aide à accorder aux artistes, p. 570. — S'abstient au vote, p. 597.

Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème de la sécurité civile, la situation de la ville de Bruxelles et la nécessité d'une décentralisation administrative, p. 761.

Budgets des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la politique à suivre à l'égard de la Corée du Nord et de la Chine, le mouvement de réarmement moral, le problème des matières premières, la coopération entre la Belgique, la Hollande et le Luxembourg et l'incidence de notre attitude sur le plan international, pp. 975 et 976.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951 et postulant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — Motive son vote, p. 1218.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion des articles. — Art. 2 : Observation, p. 1209. — Vote. — Justifie son vote, p. 1218.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la signification du mouvement pour le réarmement moral, le principe de la sécurité collective et l'organisation de la sécurité civile, p. 1347.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.

Interpellation de M. Coulonvaux sur la libération des inciviques, notamment de Poulet et de Romsée. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 1402.

Interpellation de M. Cateau à M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur sur la non-exécution des engagements qu'ils ont pris et réitérés devant le Sénat à la suite de son interpellation relative à la publication des résultats du recensement linguistique de 1947. — Discussion. — Discours : Attire l'attention sur la situation des trois communes qui devraient être jointes à l'agglomération bruxelloise et déclare qu'une lourde responsabilité pèsera sur le gouvernement si le problème du recensement linguistique n'est pas résolu sans délai, p. 1404. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 1449.

Interpellation de M. Missiaen au sujet de l'état lamentable des locaux affectés à l'enseignement moyen de l'Etat à Ypres. Discussion. — Discours : Déclare qu'il était erroné de soustraire l'administration des bâtiments scolaires au ministère de l'instruction publique et d'en charger le ministère des travaux publics, p. 1604.

Hoste (suite)

Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il est possible d'arriver à une solution satisfaisante dans le domaine scolaire et fait remarquer qu'en ce qui concerne l'enseignement officiel, il y a un certain déséquilibre entre les régions wallonnes et les régions flamandes, p. 1830.

J

Jacobs, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le contrôle des produits alimentaires, le problème du logement, la distribution d'eau, la protection des eaux et la générosité de l'Œuvre nationale de l'enfance à l'égard des institutions libres et à l'égard des institutions de l'Etat, p. 66.

Jadot, sénateur provincial de Luxembourg.

Ann. — Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la rentabilité du lait, la coopération agricole, la situation des exploitants forestiers et la production insuffisante de bois de mine, p. 234.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les intérêts à payer par les sinistrés, les cultivateurs sinistrés, l'indemnisation de dommages aux marchandises et à l'outillage et la tâche des coopératives des sinistrés, p. 1038.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Jespers, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 6. Proposition de loi visant les publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

N° 7. Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.

N° 111. Rapport : Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951.

N° 333. Rapport : Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Réélu secrétaire du Sénat, p. 4.

Proposition de loi visant les publications destinées à l'enfance et à l'adolescence. — Dépose la proposition, p. 10.

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacles cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans. — Dépose la proposition, p. 10.

Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les traitements des huissiers, la protection de la jeunesse, le problème de la répression, les peines capitales, les libérations, les sanctions administratives, la rééducation et le reclassement des détenus et le problème de l'amnistie, pp. 30 à 32.

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Discussion des articles. — Art. 2. — Amendement de M. Troclet. — Intervention, p. 175.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — Discussion des articles. — Art. 3. — Amendement de M. Clynmans. — Observations, p. 361.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Observations, p. 385.

Projets de loi contenant les budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 515.

Donne lecture du rapport concluant à l'admission de M. Hody, p. 530.

Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les abus reprochés aux services des allocations familiales, p. 641.

Interpellation de M. Sledsens à M. le ministre des travaux publics « sur l'état du pont provisoire (sur le canal Albert) situé sur le territoire de Wijnegem et la route Anvers-Turnhout. — Déclare que les travaux nécessaires devraient être exécutés de toute urgence, p. 805.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — Discussion générale. — Discours : Souligne le succès de la loi De Taeye et demande de renforcer le rythme de l'octroi de subsides, p. 1057.

Jespers (suite)

Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant les retenues à opérer sur les arriérés dus aux professeurs, p. 1130.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la résistance morale, la situation des flamands à l'armée, la protection morale des soldats et les indemnités de milice, p. 1205.

Projet de loi relatif au traitement des instituteurs modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Dépose le rapport, p. 1521. — Discussion générale. — Observation, p. 1573. — Discussion des articles. — Art. 4. — Intervention, p. 1580.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, adoptée à San-Francisco le 9 juillet 1948 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session. — Discussion générale. — Discours : Demande au ministre d'affirmer que notre législation ne sera pas modifiée en ce qui concerne la notion « nuit », p. 1597.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet améliore la situation des pensionnés et demande que la même réglementation soit prévue pour les pensionnés des communes et des provinces, p. 1879.

K

Kluyskens, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 149. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

N° 160. Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique.

N° 234. Rapport : Projet de loi relatif à la transcription du seul dispositif de certains jugements.

N° 252. Sous-amendements aux amendements de la commission : Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies.

N° 297. Rapport : Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire.

N° 299. Rapport : Projet de loi établissant un privilège en faveur des créances de dommages-intérêts des victimes de crimes de guerre et de leurs ayants droit.

N° 314. Amendements au texte présenté par les commissions réunies : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée. — Discussion générale. — Discours : Invite le Sénat à adopter le projet, p. 817.

Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique. — Discussion générale et vote des articles. — Discours : Propose de modifier l'article 3, p. 822.

Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant l'organisation du notariat. — Discussion générale. — Discours : Concernant la force probante qui s'attache aux feuillets non paraphés des actes notariés, p. 847.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le retard apporté à la ratification des conventions internationales de la Croix-Rouge et concernant les pourparlers en Amérique au sujet des livraisons de radium, p. 1009.

Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1220.

Projet de loi relatif à la transcription du seul dispositif de certains jugements. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1300. — Discussion des articles. — Art. 10 : Intervention, p. 1302.

Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de Sécurité des Nations unies. — Discussion des articles. — Art. 2 : Observation, p. 1303. — Art. 3bis. — Observations, pp. 1305 et 1306.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 11, p. 1479. — Art. 14, p. 1499.

Motion d'ordre relative à la mise à l'ordre du jour du projet de loi établissant un privilège en faveur des créances de dommages-intérêts de victimes de crimes de guerre et de leurs ayants droit, p. 1553.

Kluyskens (suite)

- Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 1607.
- Projet de loi établissant un privilège en faveur des créances de dommages-intérêts des victimes de crimes de guerre et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance du projet, p. 1609. — Concernant le principe de la non-rétroactivité, p. 1610.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Intervention concernant la proposition d'ajournement, p. 1843. — Discours : Déclare ne pouvoir se rallier au principe qui se trouve à la base du projet, p. 1844. — Intervient dans la discussion de l'article 1^{er}, p. 1923. — S'abstient au vote, p. 1935.
- Projet de loi complétant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet devrait être écarté, p. 1893.
- Knops, sénateur coopté.**
- Ann.* — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

L**Lacroix, sénateur de l'arrondissement de Namu-Dinant-Philippeville.**

- Ann.* — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la pollution des eaux de la Sambre et de ses affluents, p. 141.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939, et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Lagae, sénateur provincial de Flandre orientale.

- Doc.* — N° 10. Rapport. Projet de loi portant dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés.
- N° 140. Amendements au texte de la commission : Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat.
- N° 146. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1922 fixant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse.
- N° 431. Rapport : Projet de loi concernant la sanction et la promulgation des lois.
- Ann.* — Projet de loi portant dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1893 relative aux effets de la dissolution des Chambres à l'égard des projets de loi antérieurement déposés. — Discussion générale. — Discours : Demande que les propositions d'initiative parlementaire puissent également échapper à la caducité, p. 43.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1950. — Discussion et vote des articles réservés. Art. 23 : Intervention, p. 46.
- Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1951. — Vote des articles réservés. — Art. 21 : Observation, p. 48.
- Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1922 fixant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse. — Dépose la proposition, p. 774.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'adaptation de la dotation au Fonds des provinces et concernant les critères établis pour la répartition des subventions de l'Etat entre les provinces, p. 773.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — S'abstient au vote, p. 1542.
- Projet de loi concernant la sanction et la promulgation des lois. — Dépose le rapport et en donne lecture, p. 1950.

Lambotte-Pauli (Mme), sénateur provincial d'Anvers.

- Doc.* — N° 359. — Rapport : Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux épreuves d'admission aux emplois définitifs des administrations des provinces, des communes et des établissements publics subordonnés aux communes. N° 374. — Rapport : Demandes de naturalisations.
- Ann.* — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant la nécessité de l'égalité financière entre les deux formes d'enseignement et concernant l'enseignement technique féminin, p. 548.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les dépenses exceptionnelles faites par les communes par suite de la guerre, p. 774.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Déclare ne pas pouvoir se rallier au service militaire des femmes, mais estime que les femmes pourront contribuer à la protection de la population civile, et parle des exemptions pour raisons familiales, pp. 1202-1203.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux épreuves d'admission aux emplois définitifs des administrations des provinces, des communes et des établissements publics subordonnés aux communes. — Dépose le rapport, p. 1611.

Lapaille, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

- Ann.* — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la main-d'œuvre dans les carrières, l'inspection des mines, la nécessité de créer des conseils de prud'hommes dans le Luxembourg, la cotisation pour la sécurité sociale et l'approbation de l'accord conclu avec le grand-duché de Luxembourg, en matière de pensions, p. 632.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939, et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs,

Lapaillé (suite)

- 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les revêtements des routes, l'utilisation de la pierre de taille, la construction du batardeau du Hérou, la nécessité de reconstruire le pont de Huy et la rémunération du personnel des carrières, p. 1770.
- Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 484. — Observation, p. 1804.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Laurens, sénateur provincial d'Anvers.

- Ann.** — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Ledoux, sénateur provincial de Namur.

- Ann.** — Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Leemans, sénateur provincial d'Anvers.

- Ann.** — Projet de loi portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944. — S'abstient au vote, p. 1939.

Lehouck (Mme), sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

- Doc.** — N° 184. Rapport : Projet de loi relatif aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre nationale des Invalides de la Guerre, de l'Œuvre nationale des Orphelins, Veuves et Ascendants des Victimes de la Guerre et de l'Œuvre nationale des Anciens Combattants, Déportés et Prisonniers politiques.

Lehouck (Mme) (suite)

- Ann.** — Projet de loi relatif aux opérations de prêts à faire aux bénéficiaires de l'Œuvre nationale des Invalides de la Guerre, de l'Œuvre nationale des Orphelins, Veuves et Ascendants des Anciens Combattants, Déportés et Prisonniers politiques. — Dépose le rapport, p. 1007.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les demandes de régularisation formulées par les prisonniers politiques et concernant les camps douteux, p. 1037.

Leynen, sénateur provincial de Limbourg.

- Doc.** — N° 119. Rapport complémentaire : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951.
- N° 278. Rapport : Projet de loi portant approbation du protocole signé à Paris, le 10 mai 1948, modifiant la convention concernant les expositions internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928.
- Ann.** — Interpellation de M. Cateau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Discours : Déclare admettre qu'une commission parlementaire soit créée à condition que dans la région de Fouron et dans la région thioise, une enquête ait lieu sur place, p. 111.
- Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Termonde. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 249.
- Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport complémentaire et en donne lecture, p. 593.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des voies d'eau, p. 993.
- Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse sur : « 1° le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eau et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberghe), 2° les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen en de l'aménagement du canal Gand-Terneuzen, ainsi que de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin ». — Discussion. — Discours : Emet de vœu que notre pays puisse prendre l'initiative de négociations concernant toutes les voies de communication, donne lecture de la résolution adoptée à Maastricht le 20 avril 1951 plaçant le problème des voies d'eau dans le cadre de l'intégration des communications européennes et aborde le problème du bouchon de Maastricht, pp. 1523-1525.
- Projet de loi modifiant la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, en ce qui concerne la carrière des magistrats. — S'abstient au vote, p. 1619.
- Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessenderlo. — Discussion générale. — Discours : S'oppose au renvoi en commission, p. 1909.

Leysen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

- Ann.** — Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'industrie des conserves de légumes et concernant l'importance de l'apiculture belge, pp. 220 à 222.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant les barèmes du personnel enseignant, p. 527. — Concernant l'œuvre d'éducation de l'école et concernant la rémunération des inspecteurs de l'enseignement, p. 571.
- Proposition de loi relative aux pulvérisations et arrosages pendant la floraison au moyen de produits insecticides. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur l'intérêt économique de l'apiculture et demande qu'il y ait une collaboration entre les apiculteurs d'une part et les agriculteurs et horticulteurs d'autre part, p. 1241.
- Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948, concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Concernant la suppression du supplément de traitement et concernant l'égalité des barèmes entre les différentes catégories d'enseignement, pp. 1562 à 1564.

Lilar, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Doc.** — N° 263. Rapport : Projet de loi abrogeant l'article 4 de l'arrêté-loi du 29 avril 1942, relatif au gouvernement du Congo belge.

Lilar (suite)

N° 337. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, en ce qui concerne la carrière des magistrats.

N° 374. Rapport : Demandes de naturalisation.

Ann. — Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Termonde. — Discussion générale et vote de l'article unique. — Discours : Estime que le personnel d'autres tribunaux devrait également être augmenté p. 220.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — Discussion générale. — Discours : Souligne le but du projet et invite M. Clynmans à retirer ses amendements, p. 359.

Discussion des articles. — Art. 2. — Amendement de M. Clynmans. — Observations, p. 360.

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur. — Discussion des articles. — Art. 40. — Intervention, p. 813.

Projet de loi portant approbation de la convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouvernementale et des annexes, signées à Genève, le 6 mars 1948. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur la rédaction défectueuse de la convention, p. 1238.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Projet de loi modifiant la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, en ce qui concerne la carrière des magistrats. — Dépose le rapport, p. 1528.

M**Machtens, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

Doc. — N° 40. Amendements : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951.

N° 181. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924, sur la position et l'avancement des officiers.

N° 289. Amendements : Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 295. Amendements : Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 356. Rapport : Projet de loi complétant la loi du 25 août 1919, relative aux chevrons de front pour les militaires de la force publique du Congo belge pendant la période 1914-1918.

N° 414. Rapport : Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément.

Ann. — Budget du ministère de la santé publique et de la famille, pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Article 21. — Défend son amendement, p. 151. — Vote des amendements et articles réservés. — Art. 21 (8°). — Amendement de MM. Marien et Machtens. — Intervention, p. 166.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. S'abstient au vote, p. 494.

Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924, sur la position et l'avancement des officiers. — Dépose le rapport, p. 944. — Discussion générale. — Discours : Concernant le rôle de la gendarmerie, p. 1094.

Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Trace un parallèle entre l'effort militaire à fournir par la Belgique et celui des Etats-Unis, proteste contre les suris et contre la politique des exemptions et examine le problème des allocations de milice, pp. 1189 à 1191. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts, à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Intervient dans la discussion des articles suivants : art. 10, p. 1424. — Art. 12, p. 1463.

Machtens (suite)

Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la valeur attribuée au Deutsche Mark pour le remboursement des créances allemandes en Belgique et le remboursement de la créance belge sur la Banque d'Emission, p. 1844.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet contient des améliorations certaines, mais qu'il ne rencontre pas toutes les légitimes revendications des intéressés, p. 1880. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — Dépose le rapport, p. 1848. — Discussion générale. — Discours : Déclare que rien ne s'oppose au vote du projet, p. 1898.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Marien, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 19. Amendements : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951.

Ann. — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Article 21. — Défend son amendement, p. 151. — Vote des amendements et articles réservés. — Article 21 (8°). — Amendement de MM. Marien et Machtens. — Intervention, p. 166.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la nécessité d'accroître la productivité de notre économie, l'enseignement professionnel, l'organisation du crédit professionnel, la rationalisation et le rééquipement de nos moyens de production, l'extension des services administratifs, la réadaptation professionnelle des chômeurs, la protection de la marque de fabrique « belge » et les recherches scientifiques et techniques, pp. 692-694.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — S'abstient au vote sur l'article 9, p. 1594. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1595.

Budget des non-valeurs et remboursements pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1594.

Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1594.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1594.

Budget des pensions pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1594.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Insiste pour que les matériaux belges soient utilisés lors de l'exécution de travaux publics, parle du financement des travaux publics et attire l'attention sur la nécessité de créer un fonds des routes, d'assurer la sécurité de la circulation et de procéder au reclassement de la voirie, p. 1728.

Massonnet, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 178. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'Ordre des pharmaciens.

Ann. — Réélu secrétaire du Sénat, p. 4.

Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les projets de travaux de distribution d'eau, la construction ou l'aménagement et l'équipement de centres de santé et les mesures restrictives prises par la Caisse générale d'Épargne dans la distribution de ses avances aux sociétés de crédit pour habitations à bon marché, p. 70.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les petites laiteries du Luxembourg, p. 238.

Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la restauration de la gare d'Arlon et concernant les projets de suppression de lignes ferroviaires dans le Luxembourg, pp. 327 et 328.

Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant la question des traitements et des pensions des instituteurs et concernant la campagne violente faite contre l'enseignement public, p. 554.

Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'ordre des pharmaciens. — Dépose le rapport, p. 944.

Massonnet (suite)

Budget, du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la réparation des dommages de guerre dans le Luxembourg, les avantages du système des avances, le rôle des coopératives des sinistrés, la priorité accordée aux personnes âgées et la réparation des dommages aux personnes, p. 1040.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Budgets des dépenses et recettes extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Demande de hâter la signalisation des carrefours situés sur les voies principales, dans les villes du Luxembourg, p. 1774.

Matagne, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, premier vice-président du Sénat.

Ann. — Nomination du bureau définitif :

Président : Motive les raisons pour lesquelles le groupe socialiste s'abstiendra, p. 4.

Proclamé premier vice-président du Sénat, p. 4.

Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : la guerre scolaire, le reclassement des instituteurs, les nominations, l'école officielle, le développement de l'enseignement moyen public depuis 1947, la création de nouvelles écoles, l'inspection de l'enseignement normal, l'enseignement technique et la prolongation de la scolarité, la nécessité de la rationalisation des écoles et les *modus-vivendi* au point de vue des subsides-traitements payés au personnel enseignant des écoles techniques, pp. 539-543.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Mazereel, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 385 : Amendement : Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre.

Ann. — Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet est en contradiction avec l'article 17 de la Constitution et défend son amendement relatif aux diplômes des professeurs, p. 1820. — Insiste pour que son amendement soit voté, p. 1833.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Meunier, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 370 : Rapport : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

Ann. — Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'augmentation des crédits sollicités, le contrôle financier des institutions parastatales, le domaine du personnel, le budget extraordinaire des communications, les expropriations, la reconstruction du réseau de la S.N.C.F. B. et du réseau de la R. T. T., le déficit de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, l'administration de l'aéronautique, la marine, les postes, la gestion des œuvres sociales, les secours accordés à des inciviques réintégrés, le service des malles Ostende-Douvres et la suppression de lignes ferroviaires, pp. 372 à 377.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dommages de guerre occasionnés en Wallonie, la nécessité de mettre des crédits à la disposition de tous les sinistrés, les fonds appartenant à la Caisse autonome des Dommages de

Meunier (suite)

Guerre, les difficultés dans les relations des sinistrés avec l'administration, les subventions accordées aux associations patriotiques, le statut des travailleurs obligatoires, des prisonniers politiques, des déportés et des réfractaires, le problème des victimes civiles de la guerre 1914-1918, pp. 1019 à 1022.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Examine ce qui a été réalisé par le ministre dans le domaine économique, politique, social et financier, p. 1289.

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Propose le renvoi en commission, p. 1905.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Meurice, ministre du commerce extérieur.

Ann. — Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la hausse de nos prix de revient, l'importance à attacher au plan Schuman, la nécessité d'exporter, les progrès réalisés par le marché américain, la possibilité de créer un marché européen harmonisé, la tâche accomplie par Benelux, les progrès réalisés par l'Organisation européenne de coopération économique, l'incidence de notre charbon cher sur les prix de revient de nos produits, notre politique d'expansion, l'effort à faire pour consolider la position de la Belgique vis-à-vis de la zone dollar et la nécessité d'abaisser les tarifs douaniers, pp. 960 à 963. — Répond aux questions posées, p. 1006. — Observation, p. 1010.

Missiaen, sénateur provincial de Flandre occidentale.

Ann. — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : l'aspect général de l'éducation populaire, les divergences de vues en matière d'enseignement, l'école officielle, les subsides à l'enseignement libre, certaines formes de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, les garanties à fournir aux parents qui désirent donner à leurs enfants un enseignement neutre, l'extension de l'enseignement moyen de l'Etat, les effets de la loi Marck-Heyman et de la loi Vanderpoorten, l'application de la loi relative à la construction de bâtiments scolaires, l'enseignement technique et la paix scolaire, pp. 521 à 526.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les frontaliers et les chômeurs de l'arrondissement d'Ypres, p. 732.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939, et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi modifiant les dispositions en matière de procédure et de priorités de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Demande d'appliquer le système mis en vigueur après 1914-1918, p. 1230.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème des exemptions, les achats de terrains effectués par le département en vue de la construction d'établissements militaires, la réquisition d'écoles officielles pour caserner les soldats, le respect des secrets militaires, les tests psychologiques et l'enseignement professionnel dans les cantonnements de soldats, pp. 1342 à 1344.

Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948, concernant les finances provinciales et

Missiaen (suite)

communales. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la grande majorité de la population refuse de placer l'enseignement libre sur un pied d'égalité avec l'enseignement officiel, fait remarquer qu'en ce qui concerne les nominations, les destitutions et les sanctions, il n'y a pas d'égalisation, estime que le gouvernement s'est laissé guider par des motifs politiques et qu'il n'a pas tenu les promesses faites antérieurement par les ministres, pp. 1564-1568.

Interpelle M. le ministre de l'instruction publique et M. le ministre des travaux publics au sujet de l'état lamentable des locaux affectés à l'enseignement moyen de l'Etat à Ypres et du sabotage constaté en ce qui concerne la construction des nouveaux locaux scolaires de l'athénée royal, pp. 1597 à 1600 et 1603.

Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la hâte apportée à la discussion du projet, la différence entre l'enseignement public et l'enseignement libre et les conditions requises pour l'obtention des subsides, p. 1812. — Souligne les griefs de son parti à l'égard du projet et déclare que le gouvernement agit uniquement en faveur de l'enseignement libre, pp. 1818 à 1820.

Projet de loi relatif à l'instruction gratuite des orphelins de guerre au sens des lois sur les pensions de réparation. — Discussion générale. — Observation, p. 1898.

Mondelaers, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le contrôle sur le commerce de la viande, la construction d'abattoirs publics et l'exportation de viande, p. 140.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les primes à la production laitière, l'élevage de bétail, la fraude de bétail à la frontière hollandaise, les unions provinciales des syndicats d'élevage, l'achat de machines agricoles, les sociétés coopératives, l'enseignement agricole post-scolaire et la culture fruitière, p. 212.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951, et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'amélioration des routes communales dans la province de Limbourg, p. 1720. — Concernant la nécessité d'un reclassement des routes, p. 1724.

Motz, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le déséquilibre permanent des caisses d'allocations de chômage, p. 625.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — Justifie son vote, p. 1218.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Justifie son vote, p. 1218.

Moulin, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. — N° 36. Amendements : Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.

N° 62. Rapport : Projet de loi transférant à la « Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail » les attributions du « Fonds spécial pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail causés par faits de guerre » en matière d'accidents du travail et de dommages corporels et matériels dus à certains risques spéciaux relativement au chargement, au déchargement, au transport, au dépôt, à la manutention ou à la simple présence d'engins de guerre en Belgique.

N° 79. Amendements : Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947.

N° 131. — Amendement : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951.

N° 136. Proposition de loi tendant au remboursement par l'Etat des amendes indûment perçues par le fisc sur les planteurs de tabacs au cours des dernières années.

N° 378. Rapport : Projet de loi modifiant les arrêtés-lois des 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

N° 418. Amendements : Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

Moulin (suite)

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le retard apporté à la discussion du budget de 1950, les transferts de crédits, l'activité bienfaisante de l'Œuvre nationale de l'Enfance, la révision de la loi relative à l'O. N. E., le nombre insuffisant de préventoria et de sanatoria, la pénurie de logement, les subsides pour la distribution d'eau, la réorganisation des établissements hospitaliers et l'organisation de l'aide de la famille, pp. 64 à 66.

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Discussion générale. — Discours : Rend hommage à feu M. Frans Fischer et à l'activité de M. Eli Troclet en matière sociale, déclare que la proposition de M. Dieudonné, déposée à la Chambre, aurait permis de faire plus en faveur de l'ensemble des estropiés et mutilés et défend ses amendements, p. 161. — Discussion des articles. — Article 3. Amendements de M. Moulin. — Intervention, p. 176. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 209.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les planteurs de tabac, p. 236.

Projet de loi transférant à la « Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail », les attributions du « Fonds spécial pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail causés par faits de guerre » en matière d'accidents du travail et de dommages corporels et matériels dus à certains risques spéciaux relativement au chargement, au déchargement, au transport, au dépôt, à la manutention ou à la simple présence d'engins de guerre en Belgique. — Dépose le rapport, p. 250. — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet, p. 270.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'œuvre sociale accomplie par les ministres socialistes depuis 1944, la situation des veuves, le problème des frontaliers et celui des travailleurs indépendants et des assurés libres, pp. 387 à 389. — Discours : Attire l'attention sur les injustices du projet n. 417. — Discussion des articles. — Art. 1. — Observation, p. 471.

Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.

Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le sort des agriculteurs et des classes moyennes, l'évolution du progrès social dans notre pays, la question des pensions de vieillesse, le rôle des mutualités de retraite les ouvriers mineurs pensionnés sous le régime de la convention franco-belge, la situation des frontaliers, l'application de la sécurité sociale et la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, pp. 600 à 602.

Proposition de loi tendant au remboursement par l'Etat des amendes indûment perçues par le fisc sur les planteurs de tabacs au cours des dernières années. — Dépose la proposition, p. 673.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 21. — Observations au sujet de l'inscription des crédits pour le chômage, p. 666.

Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le soutien des chômeurs involontaires et les remboursements à faire aux communes pour les dépenses anormales de guerre, p. 784.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1380.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.

Budget de la dette publique pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1346.

Proposition de loi réorganisant l'assurance-invalidité des travailleurs salariés dans le cadre de la sécurité sociale. — Dépose la proposition au nom de M. Troclet, p. 1347.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1380.

Interpellation de M. Glineur concernant la situation des pensionnés. — Discussion — Discours : Concernant le sort des travailleurs indépendants pensionnés et la situation des veuves des salariés et des assurés libres, p. 1624.

Moulin (suite)

Projet de loi modifiant les articles 25 et 91 des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1^{er} juillet 1948 et 30 décembre 1950. — S'abstient au vote, p. 1721.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les lenteurs de la procédure administrative, les crédits pour la distribution d'eau potable et la situation des anciens agents de la S. A. du Canal de Biaton-Ath et de la Dendre canalisée, p. 1777.

Projet de loi modifiant les arrêtés-lois des 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Dépose le rapport, p. 1721. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet donnera satisfaction aux communes, ainsi qu'aux organisations syndicales, p. 1868. — S'abstient au vote, p. 1938.

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — Observation concernant la proposition de renvoi en commission, p. 1905.

Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessengerlo. — S'abstient au vote, p. 1934.

Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — S'abstient au vote, p. 1934.

Projet de loi portant péremption des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Moyersoen, ministre de la justice.

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'aspect financier des deux budgets, la criminalité, l'organisation judiciaire, l'alimentation et l'entretien des détenus, la protection de l'enfance, le travail législatif qui doit encore être accompli et le problème de la répression, pp. 11 à 15. Discours : Concernant : les problèmes traités par les différents orateurs : réforme de l'exécution de la peine, examen anthropologique, comité de coordination relatif aux instituts pour débilés mentaux, application de la loi sur l'alcool, rapports entre le pouvoir judiciaire et la presse, travail pénitentiaire, application de l'assurance sociale en faveur des détenus, casier judiciaire, juges de paix suppléants, magistrats émérites, police féminine, majoration des tarifs d'entretien pour les établissements libres, procédure pénale, protection de l'enfance et de la jeunesse, congrès pour la défense sociale, situation de certains résistants, écoles sociales et problème de la répression, pp. 20 à 35.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1950. — Discussion de l'article 23 : Intervention, p. 35. — Discussion et vote des articles réservés; article 23 : Intervention, p. 47.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1951. — Vote des articles réservés; article 7 : Observation, p. 48.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers. — Dépose le projet, p. 141.

Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Termonde. — Discussion générale et vote de l'article unique. — Discours : Déclare qu'un projet général sera déposé au début de 1951, p. 220.

Projet de loi relatif aux listes des jurés. — Dépose le projet, p. 807.

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur. — Discussion des articles; Article 40 : Intervention, p. 813. — Article 65 : Intervention, p. 817.

Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique. — Discussion générale et vote des articles; Article 2 : Observation, p. 823. — Article 6 : Observation, p. 825.

Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat. — Discussion générale et vote de l'article unique : Intervention, p. 848.

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal. — Dépose le projet, p. 1024.

Projet de loi sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Discours : Concernant les garanties accordées aux étrangers, p. 1066. — Discussion des articles. — Art. 5 : Intervention, p. 1068.

Moyersoen (suite)

Interpellation de M. Coulonvaux au sujet de la libération des inciviques Poulet et Romsée. — Observation concernant l'inscription à l'ordre du jour, p. 1253.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Discussion générale. — Discours : Examine si la loi qui sera votée est ou bien d'ordre public ou bien de caractère impératif, p. 1252. — Concernant le problème des transformations, p. 1259. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 3, p. 1261. — Art. 6, p. 1262. — Art. 14, p. 1265. — Art. 23, p. 1268. — Art. 25, p. 1269. — Art. 33, p. 1271.

Projet de loi déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne. — Discussion générale. — Observations, p. 1275. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 6, p. 1277. — Art. 11, p. 1280. — Art. 16, p. 1281.

Projet de loi relatif à la transcription du seul dispositif de certains jugements. — Discussion des articles. — Art. 10 : Intervention, p. 1302.

Projet de loi interprétant, complétant et modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Art. 4 : Intervention, p. 1307.

Interpellation de M. Coulonvaux au sujet de la libération d'inciviques, notamment de Poulet et de Romsée. — Discussion. — Discours : Expose sa politique en matière de libérations et plus particulièrement en ce qui concerne le cas Poulet, pp. 1388-1391. — Concernant la portée de la requête en grâce en faveur de Poulet, p. 1394.

Proposition de loi portant modification de l'article 20 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive. — Discussion générale. — Discours : Concernant le transfert des détenus des prisons vers les chambres de mise en accusation, p. 1433.

Projet de loi établissant un privilège en faveur des créances de dommages-intérêts des victimes de crimes de guerre et de leurs ayants droit. — Discussion générale. — Observation concernant le principe de la non-rétroactivité, p. 1610.

Projet de loi modifiant la loi du 20 décembre 1947 sur la légitimation des enfants dont les parents ont contracté mariage à l'étranger pendant la guerre. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'application du projet aux apatrides, p. 1614.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs des contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Discussion générale. — Discours : Concernant le retard relatif aux contestations fiscales à l'échelon administratif et le retard devant les Cours d'appel, p. 1615.

Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Discours : Demande de ne pas adopter l'amendement présenté par M. Vermeylen, p. 1893.

Mullier, sénateur coopté.

Doc. — N° 106. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la réglementation du maillage des filets de pêche et des tailles limites des poissons, et des annexes, signées à Londres le 5 avril 1946.

Ann. — Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la réglementation du maillage des filets de pêche et des tailles limites des poissons et les annexes, signées à Londres le 5 avril 1946. — Dépose le rapport, p. 515.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les dangers qui menacent notre commerce extérieur en rapport avec le réarmement et concernant le contrôle sur les matières premières, p. 1003.

Mullie, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres, 2^e vice-président du Sénat.

Doc. — N° 128. Rapport : Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée.

N° 129. Rapport : Projet de loi abolissant le droit d'accise sur les allumettes, les appareils d'allumage, l'acide acétique et les vinaigres.

N° 130. Rapport : Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 190. Rapport : 1° Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à la Haye le 18 février 1950; 2° Projet de loi concernant les accises.

N° 260. Rapport : Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée; projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée; projet de loi portant ratification d'un arrêté

Mullie (suite)

royal relatif au tarif des droits d'entrée; projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée; projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée.

N° 329. Rapport : Projet de loi concernant les douanes et accises.

N° 393. Rapport : Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 mars 1951 relatif au tarif des droits d'entrée.

Ann. — Proclamé 2^e vice-président du Sénat, p. 4.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la mise en vigueur de l'Union économique, p. 240. Discussion des articles. — Art. 1 (budget 1950). — Observations, p. 261.

Projet de loi abolissant le droit d'accise sur les allumettes, les appareils d'allumage, l'acide acétique et les vinaigres. — Dépose le rapport, p. 641.

Projet de loi portant ratification d'arrêtés du Régent relatifs au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 641.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté du Régent relatif au tarif des droits d'entrée. — Dépose le rapport, p. 641.

Projet de loi abolissant le droit d'accise sur les allumettes, les appareils d'allumage, l'acide acétique et les vinaigres. — Discussion générale. — Discours : Donne la raison pour laquelle le projet a été rejeté en commission, p. 722.

Interpellation de M. Coulonvaux aux ministres des finances et de l'agriculture « au sujet de la situation des planteurs de tabac en Belgique ». — Discussion. — Discours : Estime que les prix payés aux producteurs sont trop bas et demande de reprendre les négociations avec la Hollande afin d'adapter les droits d'entrée sur l'importation de tabac, p. 955.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — Dépose le rapport, p. 1024. — Observations, p. 1071.

Projet de loi concernant les accises. — Dépose le rapport, p. 1024. — Observations, p. 1071. — Discussion des articles. — Art. 25. — Observations concernant le régime de l'alcool, p. 1086. — Art. 39. — Observation, p. 1090.

Projets de loi portant approbation d'arrêtés royaux relatifs au tarif des droits d'entrée (cinq projets de loi). — Dépose le rapport, p. 1299.

Projet de loi concernant les douanes et accises. — Dépose le rapport, p. 1510.

Projet de loi attribuant une dotation à S. A. R. le prince Charles de Belgique. — Discussion générale. — Discours : Exprime, au nom de l'assemblée, ses sentiments de sincère gratitude à S. A. R. le prince Charles de Belgique pour les services éminents qu'il a rendus au pays, p. 1860.

N

Neels, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Doc. — N° 9. Rapport : Projet de loi relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant dix jours fériés par an.

N° 78. Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947.

N° 167. Rapport : Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948, en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes.

N° 256. Rapport : Projet de loi relatif à l'abandon des récupérations des secours civils non réalisés par l'Etat à la date du 4 janvier 1947.

N° 348. Rapport : Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Ann. — Projet de loi relatif à l'octroi de salaires aux travailleurs pendant dix jours fériés par an. — Dépose le rapport, p. 15. Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet, p. 157.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Dépose le rapport, et demande de discuter le projet d'urgence, p. 346.

Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 385. — Rappelle ce qui a été fait en matière de pensions de vieillesse, p. 452.

Discussion des articles. — Art. 7. — Observations, p. 477.

Neels (suite)

Budgets du ministère du travail et de l'assurance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'assurance contre le chômage involontaire, le problème des militaires de carrière et l'indemnité de chômage, le fonctionnement des commissions de réclamation en matière de chômage, les pensions accordées aux veuves des assurés obligatoires et le manque de déséquilibre en matière linguistique, p. 627.

Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le chômage en pays flamand, p. 727.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — Dépose le rapport, p. 852.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi relatif à l'abandon des récupérations des secours civils non réalisés par l'Etat à la date du 4 janvier 1947. — Dépose le rapport, p. 1309.

Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Dépose le rapport, p. 1564. — Discussion générale. — Discours : Souligne les améliorations contenues dans le projet et demande que le même régime soit appliqué aux gens de mer, p. 1691.

Projet de loi modifiant les arrêtés-lois des 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Estime que les chômeurs indemnisés par les organismes officiels ne seront pas payés dans des conditions aussi favorables que les organismes, p. 1868.

Projet de loi portant approbation de la convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale, aux ressortissants des parties contractantes du Traité de Bruxelles, signée à Paris le 7 novembre 1949. — Discussion générale. — Discours : Regrette que l'avis de la commission du travail et de la prévoyance sociale n'ait pas été demandé, p. 1903.

Nihoul, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Ann. — Vérification de ses pouvoirs. — Prête serment, p. 1228.

Nothomb (baron), sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-virton.

Doc. — N° 85. Rapport : Projet de loi fixant pour l'année 1951 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne.

N° 107. Amendement : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951.

N° 110. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord entre le gouvernement royal belge et le gouvernement royal hellénique, relatif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs, signé à Athènes le 21 juin 1949.

N° 174. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Paris le 2 septembre 1949.

N° 207. Rapport : Projet de loi portant approbation du troisième protocole, signé à La Haye le 24 mai 1949, additionnel à la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres le 5 septembre 1944.

N° 221. Rapport : Projet de loi portant approbation de l'accord d'aide pour la défense mutuelle entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et des annexes A, B, C, D, E, F, G, signés à Washington le 27 janvier 1950.

N° 266. Rapport : Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951.

N° 328. Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur la position et l'avancement du commandant militaire du Palais de la Nation.

N° 330. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, adoptée à San-Francisco le 9 juillet 1948, par la conférence générale de l'organisation internationale du travail au cours de sa trente et unième session.

N° 353. Rapport : Projet de loi concernant l'exécution de la convention belgo-britannique du 23 décembre 1949 relative au statut des forces belges d'occupation en Allemagne.

N° 407. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve.

Nothomb (baron) (suite)

- Ann.** — Motion d'ordre : Au sujet des saisies des hypothèques dont sont victimes certains de nos compatriotes, pp. 41 et 42.
- Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les relations ferroviaires avec Bruxelles et concernant la suppression de petites lignes, p. 328.
- Projet de loi fixant pour l'année 1951 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Dépose le rapport, p. 391. — Discussion générale. — Discours : Demande que le projet soit voté par tous les membres de l'assemblée, p. 440. — Fait remarquer que la commission de la défense nationale a toujours fait preuve de patriotisme, p. 443.
- Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre le gouvernement royal belge et le gouvernement royal hellénique, relatif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs, signé à Athènes le 21 juin 1949. — Dépose le rapport, p. 530.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discussion générale. — Discours : Concernant la création de l'intergroupe des intérêts intellectuels et concernant les subsides aux théâtres parlés de Belgique, p. 543. — Discussion et vote des amendements et articles réservés (budget 1951). — Art. 22 (sect. VIII) : Intervention, p. 595.
- Projet de loi portant approbation de l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil d'Europe, signé à Paris le 2 septembre 1949. — Dépose le rapport, p. 869.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la défense de l'occident, nos relations internationales dans le cadre de Benelux, les biens autrichiens sous séquestre, les relations avec l'Espagne, les rectifications de frontière avec l'Allemagne, le réarmement de l'Allemagne occidentale et la défense atlantique des nations de l'Europe, pp. 973-974.
- Projet de loi portant approbation du troisième protocole, signé à La Haye le 24 mai 1949, additionnel à la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres le 5 septembre 1944. — Dépose le projet, p. 1038.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que pour des raisons morales et politiques il est impossible d'amender le projet et de le renvoyer à la Chambre, examine le problème des exemptés pour motifs familiaux ainsi que la question des sursis et la demande d'essai du volontariat féminin, pp. 1115-1116.
- Projet de loi portant approbation de l'accord d'aide pour la défense mutuelle entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et des annexes A, B, C, D, E, F, G, signés à Washington le 27 janvier 1950. — Dépose le rapport, p. 1167.
- Fait personnel en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé lors de la discussion du projet de loi relatif à la durée du service actif, p. 1195.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Budgets du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur la situation des petits rentiers de la Caisse d'Epargne, et demande de créer une caisse de compensation pour les contribuables qui seraient inscrits comme créanciers de l'Etat, p. 1324.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que l'effort militaire de la Belgique est un devoir absolu et que l'intérêt que les Chambres et le gouvernement témoignent à l'organisation de notre force d'intervention en Allemagne ne doit en rien diminuer celui qu'il nous faut apporter à l'organisation de nos forces de l'intérieur et attire l'attention sur l'importance du problème du moral de l'armée, pp. 1334-1335. — Concernant : la mission des soldats, p. 1353.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion des articles. — Art. 3 : Intervention, p. 1474.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, adoptée à San-Francisco le 9 juillet 1948 par la Conférence générale de l'organisation du travail au cours de sa trente et unième session. — Dépose le rapport, p. 1510.
- Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur la position et l'avancement du commandant militaire du Palais de la Nation. — Dépose la proposition, p. 1511.
- Projet de loi concernant l'exécution de la convention belgo-britannique du 23 décembre 1949 relative au statut des forces belges d'occupation en Allemagne. — Dépose le rapport, p. 1590.

Nothomb (baron) (suite)

- Projet de loi portant prorogation de l'existence du Centre de recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques. — Discussion générale. — Discours : Demande de modifier l'intitulé du projet, p. 1715.
- Projet de loi modifiant la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve. — Dépose le rapport, p. 1810.
- Budget des dotations pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Demande de renforcer le service du compte rendu sténographique, ainsi que le service du compte rendu analytique, estime que le travail parlementaire devrait être mieux distribué, demande d'envisager l'instauration de machines à voter, estime que les sénateurs devraient être escortés quand ils se rendent à des cérémonies publiques et regrette que les sénateurs ne soient pas plus nombreux à certaines grandes cérémonies officielles, traite de la question du costume des sénateurs et demande que le décret de messidor établissant un protocole pour tous les personnages de l'Etat soit revu, pp. 1863 à 1866.

O**Orban, sénateur provincial de Flandre orientale.**

- Doc.** — N° 319. Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.
- Ann.** — Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Concernant les retenues à opérer sur les arriérés dus aux professeurs, p. 1130.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Proposition de loi modifiant l'article 140 de la loi du dix-huit juin 1869 sur l'organisation judiciaire. — Dépose le rapport, p. 1474.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. R. Desmedt à l'article 11, p. 1516.

P**Petit, sénateur coopté.**

- Ann.** — Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Justifie son vote, p. 1541.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'état déplorable de la voirie communale dans la province de Namur, p. 1780.

Pholien, sénateur coopté, premier ministre.

- Ann.** — Interpellations de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Discours : Fait remarquer que le gouvernement fera le nécessaire pour établir la liste des membres de la commission parlementaire, p. 113. — Vote sur les motions. — Déclare que le gouvernement soumettra d'urgence à la commission de l'intérieur du Sénat, le problème posé par l'interpellation, p. 202. — Observations, p. 207.
- Budgets du premier ministre pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la section législative du conseil d'Etat et concernant les fonctions proprement dites du premier ministre, p. 352. — Budget 1951. — Article unique. — Observations, p. 353.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 382. — Invite le Sénat à repousser l'ajournement du projet et déclare que le gouvernement appliquera la loi sur la base des promesses faites à la Chambre, p. 384. — Observations, p. 385. — Fait remarquer que l'intérêt de l'Etat s'oppose à la régularisation massive à titre définitif de tous les agents temporaires et que le gouvernement étudie un projet de loi qui réglera la situation du personnel temporaire des provinces et des communes, p. 488.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que les engagements pris par le gouvernement le 15 juillet 1949 à Luxembourg doivent être ratifiés et justifie les mesures militaires proposées par le projet, pp. 1200-1202.
- S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par le Sénat à la mémoire du président de la République Portugaise, le maréchal Carmona, p. 1225.
- Motion d'ordre de M. Buisseret, qui répond à un démenti que le premier ministre lui aurait donné à l'autre Chambre (aff. Socobelge). — Observation, p. 1292.

Pholien (suite)

- S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu par M. le président du Sénat à la mémoire du comte Henry Carton de Wiart, ministre d'Etat et membre de la Chambre des représentants, p. 1331.
- Interpellation de M. Catteau à M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur sur la non-exécution des engagements qu'ils ont pris et réitérés devant le Sénat à la suite de son interpellation relative à la publication des résultats du recensement linguistique de 1947. — Discussion. — Discours : Déclare que le gouvernement entend agir avec loyauté et qu'il attend les suggestions de la commission Harmel, p. 1402.
- Fait, au nom du gouvernement, une déclaration relative à la cessation de l'Etat de guerre avec l'Allemagne, p. 1943.
- Annonce, au nom du gouvernement, qu'il a présenté la démission du gouvernement au Roi et que Sa Majesté a prié le gouvernement de poursuivre son activité, p. 1950.
- Motion d'ordre de M. Gillon concernant la distribution du travail parlementaire. — Observation concernant le dépôt des budgets, p. 1957.

Pincé, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

- Doc.** — N° 272. Rapport : Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires et exceptionnelles du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948.
- Ann.** — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. Discussion générale. — Discours : Concernant : la liquidation trop lente des dossiers relatifs aux dommages de guerre, la nécessité d'assouplir la procédure en matière de dommages de guerre, le problème des experts, la révision des coefficients et l'opportunité de rouvrir les délais pour l'introduction des demandes d'indemnisation de dommages de guerre, p. 1015.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires et exceptionnelles du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948. — Dépose le rapport, p. 1333.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Pontus, sénateur provincial de Liège.

- Doc.** — N° 134. Proposition de loi levant la prescription prévue par la loi sur les allocations familiales en faveur des communes annexées à l'Allemagne le 23 mai 1940.
- N° 187. Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arriérés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est.
- N° 188. Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants ressortissants d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith.
- Ann.** — Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le personnel de la région de l'est, p. 347.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la suppression des allocations familiales aux familles habitant les cantons de l'est, durant la période de 1940 à 1945, p. 660.
- Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arriérés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est. — Dépose la proposition, p. 986.
- Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants ressortissants d'Eupen-Malmédy-Saint-Vith. — Dépose la proposition, p. 986.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Pontus (suite)

- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion des articles. Article 20. — Intervention, p. 1928.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

R**Rassart, sénateur provincial de Liège.**

- Doc.** — N° 322. Rapport : Projet de loi autorisant le cumul du traitement dû aux agents de renseignements et d'action avec les avantages découlant du statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit.
- N° 423. Proposition de loi relative à la fabrication et au commerce des armes et des munitions et au port d'armes.
- N° 424. Proposition de loi instituant le contrôle général des firmes se livrant à la fabrication ou au commerce d'armes de guerre ou d'armes à feu de défense ou de munitions destinées à ces armes.
- N° 425. Proposition de loi instituant le contrôle du prix de revient des fournitures d'armements faites au ministère de la défense nationale et le contrôle des bénéfices réalisés par les entreprises à l'occasion de ces fournitures.
- Ann.** — Projet de loi fixant pour l'année 1951 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Discours : Déclare que son parti est prêt à soutenir tout effort sérieux de défense dans le cadre de la sécurité collective, mais qu'il ne peut faire confiance au gouvernement actuel, p. 441.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le premier ministre avait annoncé son intention de doubler le temps de service avant que les éléments du problème de la défense nationale lui soient connues, demande que les bénéfices exceptionnels réalisés pendant le second semestre de 1950 soient taxés et qu'un contrôle soit effectué sur le négoce des armes, proteste contre la politique du gouvernement en ce qui concerne les écoles publiques et la libération des inciviques, souligne la faiblesse de notre appareil militaire, estime que hommes et femmes doivent participer à la défense du pays et donne les motifs pour lesquels il ne peut suivre le gouvernement, pp. 1156-1160. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le département établit des discriminations entre les prisonniers de guerre, notamment en matière d'apprentissage professionnel, aborde le problème de la coordination des forces de l'intérieur et le problème de la sélection des officiers et sous-officiers de réserve et attire l'attention sur les grèves éclatées après le vote des vingt-quatre mois de service, pp. 1335-1336.

Rassart (suite)

- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion des articles. — Art. 12. — Intervention, p. 1428.
- Projet de loi autorisant le cumul du traitement dû aux agents de renseignements et d'action avec les avantages découlant du statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit. — Dépose le rapport, p. 1472.
- Budgets des dépenses et recettes extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les travaux à exécuter dans l'agglomération liégeoise, la reconstruction de l'école sinistrée de Lodomez et le rôle de l'administration de l'urbanisme, p. 1772.
- Proposition de loi instituant le contrôle du prix de revient des fournitures d'armements faites au ministère de la défense nationale et le contrôle des bénéfices réalisés par les entreprises privées à l'occasion de ces fournitures. — Dépose la proposition, p. 1812.
- Proposition de loi relative à la fabrication et au commerce des armes et des munitions et au port des armes. — Dépose la proposition, p. 1812.
- Proposition de loi instituant le contrôle général des firmes se livrant à la fabrication et au commerce d'armes de guerre ou d'armes à feu de défense ou de munitions destinées à ces armes. — Dépose la proposition, p. 1812.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Remson, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

- Ann.** — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la réglementation de l'assurance-maladie-invalidité et concernant la situation des invalides malades, p. 626.
- Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg, et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Roelandts, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

- Ann.** — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Roelandts (suite)

- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Rolin, sénateur coopté.

- Doc.** — N° 87. Proposition de loi apportant une nouvelle modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles.
- N° 95. Proposition de loi portant modification de l'article 20 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.
- N° 222. Sous-amendement à l'amendement de MM. Vreven et consorts : Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif.
- N° 232. Rapport : Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles relatives aux faits et actes juridiques accomplis pendant l'occupation ennemie dans les territoires belges soumis de force à la législation allemande.
- N° 241. Sous-amendements aux amendements du gouvernement : Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles relatives aux faits et actes juridiques accomplis pendant l'occupation ennemie dans les territoires belges soumis de force à la législation allemande.
- N° 243. Amendements : Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles relatives aux faits et actes juridiques accomplis pendant l'occupation ennemie dans les territoires belges soumis de force à la législation allemande.
- N° 281. Rapport : Projets de loi : 1° portant approbation de la convention entre le royaume de Belgique et le royaume des Pays-Bas, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, signée à La Haye, le 25 septembre 1948; 2° portant approbation de la convention entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le capital, signée à Luxembourg le 9 octobre 1948.
- N° 286. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à Paris le 9 décembre 1948 par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, au cours de sa troisième session.
- N° 406. Rapport : Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers.
- Ann.** — Nomination du bureau définitif. — Premier vice-président : Présente la candidature de M. Matagne, p. 4.
- Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la rémunération des huissiers, la réforme de la procédure pénale, les garanties de la liberté individuelle, la protection de l'enfance, le régime de la probation, les nominations, le problème de la répression et le problème des exécutions, pp. 24 à 27.
- Interpellation de M. Crahay à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique et de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Vote sur les motions. — Observations, p. 202.
- Proposition de loi apportant une nouvelle modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la libération et la condamnation conditionnelles. — Dépose la proposition, p. 395.
- Projet de loi fixant pour l'année 1951 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'incidence de la politique étrangère sur le projet, p. 443.
- Proposition de loi portant modification de l'article 20 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive. — Dépose la proposition, p. 483.
- Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — Motive son vote, p. 493. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 493.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Motion d'ordre de M. Doutrepoint demandant de renvoyer en commission les amendements au budget du ministère de l'instruction publique pour 1951. — Observations, p. 562.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat. — Discussion générale. — Observations, p. 716. — Discussion de l'article unique : Intervention, p. 848.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique. — Discussion générale et vote des articles. — Art. 3. — Observation, p. 824.
- Projet de loi modifiant à partir de l'exercice 1951 les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnées par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion des articles. — Art. 18. — Observation au sujet du cumul des revenus des époux, p. 913.

Rolin (suite)

- Proposition tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des séquestres. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la proposition n'a aucune portée politique partisane, parle des abus qui ont été constatés, justifie l'amendement qu'il a déposé et parle de la contre-attaque dirigée par l'Office des séquestres contre le parlement, pp. 928 et 929.
- Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — Justifie son vote, p. 1097. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — Justifie son vote, p. 1097. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Déclare que son groupe est d'accord en ce qui concerne le principe d'un renforcement de notre défense nationale, mais qu'il ne peut en approuver les modalités, estime que la politique de paix qui devrait accompagner le réarmement est déficiente, attire l'attention sur l'attitude du gouvernement à l'égard du problème allemand et du problème espagnol, déclare ne pas pouvoir se rallier à la politique du gouvernement à l'égard du problème russe, estime qu'il faudrait faire un effort en vue du désarmement, attire l'attention sur la nécessité de protéger la population contre certaines actions stratégiques, proteste contre la libération des inciviques et donne les motifs pour lesquels il ne peut se rallier aux vingt-quatre mois de service et au régime des exemptions, pp. 1104 à 1113. — Justifie à nouveau son point de vue, p. 1206. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Proposition de loi relative aux pulvérisations et arrosages pendant la floraison au moyen de produits insecticides. — Discussion générale. — Discours : fait remarquer que lorsqu'un insecticide est inutilement utilisé on se trouve devant un cas d'application de l'article 1382 du Code civil, p. 1244.
- Interpellation de M. Coulonvaux au sujet de la libération des inciviques Poulet et Romsée. — Observation concernant l'inscription à l'ordre du jour, p. 1254.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Discussion générale. — Observations, p. 1259. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 4, p. 1262. — Art. 16, p. 1267.
- Projet de loi déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusivement à l'Allemagne. — Discussion générale. — Discours : expose le but du projet, p. 1275. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 1^{er}, p. 1275. — Art. 3, p. 1276. — Art. 6, p. 1277. — Art. 10, p. 1279. — Art. 11, p. 1279. — Art. 14, p. 1280. — Art. 16, p. 1281.
- Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesure décidées par le conseil de sécurité des Nations unies. — Discussion des articles. — Art. 2. — Observation, p. 1306.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le réarmement moral, le danger d'exagérer la situation internationale et le problème des objections de conscience, p. 1348.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à Paris le 9 décembre 1948 par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies au cours de sa troisième session. — Discussion générale. — Discours : Evoque le drame affreux qu'a connu l'humanité dans les années 1940 à 1944 et expose la portée de la convention, p. 1407.
- Projet de loi portant approbation de la convention entre le royaume de Belgique et le royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions en matières d'impôts sur le capital, signée à La Haye, le 25 septembre 1948. — Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le capital, signée à Luxembourg, le 9 octobre 1948. — Discussion générale. — Discours : Concernant la signification d'une égalisation des charges financières, p. 1410. — S'abstient au vote sur le premier projet (Pays-Bas), p. 1453.

Rolin (suite)

- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 11, p. 1497. — Art. 14, p. 1502. — Art. 20, p. 1508.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Intervention concernant la proposition d'ajournement, p. 1844. — Discours : Déclare que le projet soulève une série de questions juridiques, p. 1847.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Renvoi en commission. — Discours : Invite le président à solliciter l'avis du Conseil d'Etat, p. 1912.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 1^{er}, p. 1921-1922. — Art. 9, p. 1924. — Art. 14, p. 1926. — Art. 16, p. 1927. — Art. 24, p. 1929. — Art. 35, p. 1931. — Art. 38, p. 1932. — S'abstient au vote, p. 1935.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Doutrépoint à l'article 1^{er}, p. 1888.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — Justifie l'abstention de son groupe au vote du projet, p. 1953. — S'abstient au vote, p. 1956.
- Remercie le président pour la remarquable façon dont il a conduit les débats. — Remercie également le personnel du Sénat, p. 1957.

Rolland, sénateur coopté.

- Ann.* — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : les mesures étroites qui empêchent le développement de l'enseignement primaire, le manque d'écoles gardiennes en Belgique, l'enseignement normal, l'enseignement professionnel féminin, la structure de l'enseignement technique, pp. 530-534.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi réglant l'octroi de subventions aux établissements d'enseignement moyen libre. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les subsides à l'enseignement normal libre, la question des diplômes et des minima de population scolaire, pp. 1810 à 1812.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.
- Ronse, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.**
- Doc.* — N° 8 : Proposition de loi sur le contrôle des entreprises financières.
- N° 23. — Rapport : Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.
- N° 55. — Rapport : Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers.
- N° 60. — Rapport : Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat.
- N° 63. — Rapport : Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1951.
- N° 81. — Rapport complémentaire : Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur.
- N° 154. — Rapport : Proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 14 août 1947 concernant les traitements des magistrats de l'Ordre judiciaire et les traitements des greffiers des Cours, tribunaux et justices de paix.

Ronse (suite)

- N° 155. — Rapport : Proposition de loi interprétant l'alinéa 5 des articles 3 et 5 de la loi du 1^{er} juin 1949 modifiant et complétant la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'Ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix.
- N° 162. — Rapport : Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.
- N° 194. — Rapport : Projet de loi sur la police des étrangers.
- N° 211. — Rapport : Projet de loi modifiant les dispositions en matière de procédure et de priorités de la loi du 1^{er} octobre 1947, relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés.
- N° 218 : Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire.
- N° 235. — Rapport : Budget du ministère des finances pour l'exercice 1951.
- N° 246 : Proposition de loi relative aux ventes forcées pendant l'occupation.
- N° 261 : Proposition de loi relative à la situation fiscale en matière de contributions directes des organismes s'occupant du logement des personnes peu aisées.
- N° 262. — Rapport : Projet de loi relatif à l'octroi d'une pension au personnel subalterne de l'école provinciale supérieure du travail à Gand, transféré à l'école de médecine vétérinaire annexée à l'université de Gand.
- N° 267. — Rapport : Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres belges et congolais détenus en Belgique.
- N° 344. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs de contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois.
- N° 389. — Rapport : Proposition de loi instituant la possibilité de révision de la taxation fiscale, pour l'exercice 1946, des sociétés coopératives composées en ordre principal d'associés actifs.
- N° 410. — Rapport : Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce.
- N° 432. — Rapport : Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin.
- Ann.** — Proposition de loi sur le contrôle des entreprises financières. — Dépose la proposition, p. 10.
- Nomination des membres du conseil de gestion de l'I. N. R. — Discours : Présente les candidatures de MM. Depresseux et Borne, p. 51.
- Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. — Dépose le rapport, p. 60. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet constitue un pas en avant dans la bonne voie, parce qu'il met fin au régime de l'hypothèque occulte, p. 98.
- Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Justifie son vote, p. 168. — S'est abstenu au vote, p. 168.
- Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers. — Dépose le rapport, p. 202. — Demande la discussion d'urgence, p. 203.
- Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 220.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Dépose le rapport, p. 226.
- Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Discours : Propose l'adoption du projet, p. 244.
- Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur. — Dépose le projet complémentaire, p. 274.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le projet offre la possibilité de fournir du bon personnel à l'Etat, p. 487.
- Projet de loi concernant l'approbation des trois conventions relatives au chèque, conclues à Genève le 19 mars 1931.
- Projet de loi concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance des projets pour la vie économique du pays et regrette que le projet de loi relatif aux billets à ordre ne soit pas encore approuvé par la Chambre, p. 807.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Dépose le rapport, p. 852. — Discussion générale. Discours : Expose la méthode suivie en ce

Ronse (suite)

- qui concerne l'élaboration du projet et souligne les grandes réformes proposées par le projet, pp. 874 à 876. — Discussion des articles. — Article 7bis. — Intervention, p. 900.
- Proposition tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des séquestres. — Discussion générale. — Discours : Souligne en quoi consiste une commission d'enquête parlementaire, déclare qu'il n'existait aucune base à une demande d'enquête, souligne à quel contrôle est soumis l'Office des séquestres, estime que le pouvoir législatif n'a pas rempli son devoir à l'égard de l'Office des séquestres et déclare que la tâche d'une commission d'enquête serait tellement vaste qu'elle pourrait difficilement la mener à bonne fin, pp. 923 à 927.
- Projet de loi sur la police des étrangers. — Dépose le rapport, p. 963.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'action de l'Union interparlementaire et les résolutions votées par la conférence de Dublin, p. 1009.
- Proposition de loi interprétant l'alinéa 5 des articles 3 et 5 de la loi du 1^{er} juin 1949 modifiant et complétant la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix. — Dépose le rapport, p. 807. Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition, p. 1064.
- Proposition de loi complétant l'article 2 de la loi du 14 août 1947, concernant les traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et les traitements des greffiers des cours, tribunaux et justices de paix. — Dépose le rapport, p. 807. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée de la proposition, p. 1064.
- Projet de loi sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Discours : Souligne les principes fondamentaux sur lesquels est basé le projet, p. 1065. — Discussion des articles. — Article 4. — Intervention, p. 1068. — Article 5. — Intervention, p. 1068. — Article 15. — Intervention, p. 1070.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939, et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote sur les linéas 2 et 3 du 2^e de l'article 29, p. 1216. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Proposition de loi relative aux traitements des membres de l'ordre judiciaire. — Dépose la proposition, p. 1170.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et le sous-amendement de MM. Rolin et Flamme à l'article 3, p. 1215. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven à l'article 4, p. 1215. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1218.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — S'abstient au vote, p. 1218.
- Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la France relative au service militaire, signée à Paris le 29 août 1949. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Projet de loi modifiant la loi du 23 juin 1894 portant révision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Projet de loi complétant la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, modifiée par les lois des 4 juin 1921, 20 juillet 1921 et 13 juillet 1930 et relative à la pension des membres de la dite Cour. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930 créant la régie des télégraphes et des téléphones. — S'abstient au vote, p. 1219.
- Projet de loi portant approbation du troisième protocole, signé à La Haye le 24 mai 1949, additionnel à la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, signée à Londres le 5 septembre 1944. — S'abstient au vote, p. 1220.
- Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1^o accord de paiements et de compensation entre les pays européens et annexes A, B, C, signés à Paris

Ronse (suite)

- le 16 octobre 1948; 2° accord de paiement et de compensation entre les pays européens pour 1949-1950 et annexes A, B, C, D, signés à Paris le 7 septembre 1949; 3° convention de prêt entre la Belgique et la France et annexes, signés à Paris le 7 septembre 1949; 4° convention de prêt entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, annexes et protocole, signés à Paris le 7 septembre 1949; 5° convention de prêt entre la Belgique et les Pays-Bas, annexes et protocole, signés à Paris le 7 septembre 1949. — S'abstient au vote, p. 1220.
- Projet de loi modifiant la loi du 25 février 1948 concernant le rajustement des traitements du corps enseignant des universités de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 1220.
- Projet de loi modifiant les dispositions en matière de procédure et de priorités de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Dépose le rapport, p. 1204. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet et souligne les grandes modifications en ce qui concerne les attributions des directions provinciales, p. 1228.
- Budget du ministère des finances pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1238.
- Proposition de loi relative aux ventes forcées pendant l'occupation. — Dépose la proposition, p. 1255.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Projet de loi interprétant, complétant et modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — Discussion des articles. — Article 4. — Intervention, p. 1307.
- Budgets du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le ministre suit la politique financière de son prédécesseur, parle de la tâche du ministre des finances, souligne le progrès réalisé en matière de taxe professionnelle et de contribution foncière, estime qu'une rationalisation de l'administration peut seule améliorer la situation actuelle et souligne les causes ayant entraîné des arriérés fiscaux, pp. 1313 à 1315.
- Proposition de loi relative à la situation fiscale en matière de contributions directes des organismes s'occupant du logement des personnes peu aisées. — Dépose la proposition, p. 1309.
- Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres belges et congolais détenus en Belgique. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer qu'il existe une jurisprudence appliquée par le ministère lors de la déclaration tardive d'effets et qu'il n'y a aucune raison qui justifierait l'adoption de la proposition, p. 1378.
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs des contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Dépose le rapport, p. 1564.
- Proposition de loi instituant la possibilité de révision de la taxation fiscale pour l'exercice 1946 des sociétés coopératives composées, en ordre principal, d'associés actifs. — Dépose le rapport, p. 1812.
- Projet de loi relatif à la classification des tribunaux de première instance et de commerce. — Dépose le rapport, p. 1812.
- Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Discours : Demande de ne pas adopter l'amendement présenté par M. Vermeulen, p. 1893.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Renvoi en commission. — Discours : Invite le président à solliciter l'avis du Conseil d'Etat, p. 1912.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du Roi Baudouin. — Dépose le rapport et en donne lecture, p. 1951.
- Remercie le président pour la remarquable façon dont il a conduit les débats. — Remercie également le personnel du Sénat, p. 1957.

S

Santens, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

Ann. — Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote, p. 494.

Schot, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

- Doc.* — N° 28 : Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital.
- N° 120 : Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code civil relatives à l'administration du tuteur.
- N° 121 : Proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habitations moyennes.
- N° 122 : Proposition de loi relative aux billets de banque perdus ou volés.

Schot (suite)

- N° 175 : Amendements : Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948.
- N° 212. Rapport : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1° accord de paiements et de compensation entre les pays européens et annexes A, B, C, signés à Paris le 16 octobre 1948; 2° accord de paiements et de compensation entre les pays européens pour 1949-1950 et annexes A, B, C, D, signés à Paris le 7 septembre 1949; 3° convention de prêt entre la Belgique et la France et annexes, signés à Paris le 7 septembre 1949; 4° convention de prêt entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, annexes et protocole, signés à Paris le 7 septembre 1949; 5° convention de prêt entre la Belgique et les Pays-Bas, annexes et protocole, signés à Paris le 7 septembre 1949.
- N° 238. Rapport : Budget de la dette publique pour l'exercice 1951.
- N° 386. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention signée à Luxembourg le 12 septembre 1950, portant modification de la convention entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg établissant une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, signée à Bruxelles le 23 mai 1935.
- N° 390. Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175, du 13 juin 1935, portant création d'un institut de réescompte et de garantie.
- N° 396. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.
- N° 434. Proposition de loi relative aux fusions et scissions d'associations sans but lucratif.
- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945, établissant un impôt sur le capital. — Discussion générale. — Discours : Demande que l'administration des contributions use de circonspection et de modération et que le délai soit prorogé pour les contribuables ayant introduit tardivement une réclamation, p. 78. — Discussion de l'article 5 : Intervention, p. 79.
- Observations relatives à la motion d'ordre de M. Bouilly, p. 98.
- Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : Estime que les inconvénients et tous les effets nocifs de l'hypothèque légale et du privilège subsistent en matière fiscale, p. 115.
- Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : L'approvisionnement du pays, les réserves de froment, la question du sucre et Benelux, p. 235.
- Budgets du ministère des colonies pour les exercices 1950 et 1951; projets coloniaux se rapportant aux exercices 1937, 1938, 1939, 1947, 1949 et 1950; interpellation de M. Buisseret concernant l'enseignement supérieur destiné aux noirs de la colonie. — Discussion générale. — Discours : Concernant : La politique coloniale, la base de Kamina, le développement du Congo, la décentralisation au Congo et le plan décennal, p. 288.
- Motion d'ordre de M. Dierckx, concernant la discussion du budget des voies et moyens pour 1951. — Observations, p. 272.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : La situation de la Trésorerie au moment où M. Van Houtte a été chargé du département des finances, la perception d'arriérés d'impôts, la Caisse autonome des Dommages de Guerre, les accords avec la Hollande, l'estimation des recettes et le déséquilibre entre les différentes catégories de contributions, pp. 408 à 410.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 21. — Observations au sujet de l'inscription des crédits pour le chômage, p. 667.
- Budgets du ministère des affaires économiques pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la panique qui a régné parmi les ménagères en septembre 1950, l'insuffisance des approvisionnements dans le pays, le financement de notre équipement militaire, le financement d'importations et le plan Schuman, pp. 702 et 703.
- Projet de loi abolissant le droit d'accise sur les allumettes, les appareils d'allumage, l'acide acétique et les vinaigres. — Discussion générale. — Discours : Justifie son abstention au vote en commission et estime qu'il ne peut y avoir d'engagement dans le domaine international, p. 723.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Donne les raisons pour lesquelles on n'a pas encore pu rédiger un Code des impôts sur le revenu et parle de la charge des impôts et de leur perception, pp. 882 à 884. — Discussion des articles. — Art. 7bis. — Observation, p. 900. — Art. 9.

Schot (suite)

- Intervention concernant le sort réservé, au point de vue fiscal, à l'indemnité de réquisition ou d'expropriation, p. 902. — Art. 9bis. — Intervention, p. 902. — Art. 11. Intervention, p. 905. — Art. 18. — Intervention, p. 909. — Intervention au sujet de la taxation des personnes physiques et sociales, pp. 916 à 918. — Intervention au sujet de la taxation des coopératives, p. 920. — Art. 25. — Intervention, p. 937. — Art. 27bis. — Intervention, p. 938. — Art. 30. — Intervention, p. 941. — Art. 31. — Intervention, p. 946. — Art. 38. — Intervention, p. 952.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — Projet de loi concernant les accises. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur le caractère du projet portant ratification d'un traité international et estime que ce projet porte atteinte à notre liberté; quand au second projet, fait remarquer qu'il est possible de réaliser l'union économique sans aller jusqu'à l'unification des droits d'accise, fait remarquer que le vote du second projet entraînerait une diminution sensible des recettes et souligne les causes de mécontentement à l'égard de la Hollande, p. 1071 à 1074.
- Projet de loi concernant les accises. — Discussion des articles. — Art. 25. — Observations concernant le régime de l'alcool, p. 1086.
- Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930, créant la régie des télégraphes et des téléphones. — Discussion générale. — Observations, p. 1186.
- Budgets du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la charge de la dette publique, le marché de la rente en Belgique, le rôle que jouent les banques dans la dette de l'Etat, la dette à court terme et la ratification de conventions conclues avec la Hollande, p. 1322.
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs des contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Discussion générale. — Discours : fait remarquer que les inspecteurs ne se prononceraient pas dans les matières où ils siègent comme instructeurs, p. 1616.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935, portant création d'un institut de réescompte et de garantie. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'activité et le rôle de l'institut de réescompte, p. 1858.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il est inopportun d'ajourner le projet, p. 1920.

Segers, ministre des communications.

- Ann.** — Nomination des membres du conseil de gestion de l'I. N. R. — Discours : Déclare que la proposition de M. Ronse est logique, p. 52.
- Dépose les comptes de l'I. N. R. arrêtés au 31 décembre 1949, p. 244.
- S'associe à l'hommage rendu par M. le président, aux victimes des catastrophes de chemin de fer de Poix-Saint-Hubert et Kontich, p. 244.
- Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation financière de la S. N. C. F. B., le plan d'assainissement, l'électrification du réseau, la modernisation du matériel roulant, le personnel des chemins de fer, l'organisation des transports en commun dans l'agglomération bruxelloise, la Sabena, les lignes maritimes, la régie des postes, l'I. N. R., le problème de la télévision et le tourisme, pp. 340 à 346. — Répond aux différents orateurs, p. 351. — Répond à M. Meunier, p. 377.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la réglementation du maillage des filets de pêche et des tailles limites des poissons et des annexes, signés à Londres le 5 avril 1946. — Discussion générale. — Observation, p. 716.
- Projet de loi portant approbation de l'accord entre le gouvernement royal belge et le gouvernement royal hellénique relatif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs, signé à Athènes le 21 juin 1949. — Discussion générale. — Observation, p. 717.
- Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de l'Office nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Répond aux observations, p. 828.
- Interpellation de M. Doutrepoint : a) à M. le ministre des communications en vue de faire rapporter une mesure qui est illégale et qui constitue un abus de pouvoir de sa part; b) à M. le ministre de l'intérieur, en vue de faire régler un incident avec le Conseil d'Etat. — Discussion. — Discours : Déclare que des secours ont été accordés uniquement à douze

Segers (suite)

- agents nécessaires, victimes de mesures injustes et donne connaissance des textes sur lesquels il s'est basé pour prendre une décision, pp. 856 à 858.
- Interpellation de M. Doutrepoint à MM. les ministres des finances, des communications et de la reconstruction au sujet de la délibération du conseil des ministres, en date du 1^{er} décembre 1950, adressée le 6 dito par la Cour des comptes au Sénat et relative à la reprise de la section belge du chemin de fer Malines-Terneuzen, en méconnaissance des droits du parlement. — Discussion. — Discours : Expose les circonstances dans lesquelles la convention entre l'Etat belge et la Société du Chemin de Fer Malines-Terneuzen a vu le jour et déclare qu'un projet de loi sera déposé dans le plus bref délai afin de ratifier cette convention, p. 860.
- Projet de loi portant approbation de la convention relative à la création d'une organisation maritime consultative intergouvernementale et des annexes, signées à Genève le 6 mars 1948. — Discussion générale. — Discours : Invite le Sénat à approuver la convention, p. 1239.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Traite des points suivants : le développement du réseau, la situation financière de la régie et les problèmes relatifs au personnel de la régie, p. 1290. — Discussion des articles. — Art. 3 : Observation, p. 1294.

Servais (L.), sénateur coopté.

- Doc.** — N° 105. Proposition de loi relative à la comptabilité des commerçants.
- N° 258. Rapport : Projet de loi tendant à accorder certaines exemptions fiscales à la « United States Educational Foundation in Belgium », créée par l'accord pour le financement d'un programme culturel et éducatif entre les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, d'autre part, signé à Bruxelles le 8 octobre 1948.
- N° 259. Rapport : Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 11 août 1933 abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 31 mai 1933 ainsi que l'arrêté royal complémentaire du 17 juin 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté.
- N° 268. Rapport : Projet de loi modifiant les articles 45 et 46 des lois coordonnées sur les pensions militaires.
- N° 401. Rapport : Budgets des dotations pour les exercices 1950 et 1951.
- N° 402. Rapport : Projet de loi attribuant une dotation à S. A. R. le prince Charles de Belgique.
- Ann.** — Proposition de loi relative à la comptabilité des commerçants. — Dépose la proposition, p. 515.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème des prix et salaires, les conséquences sociales du chômage, la gestion de la sécurité sociale, le secteur des allocations familiales, les abus en matière d'assurance maladie-invalidité, le problème de l'assurance libre contre la maladie et l'assurance complémentaire de l'assurance obligatoire, pp. 622-625.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Déclare que des améliorations intéressantes pourraient encore être apportées au projet, mais que celles-ci n'entraîneraient une refonte complète des pensions de vieillesse, p. 417.
- Projet de loi tendant à accorder certaines exemptions fiscales à la « United States Educational Foundation in Belgium », créée par l'accord pour le financement d'un programme culturel et éducatif entre les Etats-Unis, d'une part, et la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, d'autre part, signé à Bruxelles le 8 octobre 1948. — Dépose le rapport, p. 1309.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 11 août 1933 abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 31 mai 1933 ainsi que l'arrêté royal complémentaire du 17 juin 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. — Dépose le rapport, p. 1309.
- Projet de loi modifiant les articles 45 et 46 des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Dépose le rapport, p. 1333.
- Projet de loi attribuant une dotation au prince Charles de Belgique. — Dépose le rapport, p. 1810.
- Projets de loi contenant le budget des dotations pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 1810.

Servais (M), sénateur provincial de Namur.

- Doc.** — N° 109. Rapport. Projet de loi relatif à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale.
- N° 179. Rapport : Projet de loi étendant aux anciens combattants, aux résistants, aux prisonniers politiques, aux réfractaires et aux déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, l'application de la loi du 15 mars 1938, instituant l'Œuvre nationale des anciens combattants, déportés et prisonniers politiques de la guerre 1914-1918.

Servais (M.) (suite)

N° 342. Rapport : Projet de loi relatif à l'introduction des demandes pour le bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des étrangers prisonniers politiques, des résistants par la presse clandestine, des résistants civils, des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, et organisant la reconnaissance à titre posthume de la qualité de résistant par la presse clandestine, de résistant civil, de réfractaire et de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le vote d'un budget n'implique pas nécessairement l'approbation des mesures prises par un gouvernement et qui ne sont pas connues au préalable, p. 49.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion des articles. — Art. 1. — Observations, p. 471.

Donne lecture du rapport concluant à l'admission de M. Hody comme membre du Sénat, p. 530.

Projet de loi relatif à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale. — Dépose le rapport, p. 561.

Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la circulaire du 6 janvier 1950 relative aux travaux et emprunts communaux, la nécessité de revoir certains critères de la répartition du fonds des communes et l'utilité d'une réforme des institutions communales et provinciales, p. 785.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la lenteur dans la liquidation des indemnités pour dommages de guerre et concernant la réparation des petits dommages, p. 1039.

Projet de loi relatif à l'introduction des demandes pour le bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des étrangers prisonniers politiques, des résistants par la presse clandestine, des résistants civils, des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, et organisant la reconnaissance à titre posthume de la qualité de résistant par la presse clandestine de résistant civil, de réfractaire et de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945. — Dépose le rapport et demande la discussion d'urgence, p. 1542.

Sledsens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 428. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1951, sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation créée par l'attitude de la Société nationale pour la Petite Propriété terrienne en matière de crédit aux petits cultivateurs, le problème du logement à la campagne, la coordination des intérêts familiaux, les allocations familiales et l'utilité d'une réforme du système électoral, p. 69.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'agriculture dans le cadre de Benelux, le secteur horticole dans l'économie générale du pays, la culture des fleurs, la fixation des prix minima et le système de distribution, pp. 214 à 216.

Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'autonomie communale, le problème des grandes agglomérations, la répartition du fonds des communes, les dépenses communales relatives au chômage, la comptabilité des communes, la situation des receveurs régionaux, la perception d'impôts et le problème de l'épuration, pp. 757-761.

Interpelle M. le ministre des travaux publics « sur l'état du pont provisoire (sur le canal Albert) situé sur le territoire de Wijnegein et la route Anvers-Turnhout, p. 805.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la reconstruction de la Tour de l'Yser, la priorité accordée aux sinistrés âgés de plus de 65 ans, la question des experts et les dommages aux arbres fruitiers, p. 1018.

Proposition de loi relative aux pulvérisations et arrosages pendant la floraison au moyen de produits insecticides. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que les pulvérisations dans la région anversoise n'ont pas donné de résultats, mais au contraire ont causé des dégâts, p. 1243.

Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer qu'après le vote de la loi, une proposition modifiant cette loi et rétablissant les valeurs morales de la famille sera déposée, p. 1417.

Sledsens (suite)

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951, et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lenteur administrative des services de l'urbanisme, la lenteur dans la réfection de la route nationale Anvers-Gand, le manque de coordination lors de l'établissement de grand-routes, la reconstruction des ponts en pays flamand et les possibilités de travail des entrepreneurs qui jouissent à nouveau de leurs droits civils, p. 1750.

Proposition de loi modifiant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Dépose la proposition, p. 1810.

Slegten, sénateur provincial de Limbourg.

Ann. — Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. S'abstient au vote, p. 494.

Sobry, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

Ann. — Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la rentabilité de l'agriculture, Benelux et le protocole de Luxembourg, le plan quinquennal pour la réforme interne et structurelle de l'agriculture, l'amélioration du bétail et les tracteurs agricoles, p. 203.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote, p. 949.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dommages de guerre provoqués par les inondations, les charges fiscales pesant sur les sinistrés et les dommages occasionnés en 1914-1918 au clocher et aux voies publiques de Nieupoort, p. 1016.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les mesures militaires prévues sont nécessaires, regrette que depuis la guerre la formation d'un cadre de réserve ait été négligé et que les lois linguistiques n'aient pas été respectées à l'armée, et demande de prévoir des congés agricoles durant la seconde année du service militaire, pp. 1195-1196.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951, et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le grand intérêt que présente la bonne tenue des routes rurales et concernant l'état lamentable des chemins de halage le long de l'Yser et du canal de Lo, p. 1775.

Spaak (Mme), sénateur coopté.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les subsides accordés à l'Œuvre nationale de l'enfance, l'aide accordée aux victimes de catastrophes minières, et l'égalité de tous les orphelins, p. 135.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Plaide en faveur du volontariat féminin, p. 1170. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Dautrepoint à l'article 1^{er}, p. 1888.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Spreutel, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la question des hangars à marchandises de Mons et de Tournai et concernant l'évacuation des locaux de l'arsenal de Cuesmes, p. 331.

Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Spreutel (suite)

- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote p. 1956.

Struye, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, président du Sénat.

- Ann.* — Proclamé président du Sénat, p. 4. — Prononce son discours, p. 5.
- Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 168.
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951. — Vote des amendements et articles réservés. — Article 21 (1^o). — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Verbert, p. 164. — Article 21 (8^o). — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Machtens et Buisseret, p. 164.
- Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Harmegnies à l'article 18, p. 943.
- Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946. — S'abstient au vote sur la proposition de renvoi en commission, p. 1906.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — S'abstient au vote, p. 1935.

T**Taillard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

- Doc.* — N° 248. Proposition de loi tendant à diminuer le prix du papier-journal.
- Ann.* — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la répression de l'incivisme, les crimes restés impunis et l'assassinat du député Lahaut, pp. 20 à 22.
- Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — Discussion générale. — Discours : déclare que son groupe ne pourra pas s'associer à l'envoi d'un corps expéditionnaire en Corée, p. 333.
- Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la forte augmentation des dépenses militaires, la diminution des dépenses prévues pour la sécurité sociale et pour la construction d'écoles, l'augmentation de la dette publique résultant des crédits Marshall et la politique fiscale, pp. 456-457.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 499.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'attitude et les déplacements du ministre de l'intérieur et le rôle de la garde territoriale et des bataillons de sécurité, pp. 780-781.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation de la Belgique au sein de l'O. E. C. E. et de l'Union des paiements européens, la réalisation de l'Union économique avec la Hollande, l'incidence du plan Schuman sur l'industrie charbonnière belge et sur les salaires, le réarmement de l'Allemagne et le programme de paix présenté par M. Vichinsky, pp. 994 à 997.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet aura des répercussions budgétaires et économiques désastreuses, fait un parallèle entre les dépenses militaires de l'U. R. S. S. et celles des Etats-Unis, et parle des propositions de paix formulées par l'U. R. S. S., pp. 1171-1173.
- Proposition de loi tendant à diminuer le prix du papier-journal. — Dépose la proposition, p. 1283.

Taillard (suite)

- Projet de loi interprétant, complétant et modifiant la loi du 20 décembre 1950 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. — S'abstient au vote, p. 1308.
- Budgets du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'arriéré des impôts, le paiement anticipatif des impôts moyennant une réduction de 10 p. c., la taxe forfaitaire frappant les rémunérations allouées aux femmes mariées et la capacité de production du département des finances, pp. 1316-1318.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Souligne les sacrifices imposés à la classe ouvrière et les conséquences de la prolongation de la durée du service militaire et déclare que la politique du gouvernement mène à la faillite économique et à la régression sociale, p. 1338.
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Justifie le vote négatif de son groupe, p. 1368.
- Interpellation de M. Coulonvaux au sujet de la libération d'inciviques, notamment de Poulet et de Romsée. — Discussion. — Discours : Déclare que la politique suivie en matière de libérations heurte la population du pays, pp. 1387-1388.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le service de vingt-quatre mois a été réclaté sous pression de Washington, pp. 1415-1417.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — S'abstient au vote, p. 1542.
- Budget des pensions pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Demande que le gouvernement donne satisfaction aux pensionnés et notamment aux revendications des grandes organisations patriotiques et qu'il assure une pension décente aux veuves, aux orphelins et aux ascendants de ceux qui sont morts pour le pays, p. 1543.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951, et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le gouvernement suit une politique de préparation à la guerre et que la construction du budget présente des anomalies, parle du problème du chômage et des crédits relatifs aux immobilisations, et critique les dépenses prévues, pp. 1791-1793.
- Projet de loi sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément. — S'abstient au vote, p. 1942.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 20 mars 1951 relatif aux droits d'entrée. — S'abstient au vote, p. 1937.
- Projet de loi concernant la sanction et la promulgation des lois. — S'abstient au vote, p. 1955.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'on essaie de soustraire les dépenses royales au contrôle du parlement et donne les motifs pour lesquels son groupe votera contre le projet, p. 1951.

Tobback, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Doc.* — N° 27. Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévus par l'article 214j du Code civil.
- N° 351. Rapport : Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur la position et l'avancement du commandant militaire du Palais de la Nation.
- N° 352. Rapport : Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de l'Yser.
- N° 411. Rapport : Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force aérienne en temps de paix.
- Ann.* — Proposition de loi relative à l'inaliénabilité des biens prévue par l'article 214j du Code civil. — Dépose la proposition, p. 92.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Observations, p. 1010.
- Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1930 sur la position et l'avancement du commandant militaire du Palais de la Nation. — Dépose le rapport, p. 1590.
- Projet de loi fixant un délai de forclusion pour l'introduction de demandes ou propositions relatives à l'octroi de la Croix de l'Yser. — Dépose le rapport, p. 1590.
- Projet de loi fixant le cadre des officiers en activité de la force aérienne en temps de paix. — Dépose le rapport, p. 1810.

Troclet, sénateur de l'arrondissement de Liège.

- Doc.* — N° 37. Amendements : Proposition de loi concernant l'instauration définitive du régime de retraite des salariés et des non-salariés.
- N° 46. Amendement au texte de la commission : Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937, relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées.
- N° 124. Proposition de loi complétant l'article 8 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

Trochet (suite)

- N° 125. Proposition de loi tendant à instituer un Code civil du travail.
- N° 127. Amendements : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951.
- N° 132. Amendement : Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951.
- N° 137. Proposition de loi assujettissant les travailleurs domestiques à la sécurité sociale.
- N° 271. Proposition de loi portant assujettissement à la sécurité sociale des entreprises familiales.
- N° 273. Amendements : Proposition de loi concernant l'instauration définitive du régime de retraite des salariés et des non-salariés.
- N° 277. Proposition de loi réorganisant l'assurance-invalidité des travailleurs salariés dans le cadre de la sécurité sociale.
- Ann.** — Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. Discussion générale. — Discours : Justifie son amendement permettant une péréquation automatique des allocations d'estropiés et déclare qu'il est indispensable d'établir un statut définitif des estropiés et des mutilés, p. 171. — Observations, p. 174. — Discussion des articles. — Art. 2 : Amendement de la commission. — Intervention, p. 175. — Amendement de M. Trochet. — Intervention, p. 175. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 209.
- Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Estime qu'un projet définitif ne pourra pas être réalisé dans un bref délai et défend les amendements que son groupe désire voir apporter au projet, pp. 414 à 416. — Discussion des articles. — Art. 2 bis : Observations, p. 474. — Art. 16 : Observations, p. 481.
- Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Proposition de loi tendant à instituer un Code civil du travail. — Dépose la proposition, p. 590.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les conséquences graves du projet de loi adopté en décembre 1950 et relatif aux pensions de vieillesse, les indemnités légales accordées aux victimes d'accidents du travail, le régime des estropiés et mutilés, l'assurance-maladie, le paiement de la prime compensatoire résultant de l'accroissement du coût de la vie, le problème des allocations familiales, l'allocation spéciale dite de « la mère au foyer », le financement des allocations familiales aux salariés, les abus existant dans les caisses et mutuelles chargées d'appliquer les lois sur les allocations familiales, pp. 610-622.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 21 : Observations au sujet de l'inscription des crédits pour le chômage, p. 667. — Observations concernant les allocations familiales, p. 668. — Observations, p. 669. — Art. 28 : Observations concernant les crédits prévus en faveur de l'organisation de la propagande pour la lutte contre les accidents du travail, pp. 670-671.
- Proposition de loi assujettissant les travailleurs domestiques à la sécurité sociale. — Dépose la proposition, p. 673.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Allard à l'article 25, p. 820.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 821.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San Francisco le 9 juillet 1948 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session. — Discussion générale. — Discours : Regrette le retard apporté à la ratification de conventions internationales, p. 1237.
- Proposition de loi portant assujettissement à la sécurité sociale des membres travailleurs des entreprises familiales. — Dépose la proposition, p. 1333.
- Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — S'abstient au vote, p. 1723.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, adoptée à Genève le 23 juin 1937, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-troisième session. — Discussion générale. — Observation, p. 1903.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi prorogant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers. — S'abstient au vote, p. 1939.

Trochet (suite)

- Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessengerlo. — Discussion générale. — Discours : Se déclare d'accord du point de vue moral et sentimental, mais estime que la question de la responsabilité civile doit être résolue avant que l'Etat puisse intervenir et demande le renvoi du projet en commission, p. 1908. — Fait remarquer que du point de vue civil rien n'a été fait, p. 1909. — S'abstient au vote, p. 1943.
- Projet de loi modifiant les arrêtés-lois des 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1938.

U**Uselding, sénateur provincial de Luxembourg.**

- Doc.** — N° 151. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg sur la sécurité sociale et de l'accord complémentaire sur le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs des mines et des carrières souterraines, signée à Luxembourg, le 3 décembre 1949.
- N° 157. Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste.
- N° 204. Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.
- N° 270. Rapport : Proposition de loi levant la prescription prévue par la loi sur les allocations familiales en faveur des communes annexées à l'Allemagne, le 23 mai 1940.
- N° 420. Rapport : Projet de loi levant la prescription prévue par la loi sur les allocations familiales en faveur des habitants de la partie du territoire belge qui a été soumise de force à la législation allemande sous l'occupation ennemie.
- N° 427. Proposition de loi modifiant l'article 2, 3^o, de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, organisant le statut des résistants civils et des réfractaires.
- Ann.** — Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rempoissonnement de nos rivières, les dégâts causés par le gibier et l'exode rural dans les campagnes luxembourgeoises, p. 238.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Demande la création de conseils de prud'hommes dans la province de Luxembourg, p. 626.
- Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1929 pour l'obtention du diplôme de dentiste. — Dépose la proposition, p. 826.
- Interpellation de M. Coulonvaux « au sujet de la situation des planteurs de tabac en Belgique ». — Discussion. — Discours : Concernant le tarif des accises Benelux et concernant la nécessité d'améliorer la qualité du tabac, p. 956.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois des 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Dépose le rapport, p. 1075.
- Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté-royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Démonstre la nécessité de voter sans délai et sans amendement le projet relatif aux allocations familiales, parle de l'affectation des fonds du rééquipement ménager et attire l'attention sur les innovations contenues dans la loi, p. 1131.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème routier sous l'angle de la sécurité routière et du tourisme et concernant les travaux de curage à la basse Semois, p. 1771.
- Proposition de loi modifiant l'article 2, 3^o, de l'arrêté-loi, du 24 décembre 1946, organisant le statut des résistants civils et des réfractaires. — Dépose la proposition, p. 1820.

Uselding (suite)

- Projet de loi levant la prescription prévue par la loi sur les allocations familiales en faveur des habitants de la partie du territoire belge qui a été soumise de force à la législation allemande sous l'occupation ennemie. — Dépose le rapport, p. 1848.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, adoptée à Genève le 23 juin 1937, par la conférence internationale du travail, au cours de sa vingt-troisième session. — Discussion générale. — Discours : Concernant le rôle de la Belgique en matière de protection du travail, p. 1903.

V

Van Belle, sénateur de l'arrondissement de Liège, questeur du Sénat.

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 5.

- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Motion d'ordre : Demande d'ajourner le Sénat à quinzaine, p. 1288.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare être adversaire de la construction d'un grand barrage sur l'Ourthe et être partisan de la réalisation d'un canal Meuse-Moselle et examine le problème des pavés et celui des autoroutes, pp. 1725-1728.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Dautrepoint à l'article 1^{er}, p. 1888.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Van Buggenhout, sénateur provincial de Flandre occidentale, questeur du Sénat.

Doc. — N° 86. Rapport : Projet de loi complétant les dispositions transitoires de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers.

N° 365. — Rapport : Budgets des recettes et des dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951.

Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 5.

- Projet de loi complétant les dispositions transitoires de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers. — Dépose le rapport, p. 391.
- Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 21 : Observations au sujet de l'inscription des crédits pour le chômage, p. 668.
- Proposition tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des séquestres. — Discussion générale. — Discours : Demande si le ministre a le droit d'intervenir sans nouvelle législation et demande des précisions au sujet de certaines ventes effectuées par l'Office, p. 929.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers. — Discussion générale. — Discours : Demande de mettre fin aux exercices militaires imposés au corps de gendarmerie et fait remarquer que la gendarmerie doit rester indépendante de la population, de la politique et de l'armée, p. 1093.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'attitude de la Russie et fait remarquer que les dispositions prévues par la loi en ce qui concerne les exemptions pour inaptitude physique devraient être revues, pp. 1177-1179.
- Interpellation de M. Coulonvaux sur la libération des inciviques, notamment de Poulet et de Romsée. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour de confiance, p. 1402.

Van Buggenhout (suite)

Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — S'abstient au vote, p. 1473.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'introduction des comptes et le contrôle parlementaire, le financement du budget extraordinaire, l'utilisation des crédits Marshall, les charges militaires, l'amélioration et la rationalisation de nos moyens de transport et de l'équipement de nos industries, la reconstruction des bâtiments sinistrés et la création d'un fonds des routes, pp. 1784-1786.

Van den Daele, ministre du travail et de la prévoyance sociale.

Ann. — Projet de loi transférant à la « Caisse de prévoyance et de secours en faveur des victimes des accidents du travail », les attributions du « fonds social pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail causés par faits de guerre » en matière d'accidents du travail et de dommages corporels et matériels dus à certains risques spéciaux relativement au chargement, au déchargement, au transport, au dépôt, à la manutention ou à la simple présence d'engins de guerre en Belgique. — Dépose le projet, p. 112.

Projet de loi portant modification de la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés et personnes assimilées. — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet, rappelle le système appliqué avant la guerre et déclare préparer un statut complet des estropiés et mutilés dès que le rapport concernant la réforme de la sécurité sociale sera déposé, p. 174. — Discussion des articles. Art. 2 : Amendement de la commission. — Intervention, p. 175. — Amendement de M. Troclet. — Intervention, p. 175. — Amendement de M. Moulin. — Intervention, p. 176.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il faut empêcher les abus du travail à domicile et que l'amendement de M. Clymans est inopportun, p. 356. — Observations, p. 359. — Vote sur les amendements et articles réservés. — Discours : Déclare que le gouvernement veillera à ce que la répartition du diamant brut se fasse d'une façon équitable, p. 491.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le régime des pensions des mineurs sera réadapté et que le gouvernement s'occupe et des assurés libres et des assurés obligatoires, p. 453. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : Observations, p. 471. — Art. 7 : Observations, p. 477. — Art. 12 : Observations, p. 480. — Observations, p. 481.

Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le rapport du commissariat pour la réforme de la sécurité sociale, l'activité du département durant les cinq derniers mois, la paix sociale et le progrès social, le rattachement des salaires à l'index-number, la législation relative aux pensions de vieillesse, l'indemnité aux caisses de pensions et le problème des frontaliers, pp. 643-645. — Concernant : les allocations familiales, le problème des pensions, la réglementation des accidents du travail, les abus en matière de caisses de compensation, l'utilisation efficiente de la main-d'œuvre, la création de conseils de prud'hommes pour le Luxembourg, les indemnités de chômage, les pensions des veuves, l'application des lois linguistiques dans le département et dans les organismes parasafaux, l'utilisation de main-d'œuvre étrangère et l'assurance maladie-invalidité, pp. 648-652. — Répond aux différentes observations, p. 660-661. — Discussion des articles (budget 1951). — Art. 21 : Observations au sujet de l'inscription des crédits pour le chômage, pp. 666-667. — Observations concernant les allocations familiales, p. 668. — Observations concernant l'assurance maladie-invalidité, p. 669. — Art. 28 : Observations concernant les crédits prévus en faveur de l'organisation de la propagande pour la lutte contre les accidents du travail, p. 671.

Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. Discussion générale. — Discours : Souligne les modifications apportées au système des allocations familiales, p. 1137.

Interpellation de M. Glineur « sur la situation créée aux pensionnés des services publics par suite de la carence du gouvernement à l'adaptation du taux des pensions » et « sur la situation pénible des pensionnés, assurés, salariés et libres dont les ressources restent nettement insuffisantes malgré

Van den Daele (suite)

les récentes adaptations ». — Discussion. — Discours : Expose la politique du gouvernement en ce qui concerne les pensions de vieillesse, p. 1625.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles. — Art. 59. — Intervention, p. 1152.

Projet de loi modifiant les articles 25 et 91 des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946, et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier 1947 et 25 février 1947, et par les lois des 1^{er} juillet 1948 et 30 décembre 1950. — Dépose le projet, p. 1495. — Discussion générale. — Discours. — Expose le but du projet, p. 1708.

Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Discussion générale. — Discours : Rapelle les améliorations prévues par le projet et répond aux différents orateurs, p. 1697. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 1^{er}, p. 1700. — Art. 10, p. 1701.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947 coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés. — Dépose le projet, p. 1848.

Projet de loi modifiant les arrêtés-lois des 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Expose le but du projet, p. 1869.

Van den Storme, sénateur provincial de Flandre orientale.

Doc. — N° 139. Rapport : Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction nord-midi pour les exercices 1950 et 1951.

N° 366. Rapport : Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant nos réserves naturelles d'eau, la construction de stations d'épuration et le problème de l'Espierre, pp. 142 et 143.

Projets de loi relatifs aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi, pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 691. — Discussion générale. — Discours : Concernant les avantages de la jonction, les rôles linguistiques dans les bureaux de la jonction, les dépenses pour traitements du personnel, la possibilité de construire une nouvelle sous-station près de la gare centrale et la création de parkings aux environs des gares, pp. 826-827.

Budget du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1641.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951, et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Attire l'attention sur le manque de continuité dans l'adjudication des travaux et sur l'intérêt économique que présente le réseau routier, p. 1719.

Vandermeulen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Doc. — N° 336. Amendements : Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Ann. — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951, et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : la formation professionnelle des professeurs de l'enseignement moyen, l'enseignement à prévoir pour les enfants peu doués, âgés de 12 à 15 ans, les subventions accordées aux bibliothèques publiques, l'utilité d'expositions itinérantes, le statut et le barème de traitements des professeurs des écoles communales de musique et les subsides accordés aux théâtres lyriques, p. 549.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948, en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Vandermeulen (suite)

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Discussion générale. — Discours : Demande au gouvernement de déposer un projet tendant à accorder automatiquement aux instituteurs les huit dixièmes du nouveau traitement des régents, parle de la suppression des suppléments communaux, déclare que l'équilibre est rompu en faveur de l'enseignement libre, attire l'attention sur la situation des écoles de musique communales et défend ses amendements, p. 1568.

Vandervelde (Mme), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les réformes pénitentiaires, l'importance du rapport anthropologique des prisons, la rééducation civique, l'application de la libération conditionnelle, les établissements de défense sociale, la police féminine et l'application de la loi sur l'alcool, pp. 15 à 17.

Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la propagande contre l'alcoolisme, l'hommage rendu au bactériologue Bordet, le problème du lait, le contrôle sur les denrées alimentaires, les subsides aux asiles d'aliénés, l'inspection des asiles d'aliénés, l'intervention du département dans le supplément des frais résultant pour les hôpitaux universitaires, de l'enseignement qui s'y donne, les rapports entre le corps médical et l'organisation de la médecine sociale, les commissions d'assistance publique, les subsides aux organismes sportifs, l'impossibilité pour les personnes ayant subi une condamnation, de bénéficier de la loi De Taeye, l'appellation du département, l'intervention de l'état en faveur de l'enfant et l'emploi des subsides, pp. 129 à 133.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951. — Vote des amendements et articles réservés. — Art. 21 (8^e). — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Machens et Buisseret, p. 164.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dépenses consacrées au service médical du personnel, la question du lait et la protection des animaux, pp. 245 et 246.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 494.

Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la question des allocations familiales, l'octroi de l'allocation compensatoire, le travail féminin et le détournement de fonds destinés au rééquipement ménager, pp. 658-660.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948, en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la participation des femmes à la défense nationale, l'aspect social et familial de la prolongation du temps de service et les mesures de grâce prises en faveur des inciviques, p. 1176. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Vandervelde (Mme) (suite)

- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion générale. — Discours : Plaide en faveur du volontariat féminin, p. 1420.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la publicité le long des routes, p. 1786.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1936.

Van Eyndonck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.

- Doc.* — N° 300. Rapport : Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux.
- N° 324. Amendement : Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux.
- N° 355. Rapport complémentaire : Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux.
- N° 374. Rapport : Demandes de naturalisations.
- Ann.* — Réélu secrétaire du Sénat, p. 4.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948, en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi organique de l'Office d'exploitation des transports coloniaux. — Dépose le rapport, p. 1402.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1936.

Van Gerven, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

- Doc.* — N° 39. Rapport : Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Termonde.
- Ann.* — Projet de loi augmentant le personnel du tribunal de première instance de Termonde. — Dépose le rapport, p. 197. — Discussion générale et vote de l'article unique. — Discours : Attire l'attention sur l'urgente nécessité du projet, p. 220.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le reclassement des communes, p. 767.

Van Hemelrijck, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc.* — N° 12. Rapport : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951.
- N° 192. Rapport : Proposition de loi tendant à instaurer un régime définitif en faveur des mécaniciens-dentistes belges.
- Ann.* — Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 54.
- Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les allocations et dépenses du service social du personnel du département, les colonies pour enfants débiles, les subsides aux organismes sanitaires ou prophylactiques, la pollution des eaux de surface, les subsides aux associations sportives et les allocations au personnel de l'Etat blessé en service, pp. 56 et 57.
- Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951. — Vote des amendements et articles réservés. — Art. 21 (8°). — Amendement de MM. Marien et Machtens. — Intervention, p. 166.

Van Hemelrijck (suite)

- Proposition de loi tendant à instaurer un régime définitif en faveur des mécaniciens-dentistes belges. — Dépose le rapport, p. 997.
- Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Discussion des articles. — Art. 14. — Intervention, p. 1502.
- Projet de loi portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944. — S'abstient au vote, p. 1939.

Van Hooveld, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc.* — N° 379. Amendement : Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1951.
- Ann.* — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : certains dangers de la loi De Taeye, le fonds de compensation Brunfaut, les commissions d'assistance publique ayant la charge d'un hôpital et la lourde charge pesant sur les budgets des ouvriers ou employés ayant dû séjourner dans les hôpitaux, p. 74.
- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : les conditions requises pour l'obtention du diplôme de géomètre-expert immobilier, p. 576.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948, en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le projet de construction de bâtiments militaires à Etterbeek, p. 1345.
- Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la lenteur dans l'examen des dossiers relatifs aux travaux publics, la nécessité de créer un fonds des routes, l'éclairage des routes, le système des priorités, les peines qui devraient être édictées contre les chauffards criminels et les crédits prévus pour la construction d'habitations à bon marché dans le cadre de la loi Brunfaut, p. 1729.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1936.

Van Houtte, ministre des finances.

- Ann.* — Motion d'ordre du baron Nothomb au sujet des saisies des hypothèques dont sont victimes certains de nos compatriotes. — Déclare qu'il prendra les mesures nécessaires pour mettre fin à ces procédés, pp. 41 et 42.
- Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 77. — Invite le Sénat à rejeter l'amendement de M. Schot, p. 79. — Discussion de l'article 5 : Intervention, p. 79.
- Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. — Dépose le projet, p. 42. — Discussion générale. — Discours : Rappelle l'origine de l'hypothèque légale du Trésor et expose le but du projet, p. 112.
- Projet de loi des finances pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Répond à M. Doutrepoint, p. 380.

Van Houtte (suite)

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation de la trésorerie, l'équilibre budgétaire, l'évolution de la dette publique, la politique fiscale, la ligne de conduite suivie par l'Etat pour ses investissements, la production industrielle belge, la construction d'habitations, le problème des avances de trésorerie, les dépenses prévues pour les allocations de chômage, les fonds de la Caisse autonome des dommages de guerre, les emprunts coloniaux, l'augmentation du nombre de fonctionnaires, les travaux relatifs à la péréquation cadastrale, les 60 p. c. bloqués et les arriérés d'impôts, pp. 459 à 465. — Concernant : le financement des dépenses extraordinaires et les possibilités d'emprunt, p. 467.

Projet de loi abolissant le droit d'accise sur les allumettes, les appareils d'allumage, l'acide acétique et les vinaigres. — Discussion générale. — Discours : Explique pourquoi le gouvernement a mis en vigueur le nouveau régime avant que le parlement se soit prononcé, p. 723.

Interpellation de M. Doutrepoint à MM. les ministres des finances, des communications et de la reconstruction « au sujet de la délibération du conseil des ministres en date du 1^{er} décembre 1950, adressée le 6 dito par la Cour des comptes au Sénat et relative à la reprise de la section belge du chemin de fer Malines-Terneuzen, en méconnaissance des droits du parlement ». — Discussion. — Discours : Concernant l'exonération fiscale prévue par la convention entre l'Etat belge et la société et concernant la renonciation par la société aux dommages de guerre, p. 861.

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les dégrèvements prévus par le projet, p. 880. — Expose l'urgence et la portée des modifications qu'il a proposées et fait remarquer que ces modifications constituent le point de départ d'une réforme générale des impôts, pp. 886 à 889. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : Observation, p. 895. — Art. 4 : Intervention concernant le calcul du minimum exonéré et la réduction de l'impôt pour charges de famille, pp. 897 et 898. — Art. 7 : Intervention concernant les charges professionnelles, p. 899. — Art. 7bis : Intervention, p. 901. — Art. 9 : Intervention concernant le sort réservé, au point de vue fiscal, à l'indemnité de réquisition ou d'expropriation, p. 902. — Art. 9bis : Intervention, p. 902. — Art. 11 : Intervention, pp. 903-904. — Art. 12 : Intervention, p. 906. — Art. 18 : Intervention, pp. 909, 910. — Intervention concernant le cumul des revenus des époux, pp. 911-912. — Intervention concernant la taxation des personnes physiques et sociales, pp. 918 à 920. — Observation concernant la taxation des coopératives, p. 920. — Art. 18 : Intervention, pp. 934 et 935. — Art. 18 (réserve) : Observation, p. 943. — Art. 25 : Intervention, p. 937. — Art. 27bis : Intervention, p. 938. — Art. 30 : Intervention, p. 942. — Art. 31 : Intervention, pp. 946-948-949. — Art. 33 : Intervention, p. 950. — Art. 38 : Intervention, pp. 952-953.

Proposition tendant à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur certaines activités de l'Office des séquestres. — Discussion générale. — Discours : Donne lecture d'une délibération du conseil d'administration de l'Office, expose les pouvoirs du ministre des finances à l'égard de cet office et aborde le problème de la liquidation des séquestres ennemis et des séquestres des biens des inciviques, pp. 930 à 931.

Interpellation de M. Coulonvaux « au sujet de la situation des planteurs de tabac en Belgique ». — Discussion. — Discours : Concernant les mesures d'ordre fiscal qui pourraient alléger la situation des planteurs de tabac et concernant la date à laquelle doit se faire la déclaration de tabac, p. 957.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — Projet de loi concernant les accises. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que la Belgique s'est engagée à modifier sa législation en matière de droits d'accises, déclare que le problème des brasseries sera réexaminé, déclare que nous avons tiré de gros avantages de l'union douanière et attire l'attention sur les conséquences d'un vote négatif du Sénat, p. 1076.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1951 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — Discussion générale. — Discours : Répond à M. Doutrepoint, p. 1185.

Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1930 créant la régie des télégraphes et des téléphones. — Discussion générale. — Observations, p. 1186.

Motion d'ordre de M. Van Belle demandant d'ajourner le Sénat à quinzaine. — Observation, p. 1288.

Van Houtte (suite)

Budgets du ministère des finances et de la dette publique pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la retenue de l'impôt sur les rémunérations de la femme mariée, le paiement anticipatif des impôts, les prélèvements effectués sur le beurre provenant de la Hollande, la convention monétaire belgo-néerlandaise du 21 octobre 1943, les arriérés fiscaux et l'emprunt pour la Caisse autonome des dommages de guerre, p. 1318.

Proposition de loi modifiant l'arrêté ministériel du 18 janvier 1949 relatif à la déclaration tardive des titres belges et congolais détenus en Belgique. — Discussion générale. — Discours : Déclare que dans le cadre des règles générales, l'administration fait preuve du maximum d'humanité et de tolérance, p. 1378.

Interpellation de M. Van Remoortel « sur la nécessité de revoir et de majorer les pensions de veuves et des invalides de guerre, sans exclusion d'aucune catégorie ». — Discussion. — Discours : Rappelle l'évolution du système de la mobilité des taux de pensions d'invalidité, parle de l'aspect financier du problème, expose ce que le gouvernement a fait et compte faire en faveur des invalides et donne les motifs pour lesquels le gouvernement a cru sage de n'accorder la majoration qu'à partir d'un certain degré d'invalidité, pp. 1484-1486.

Budget des pensions pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la charge des pensions, la composition et l'activité de la commission mixte des pensions, la situation des veuves et victimes de la guerre qui se remariant, les agents du Nord-Belge, les pensions de certains membres de l'enseignement et la situation pénible des petits rentiers de la Caisse de retraite, p. 1547.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus et autorisant le Roi à déléguer à des inspecteurs des contributions, pour une période limitée, les pouvoirs attribués aux directeurs des contributions par l'article 65 des dites lois. — Discussion générale. — Discours : Déclare que la délégation aux inspecteurs des pouvoirs accordés aux directeurs ne sera accordée que pour un délai limité, pour des lieux déterminés et pour des affaires relativement faciles, p. 1639. — Fait remarquer que les recours normaux ne sont pas supprimés, p. 1640.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs (documents 307 et 308). — Discussion générale. — Discours : Donne le motif pour lequel le gouvernement est forcé de faire appel aux avances de trésorerie, p. 1643. — Discussion des articles (doc. 307). — Art. 6 : Observations, p. 1654.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la charge militaire, la présentation du budget extraordinaire et l'introduction des comptes, le financement du budget extraordinaire, le paiement anticipatif d'impôts et la résorption des arriérés d'impôts, pp. 1788-1790.

Projet de loi modifiant la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet et ses principales dispositions, p. 1854.

Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Observation concernant la proposition d'ajournement, p. 1842. — Discours : Souligne qu'il s'agit d'une liquidation au profit de la communauté belge, p. 1850.

Projet de loi attribuant une dotation à S. A. R. le prince Charles de Belgique. — Discussion générale. — Discours : Exprime, au nom de l'assemblée, ses sentiments de sincère gratitude à S. A. R. le prince Charles de Belgique pour les services éminents qu'il a rendus au pays, p. 1859.

Budget des dotations pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la charge qui incombe à la liste civile, p. 1861.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Combat les amendements déposés et déclare que le projet constitue l'effort maximum possible pour le moment, p. 1883.

Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : S'oppose à l'ajournement du projet, affirme que les récupérations qui se feront sur la base de ce projet iront intégralement à la communauté belge et expose les grandes lignes du système de liquidation des séquestres allemands, p. 1918. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 1, p. 1921-1922; art. 9, p. 1925; art. 16, p. 1927; art. 20, p. 1928; art. 35, p. 1931; art. 38, p. 1932; art. 42, p. 1933.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — Discussion générale. — Discours : Souligne le caractère spécial du budget alloué au Roi, p. 1954.

Van In, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Ann. — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : les pensions des membres de l'enseignement moyen, les intérimaires et les nominations définitives, les vacances dans l'inspection de l'enseignement primaire, l'inspection de l'enseignement spécial, la réforme de l'article 31/3 de la loi organique sur l'enseignement primaire, et la question de l'orthographe, p. 574.

Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des moins-dotés à l'égard de la sécurité sociale, p. 660.

Van Laerhoven, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 435. Amendements : Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés.

Ann. — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 494.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven en consorts à l'article 2, p. 1211.

Van Laeys, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Doc. — N° 71. Rapport : Projet de loi de finances pour l'exercice 1951.

N° 138. Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi modifiant la loi du 25 Ventôse, an XI, contenant l'organisation du notariat.

N° 215. Rapport : Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1951, et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950.

N° 257. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 23 août 1947, relative à l'article 72 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, concernant les échanges d'immeubles ruraux non bâtis.

N° 269. Rapport : Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

N° 275. Rapport : Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1951.

N° 302. Rapport : Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1951.

N° 317. Amendements au texte des commissions réunies : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 346. Rapport : Proposition de loi relative à la situation fiscale en matière de contributions directes des organismes s'occupant du logement des personnes peu aisées.

N° 380. Rapport : Projet de loi portant confirmation du Code des droits de timbre et y apportant des modifications.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Discussion générale. — Discours : Demande que la restitution de l'impôt indûment perçu se fasse d'une façon logique, p. 76. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Schot tendant à ajouter un article 5, p. 80.

Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : Estime que le projet n'apporte aucune modification pratique, puisque l'Etat possède priorité sur l'inscription hypothécaire, p. 99.

Projet de loi de finances pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 337.

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés des 15 et 16 janvier 1948. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : Observation, p. 893. — Art. 2 : Observation, p. 895. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Harmegnies à l'article 18, p. 943.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de 1951 et postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1950. — Dépose le rapport, p. 1136.

Projet de loi modifiant la loi du 23 août 1947 relative à l'article 72 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, concernant les échanges d'immeubles ruraux non bâtis. Dépose le rapport, p. 1309. — S'abstient au vote, p. 1452.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1951. — Dépose le rapport, p. 1418.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 4, p. 1476. — Art. 7 (réservé), p. 1490. — Art. 14, p. 1501.

Van Laeys (suite)

Proposition de loi relative à la situation fiscale en matière de contributions directes des organismes s'occupant du logement des personnes peu aisées. — Dépose le rapport, p. 1564. — Discussion générale. — Observation, p. 1688.

Projet de loi portant confirmation du Code des droits de timbre et y apportant des modifications. — Dépose le rapport, p. 1754.

Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Discours : Demande que si ce qui est appliqué en vertu de cette loi en faveur de la veuve ou de la femme de l'ennemi, ne peut être opposé contre des tierces personnes, p. 1844. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 3, p. 1923. — Art. 12, p. 1925. — Art. 31, p. 1930.

Van Loenhout, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 332. Rapport : Budgets des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1950 et l'exercice 1951.

Ann. — Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la suppression éventuelle des trains de voyageurs sur la ligne Aarschot-Herentals-Turnhout, p. 327.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote, p. 494.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour les exercices 1950 et 1951. — Dépose le rapport, p. 1517.

Van Oudenhove, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

Doc. — N° 242. Amendements : Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce.

N° 316. Amendements au texte des commissions réunies : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

N° 326. Amendement au texte des commissions réunies : Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme.

Ann. — Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — Discussion des articles. — Art. 33 : Intervention, p. 1271. — S'abstient au vote, p. 1285.

Projet de loi modifiant la législation sur le bail à ferme. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 4, p. 1476. — Art. 20, pp. 1506, 1507, 1508. — Art. 20, pp. 1537-1538.

Van Overbergh, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Déclare ouverte la session ordinaire de 1950-1951, p. 4.

Répond à l'hommage rendu par M. le président du Sénat, à l'occasion de son quatre-vingt-cinquième anniversaire, p. 980.

Van Peteghem, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation des petits agriculteurs, l'influence exercée par l'importation sur les prix des produits agricoles et horticoles, les crédits Marshall, l'exportation des œufs, le mauvais entretien de la Durme et les crédits à la construction d'exploitations agricoles, p. 236.

Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la taxe sur le passage dans les tunnels anversois, p. 350.

Budgets des recettes et dépenses extraordinaires pour les exercices 1950 et 1951 et du ministère des travaux publics pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la situation catastrophique dans la région de la Durme et les travaux en cours sur la route Gand-Anvers et dans les environs de Lokeren, p. 1773.

Van Remoortel, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 408. — Rapport : Projet de loi étendant aux agents temporaires du ministère des colonies rémunérés sur le budget colonial la loi du 28 décembre 1950 portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat.

N° 409. Rapport : Projet de loi complétant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Ann. — Interpellation de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique et de la population à la date du 31 décembre 1947 ». — Vote sur les motions. — Observations, p. 206.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1950. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : Observations, pp. 260 à 261.

Budgets du ministère des colonies pour les exercices 1950 et 1951; projets coloniaux se rapportant aux exercices 1937, 1938, 1939, 1947, 1949 et 1950; interpellation de M. Buisseret concernant l'enseignement supérieur destiné aux noirs de la colonie. — Discussion générale. — Discours : Concernant la décentralisation et l'utilité d'un enseignement supérieur pour les autochtones, pp. 285 et 286.

Van Remoortel (suite)

- Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Demande d'augmenter les crédits accordés aux théâtres, de rechercher le moyen d'augmenter les prestations de l'orchestre national de Belgique et de venir en aide aux jeunesses musicales, p. 575.
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Observation, p. 849.
- Interpellation de M. Doutrepoint : a) à M. le ministre des communications en vue de faire rapporter une mesure qui est illégale et constitue un abus de pouvoir de sa part; b) à M. le ministre de l'intérieur en vue de faire régler un incident avec le Conseil d'Etat. — Discussion. — Discours : Fait remarquer que dès qu'un ministre a demandé l'avis du Conseil d'Etat, il a le devoir de communiquer l'avis qu'il a reçu, au parlement, p. 855.
- Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'aide accordée à la colonie en vertu du plan Marshall, la représentation de la colonie dans ses relations avec les puissances étrangères, le respect des droits de l'homme dans les territoires non métropolitains, la ratification de conventions, la suppression des peines corporelles au Congo, la répartition des matières premières et le pouvoir d'achat des habitants de la colonie, p. 1007 à 1009.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le régime prévu pour les enfants des coloniaux et pour les ingénieurs, l'organisation des services d'éducation et de distraction à l'armée, les raisons pour lesquelles il ne pourra voter le projet, le problème du réarmement de l'Allemagne et les pensions de réparation et d'invalidité, pp. 1198-1200.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres de forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de Sécurité des Nations unies. — Discussion des articles. — Art. 2. — Intervention, p. 1304.
- Interpelle M. le premier ministre et M. le ministre des finances sur la nécessité de revoir et de majorer les pensions des veuves et des invalides de guerre, sans exclusion d'aucune catégorie, pp. 1481-1482. — Regrette que le gouvernement persiste sans son désir de maintenir un régime discriminatoire, p. 1486.
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le projet portant approbation d'un ensemble de travaux et de mesures sociales concrétisées dans le plan décennal, le standing juridique et politique des habitants indigènes de la colonie, la nécessité de créer des industries de transformation dans la colonie, p. 1555.
- Projet de loi modifiant la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, en ce qui concerne la carrière des magistrats. — Discussion générale. — Observation, p. 1559.
- Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires et autorisant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires et exceptionnelles du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1948. — Discussion générale. — Observation, p. 1559.
- Projet de loi complétant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. — Dépose le rapport, p. 1818.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : Demande que l'examen du projet soit ajourné jusqu'au moment où les commissions réunies de l'intérieur et de la justice soient en possession

Van Remoortel (suite)

- du rapport sur le fonctionnement du Conseil d'Etat, p. 1838. — Déclare être partisan de la création d'un barreau spécialisé et insiste pour l'ajournement du projet, p. 1840.
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de réescompte et de garantie. — Discussion générale. — Discours : Concernant l'activité et le rôle de l'Institut de réescompte, p. 1857.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — Discussion générale. — Discours : Demande au ministre de prendre en considération le sort des pensionnés coloniaux, p. 1883. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi complétant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée générale du projet, p. 1894.
- Projet de loi étendant aux agents temporaires du ministère des colonies, rémunérés sur le budget colonial, la loi du 28 décembre 1950 portant des mesures temporaires relatives au concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Dépose le rapport, p. 1818. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que le projet met le ministère des colonies sur le même pied que les autres départements en ce qui concerne les agents temporaires émargeant au budget colonial, p. 1905.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Renvoi en commission. — Discours : Invite le président à solliciter l'avis du Conseil d'Etat, p. 1912.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Van Steenberge, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Doc. — N° 206. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 112 de la loi provinciale.
- Ann. — Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le danger d'un fonds distinct pour les grandes communes, les subsides accordés aux communes et les abus dans certaines communes, p. 799.
- Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les injustices de la loi quant aux abattements et la liquidation des dossiers relatifs aux dommages de guerre, p. 1030.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — Projet de loi concernant les accises. — Discussion générale. — Discours : Déclare qu'il existe une trop grande différence entre la Hollande et la Belgique en ce qui concerne la politique économique et que dès lors il n'est pas indiqué de signer des conventions économiques et défend les intérêts des brasseries belges, pp. 1074-1075. — Justifie son vote, p. 1097.
- Projet de loi modifiant l'article 112 de la loi provinciale. — Dépose le rapport, p. 1099.
- Projet de loi modifiant les dispositions en matière de procédure et de priorités de la loi du 1^{er} octobre 1947 relative à la réparation des dommages de guerre aux biens privés. — Discussion générale. — Discours : Demande d'activer la liquidation des dossiers et demande s'il n'est pas possible de donner un statut aux agents temporaires du département de la reconstruction, p. 1231.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Interpellation de MM. Dehousse et Buisseret : 1° sur le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eau et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberge); 2° sur les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen et de l'aménagement du canal Gand-Terneuzen, ainsi que de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin. — Discussion. — Discours : Fait remarquer que la situation économique de la ville de Gand n'est plus tolérable, p. 1525.
- van Zeeland, ministre des affaires étrangères.
- Ann. — Déclare, au nom du premier ministre ne pas voir d'objection à l'ajournement du vote sur les ordres du jour, déposés en conclusion de l'interpellation de M. Caeteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 », p. 165.
- Communique, au nom du gouvernement, le dernier état des négociations internationales ayant pour but la création d'une force atlantique, pp. 396 à 398.
- S'associe, au nom du gouvernement, au hommage rendu par le Sénat à la mémoire du président de la République autrichienne, p. 512.

van Zeeland (suite)

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'agression de la Corée du Nord et l'agression des communistes chinois, le problème relatif au plein emploi, l'application du Pacte Atlantique, la situation dans le cadre du Pacte de Bruxelles, les problèmes se rapportant à l'organisation de l'Europe, tant sur le plan politique que sur le plan économique, la répartition des matières premières, le recrutement du personnel diplomatique, nos relations avec la Hollande relatives au problème des voies d'eau, le problème du réarmement allemand, la question espagnole et notre position politique, pp. 986 à 992. — Concernant les négociations relatives à l'uranium et concernant les conventions internationales de la Croix-Rouge, pp. 999 à 1010.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptée à San Francisco le 9 juillet 1948 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail au cours de sa trente et unième session. — Discussion générale. — Discours : Donne la raison pour laquelle la ratification a été retardée, p. 1238.

Projet de loi portant approbation de l'accord d'aide pour la défense mutuelle entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et des annexes A, B, C, D, E, F, G, signés à Washington le 27 janvier 1950. — Ajournement. — Observations, p. 1240.

Projet de loi portant approbation de la convention concernant les stagiaires et de l'annexe, signées à Bruxelles, le 17 avril 1950. — Dépose le projet, p. 1274.

S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de M. L. de Brouckère, ministre d'Etat, p. 1396.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre le royaume de Belgique et le royaume d'Egypte, relatif aux transports aériens réguliers, de l'annexe et du procès-verbal, signés à Alexandrie le 19 septembre 1949. — Discussion générale. — Observations, p. 1406.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée à Paris le 9 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, au cours de sa troisième session. — Discussion générale. — Discours : Invite le Sénat à approuver la convention, malgré quelques imperfections quasi inévitables, p. 1409.

Projet de loi portant approbation de la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée le 9 septembre 1886, complétée à Paris le 4 mai 1896, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, complétée à Berne le 20 mars 1914, révisée à Rome le 2 juin 1928 et révisée en dernier lieu à Bruxelles le 26 juin 1948. — Discussion générale. — Observation, p. 1412.

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse : 1° sur le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eau et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberghe); 2° sur les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen et de l'aménagement du canal Gand-Terneuzen, ainsi que de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin. — Discussion. — Discours : Réfute les reproches adressés au gouvernement et expose la position de la Belgique à l'égard du problème des voies d'eau, pp. 1527-1528.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, adoptée à San-Francisco, le 9 juillet 1948 par la conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trente et unième session. — Discussion générale. — Discours : Déclare que notre législation en la matière est maintenue sans restriction, p. 1597.

Projet de loi portant approbation de l'accord commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Etats-Unis mexicains, signé à Bruxelles, le 16 septembre 1950. — Dépose le projet, p. 1609.

Projet de loi portant approbation du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, des annexes I, II et III, du protocole sur les privilèges et immunités de la communauté, du protocole sur le statut de la Cour de justice et du protocole sur les relations avec le conseil de l'Europe et de la convention relative aux dispositions transitaires, signés à Paris le 18 avril 1951. — Dépose le projet, p. 1696.

Verbaet, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Ann. — Budgets du ministère de la justice pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la situation des huissiers, p. 10.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — Discussion générale. — Discours : Souligne les causes de la crise locale dans l'industrie diamantaire et propose de renvoyer le texte aux commissions des affaires économiques et du travail et de la prévoyance sociale, p. 358.

Verbaet (suite)

Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : concernant la marine, p. 350.

Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — S'abstient au vote, p. 494.

Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat. — S'abstient au vote, p. 850.

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse : 1° sur le retard apporté à la publication du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eau et questions portuaires (commission Van Cauwelaert-Van Steenberghe); 2° sur les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen et de l'aménagement du canal Gand-Terneuzen, ainsi que de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin. — Discussion. — Discours : Déclare que Liège, Gand et Anvers doivent s'unir pour que satisfaction soit donnée à leurs revendications économiques, p. 1526.

Verbert, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 20. Amendement : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1950.

N° 21. Amendement : Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1951.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la liberté subsidiée, la réforme de l'assistance publique, l'éducation des enfants anormaux, les subsides au service de l'aide familiale, les subsides aux organismes destinés à l'amélioration de la famille, les infirmières visiteuses, l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre, l'Œuvre nationale de l'enfance, l'activité des services médicaux et paramédicaux, les mutualités, les habitations pour vieillards et l'adaptation des loyers, pp. 123 à 128.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant la limitation des crédits octroyés aux institutions de crédit pour la construction des habitations à bon marché, p. 412.

Projet de loi modifiant les lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par la loi du 1^{er} juillet 1948 et par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947. — Discussion des articles. — Article 4. — Observations, p. 475.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.

Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'émancipation de l'ouvrier, le secteur maladie-invalidité, l'assurance libre et obligatoire, l'adaptation des indemnités d'invalidité, la rééducation professionnelle, les mutualités de retraite et la prime compensatoire, pp. 636-641. — Discussion des articles (budget 1951). Art. 21. — Observations concernant l'assurance maladie-invalidité, p. 669.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — Discussion générale. — Discours : Fait remarquer que la construction collective a été arrêtée et donne les motifs pour lesquels son groupe s'abstiendra, pp. 1056-1057. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi modifiant la loi du 19 mai 1949 créant l'Ordre des pharmaciens. — Discussion générale. — Observations, p. 1059. — Motive son vote, p. 1099.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du

Verbert (suite)

10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : proteste contre la façon de discuter et d'examiner le premier projet relatif à la sécurité sociale et déclare que ce projet n'apporte qu'une modification partielle à la sécurité sociale; donne les motifs pour lesquels son groupe s'abstiendra au vote sur le second projet, pp. 1133 à 1135.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles. — Art. 29. — Observations, p. 1146. — Art. 59. — Observations, p. 1152. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi modifiant la loi du 23 juin 1894 portant revision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes. — Discussion générale. — Discours : Regrette que l'arrêté royal relatif à l'épargne prénuptiale ait été modifié, p. 1154.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie, adoptée à San-Francisco le 9 juillet 1948 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail au cours de sa trente et unième session. — Discussion générale. — Déclare que son groupe approuvera le projet, p. 1597.

Projet de loi modifiant la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. — Discussion générale. — Discours : Défend le principe de l'indemnisation intégrale, p. 1693. — Estime que ceux qui sont obligés d'exercer une profession dangereuse ont le droit d'être complètement indemnisés en cas d'accident de travail, p. 1699. — Discussion des articles. — Art. 10. — Observation, pp. 1701-1702. — S'abstient au vote, p. 1723.

Projet de loi modifiant les articles 25 et 91 des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1^{er} juillet 1948 et 30 décembre 1950. — Discussion générale. — Discours : Demande que les versements exigés des frontaliers comme assurés libres soient supprimés, p. 1707. — S'abstient au vote, p. 1721.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Vergeylen, sénateur de l'arrondissement Gand-Eeklo.

Ann. Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — Discussion générale. — Discours : Demande de rétablir l'équilibre entre la construction d'habitations par l'entremise de l'initiative privée et la construction d'habitations par l'entremise de sociétés de construction, pp. 1053-1055. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Vergeylen (suite)

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Vermeylen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 276. Rapport : Propositions de modification des articles 15, 42, 56, 57, 63 et 65 du Règlement.

N° 285. Rapport : Proposition de loi portant modification de l'article 20 de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive.

N° 291. Amendements : Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

N° 327. Rapport : Proposition de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et à la rectification administrative de certains actes de décès.

N° 387. Rapport : Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création du Conseil d'Etat.

N° 394. Rapport : Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

N° 422. Amendement : Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers.

Ann. — Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1950. —

Discussion de l'article 23. — Intervention, p. 35.

Nomination des membres du conseil de gestion de l'I. N. R. —

Discours : Demande d'ajourner la nomination, p. 52.

Projet de loi modifiant la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur le capital. — Discussion de l'article 5 : Intervention, p. 80.

Interpellation de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947. » — Discours : Fait remarquer que le rapport sur l'emploi des langues en matière administrative du 28 juin 1950 porte la signature de M. De Vleeschauwer et déclare que les auteurs d'irrégularités volontaires doivent être punis, p. 104. — Fait remarquer que le gouvernement ne possédait aucun chiffre au moment où il a été décidé de transmettre les réclamations à la commission de contrôle, p. 108.

Motion d'ordre : Proteste contre une modification de l'ordre du jour, p. 440.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la réduction des subsides, les investissements réalisés grâce à la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque Nationale, l'évaluation des impôts, les prévisions budgétaires, la politique de taxation du gouvernement, la question du réarmement et de la réorganisation de l'armée, les effectifs du personnel administratif et les crédits Marshall, pp. 457 et 458.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — Discussion générale. — Observations, p. 384. — Discours : Justifie les amendements qu'il a déposés avec M. Briot, p. 483. — Déclare que le vote du projet ne réglera pas la question et que si les temporaires de l'Etat sont soumis à un régime déterminé, il est normal que les communes appliquent les mêmes règles, p. 488. — Motive son vote, p. 494. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 494.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951. — Discussion et vote des amendements et articles réservés. — Art. 22 (section VIII) : Intervention, p. 595.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1951. — Discussion des articles. — Art. 25 : Intervention, p. 802.

Interpellation de M. Dautrepeut : a) à M. le ministre des communications en vue de faire rapporter une mesure qui est illégale et qui constitue un abus de pouvoir de sa part; b) à M. le ministre de l'intérieur en vue de faire régler un incident avec le Conseil d'Etat. — Discussion. — Discours : Fait remarquer que dès qu'un ministre a demandé l'avis du Conseil d'Etat, il a le devoir vis-à-vis du parlement de communiquer l'avis qu'il a reçu, p. 855.

Projet de loi modifiant, à partir de l'exercice 1951, les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnées par les arrêtés des 15-16 janvier 1948. — Discussion des articles. — Art. 1^{er} : Observation, p. 894. — Art. 18 : Intervention au sujet du cumul des revenus des époux, p. 913.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Vermeylen (suite)

- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Motion d'ordre de M. Dierckx concernant l'organisation du travail du Sénat. — Observations, p. 1373.
- Interpellation de M. Catteau à M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur « sur la non-exécution des engagements qu'ils ont pris et réitérés devant le Sénat à la suite de son interpellation relative à la publication des résultats du recensement linguistique de 1947 ». — Discussion. — Discours : Estime que le gouvernement n'a pas tenu sa promesse consistant à déposer un projet modifiant la loi de 1932, p. 1403.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 14, p. 1434. — Art. 57, p. 1443. — Art. 73, p. 1446. — Art. 79, p. 1448. — Art. 90, p. 1457.
- Proposition de modification de l'article 57 du règlement du Sénat. — Observation concernant les déplacements des commissions, p. 1593.
- Proposition de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès. — Discussion générale. — Observation, p. 1611.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : Invite l'assemblée à voter la modification proposée par le projet, p. 1839.
- Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — Discussion générale. — Intervention concernant la proposition d'ajournement, p. 1842. — Discours : Répond à M. Kluyskens, p. 1844. — Fait remarquer que le projet vise simplement l'exécution de l'accord de Paris et parle du taux de conversion à appliquer aux opérations en général et des sommes à verser au pool interallié des réparations, p. 1849. — Observation, p. 1851. — Estime qu'il n'y a pas lieu de remettre le vote du projet, parce que la communauté belge en pâtirait, p. 1919. — Intervient dans la discussion des articles suivants : Art. 1^{er}, pp. 1921-1922; Art. 3, p. 1923; Art. 9, p. 1925; Art. 16, p. 1927; Art. 20, p. 1928; Art. 24, p. 1929; Art. 31, p. 1931.
- Projet de loi attribuant une dotation à S. A. R. le Prince Charles de Belgique. — Discussion générale. — Discours : Exprime, au nom de l'assemblée, ses sentiments de sincère gratitude à S. A. R. le Prince Charles de Belgique pour les services éminents qu'il a rendus au pays, p. 1859.
- Projet de loi prorogeant l'arrêté-loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers. — Discussion générale. — Discours : Propose de substituer à la date du 31 mars 1952 celle du 31 décembre 1951, p. 1893.
- Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi organique du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. — Renvoi en commission. — Discours : Invite le président à solliciter l'avis du Conseil d'Etat, p. 1912.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Doutrepont à l'article 1^{er}, p. 1888. — S'abstient au vote, p. 1926.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Versieren, sénateur provincial de Flandre orientale.

Doc. — N° 296. Amendement : Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Ann. — Budgets du ministère de la santé publique et de la famille pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les subsides pour les distributions d'eau, l'infection dans la région d'Audenarde, le déplacement de l'abattoir d'Audenarde et la construction d'habitations pour vieillards, p. 144.

Versieren (suite)

- Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.
- Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les pensions et indemnités pour 1914-1918, les pensions de vieillesse, la mise à la pension prématurée, les pensions militaires d'invalidité et l'indemnité de vie chère, p. 647.
- Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signé à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.
- Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.
- Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.
- Projet de loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. — Discussion des articles. — Art. 90. — Intervention, p. 1458.
- Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.
- Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Vinois, sénateur provincial de Hainaut.

- Ann.** — Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les cotisations de l'aïdant et des anciens travailleurs indépendants et concernant la responsabilité des administrations communales dans l'organisation du paiement des allocations de chômage, p. 633.
- Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1950. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Allard à l'article 25, p. 820.
- Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — S'abstient au vote, p. 821.
- Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote, p. 651.
- Projet de loi modifiant la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique. — S'abstient au vote, p. 851.
- Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.
- Projet de loi modifiant les articles 25 et 91 des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1^{er} juillet 1948 et 30 décembre 1950. — Discussion générale. — Discours : Insiste pour que la situation des assurés libres soit améliorée, p. 1708.

Vos, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 208. Rapport : Projet de loi portant approbation de : a) la convention internationale concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires, adoptée à Seattle le 27 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session; b) la convention internationale concernant le diplôme de capacité professionnelle des cuisiniers de navire, adoptée à Seattle le 27 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session; c) la convention internationale concernant l'examen médical des gens de mer, adoptée à Seattle le 29 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session; d) la convention internationale concernant les certificats de capacité de matelot qualifié, adoptée à Seattle le 29 juin 1946, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session.

N° 209. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, des règles et annexes, signées à Londres le 10 juin 1948.

N° 220. Rapport : Projet de loi portant approbation de la convention signée à Berne le 13 mai 1950, additionnelle à la convention internationale concernant le transport de marchandises par chemins de fer (C. I. M.), signée à Rome le 23 novembre 1933.

Ios (suite)

N° 415. Rapport : Projet de loi autorisant le ministre des finances à mettre à la disposition du Congo belge le produit d'un emprunt de 15,500,000 dollars des Etats-Unis, à contracter par l'Etat belge.

Ann. — Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.

Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la revision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Donne les raisons pour lesquelles il ne peut être d'accord avec la politique scolaire du ministre, expose comment il voudrait voir résoudre l'égalité en matière scolaire et parle des anomalies figurant dans la structure de l'enseignement, de la question des théâtres et du concours littéraire organisé par le conseil provincial d'Anvers, pp. 558-561.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les obligations internationales de la Belgique, la défense de la civilisation occidentale, l'attitude de la Belgique au sein des Nations unies, la politique suivie en Asie orientale, l'agression de la Corée du Nord et de la Chine communiste et le problème des voies d'eau, pp. 999 à 1003.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, des règles et des annexes, signées à Londres, le 10 juin 1948. — Dépose le rapport, p. 1046.

Budget du ministère de la reconstruction pour l'exercice 1951. — S'abstient au vote sur l'article 324-4, p. 1096.

Projet de loi portant approbation de la Convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Berne le 13 mai 1950, additionnelle à la convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer (C. I. M.), signée à Rome le 23 novembre 1933. — Dépose le rapport, p. 1170.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Vreven et consorts à l'article 2, p. 1211.

Projet de loi portant approbation : a) de la convention internationale concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires, adoptée à Seattle le 27 juin 1946 par la conférence internationale du travail au cours de sa vingt-huitième session; b) de la convention internationale concernant le diplôme de capacité professionnelle des cuisiniers de navire, adoptée à Seattle le 27 juin 1946 par la Conférence internationale du Travail au cours de sa vingt-huitième session; c) de la convention internationale concernant l'examen médical des gens de mer, adoptée à Seattle le 29 juin 1946 par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa vingt-huitième session; d) de la convention internationale concernant les certificats de capacité de matelot qualifié, adoptée à Seattle le 29 juin 1946 par la Conférence internationale du Travail au cours de sa vingt-huitième session. — Discours : p. 1046. — Discussion générale. — Discours : Souligne l'importance considérable du projet, estime que peu de conventions sont ratifiées et demande qu'il y ait plus de coordination entre le département du travail et de la prévoyance sociale, et celui des affaires étrangères, p. 1239.

Projet de loi autorisant le ministre des finances à mettre à la disposition du Congo belge le produit d'un emprunt de 15,500,000 dollars des Etats-Unis, à contracter par l'Etat belge. — Dépose le rapport, p. 1810.

Vos (suite)

Interpellation de MM. Buisseret et Dehousse : « 1° sur le retard apporté à la publication et à la diffusion du rapport de la commission spéciale belgo-néerlandaise des voies d'eau et questions portuaires (Commission Van Cauwelaert-Van Steenberghe); 2° sur les positions prises au nom du gouvernement par la délégation belge à propos de la suppression du bouchon de Lanaye, de la construction d'une nouvelle écluse à Terneuzen, et de l'aménagement du canal Gand-Terneuzen, ainsi que de l'amélioration de la voie navigable entre l'Escaut et le Rhin. » — Discussion. — Discours : Traite du problème relatif au régime de l'Escaut, fait remarquer que les intérêts locaux et régionaux ne devraient être pris en considération qu'en fonction de l'intérêt général et aborde la question du canal du Moerdijk, pp. 1521-1522.

Projet de loi relatif au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales. — Justifie son vote, p. 1595.

Projet de loi relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands. — S'abstient au vote, p. 1935.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Vreven, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Doc. — N° 205. Amendements : Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif.

N° 419. Rapport : Projet de loi relatif à l'instruction gratuite des orphelins de guerre au sens des lois sur les pensions de réparation.

Ann. — Projet de loi modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. — Discussion générale. — Discours : Déclare que le projet améliore sensiblement la situation existante et demande que l'on fasse bientôt disparaître complètement et le privilège et l'hypothèque légale, p. 116. — Propose une modification au § 2 de l'article 2, p. 119.

Budgets du ministère de l'agriculture pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le problème des petites exploitations, l'exportation d'œufs, la rentabilité des cultures intensives, l'importance de la fructiculture, les possibilités d'avenir pour les cultivateurs de la Hesbaye, le crédit agricole, l'enseignement agricole, la coordination des recherches agronomiques, les cultures intensives et Benelux, pp. 264 à 266.

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'arrière de taxation et spécialement l'évolution de contentieux, la nécessité d'une compression des dépenses et d'une réforme de certains secteurs de la sécurité sociale, les économies à réaliser dans l'ordre administratif, le projet de réforme fiscale, la liquidation des dommages de guerre et des organismes de guerre, le contrôle et le statut des organismes parastataux, le financement du chômage et les dépassements de crédits, pp. 412 à 414.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les libéraux approuvent sans réserve le principe de la défense collective de l'Europe occidentale, mais qu'ils lutteront pour l'égalité de tous les Belges devant le devoir militaire, déclare ne pas être d'accord avec la durée du service et demande d'adopter le principe du volontariat féminin, pp. 1113 à 1115. — Discussion des articles. Article 2. — Intervention : Déclare qu'une durée de dix-huit mois de service militaire est suffisante, p. 1207.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Déclare avoir l'impression que la charge militaire qui pèse sur le pays est trop lourde par rapport à d'autres pays et critique l'attitude du gouvernement à l'égard du problème militaire, p. 1350.

Projet de loi relatif à l'instruction gratuite des orphelins de guerre au sens des lois sur les pensions de réparation. — Dépose le rapport, p. 1848.

W

Wallays, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Doc. — N° 213. Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 23 juin 1894 portant revision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes.

Ann. — Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : les cotisations des ouvriers frontaliers, p. 602.

Projet de loi modifiant la loi du 23 juin 1894 portant revision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes. — Dépose le rapport, p. 1075.

Warnant, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

Doc. — N° 74. Proposition de loi tendant à créer un fonds spécial et temporaire des grands travaux.

Ann. — Proposition de loi créant un fonds spécial et temporaire des grands travaux. — Dépose la proposition, p. 274.

Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le statut des transports urbains de l'agglomération bruxelloise et concernant la gestion et l'électrification des chemins de fer, pp. 336 à 339.

Budgets du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : le déséquilibre financier dans le secteur des allocations familiales, la distribution d'allocations complémentaires, le rôle des caisses de compensation et la réforme de la sécurité sociale, p. 629.

Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant les conséquences de la loi du 24 décembre 1948 sur les ressources financières de la province de Brabant et concernant la nécessité d'une refonte des textes de la loi organique provinciale, p. 783.

Budget des ministères des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : l'incidence du plan Schuman sur la vie économique de la Belgique, p. 1004.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — Discussion générale. — Discours : Déclare que les dispositions restrictives de la Caisse d'Épargne rendent les opérations des sociétés de crédit très difficiles, p. 1057.

Projet de loi portant dissolution et mise en liquidation du Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs. — Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion générale. — Discours : Concernant la modification du plafond pour la sécurité sociale et le caractère définitif de la cotisation, p. 1136.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le temps matériel indispensable à la réalisation complète de la modernisation du réseau téléphonique, le coût global de la dépense envisagée et concernant la question de la majoration des tarifs, p. 1282.

Projet de loi sur les baux commerciaux en vue de la protection du fonds de commerce. — S'abstient au vote, p. 1285.

Wyn, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Ann. — Projet de loi organisant l'industrie diamantaire. — Discussion générale. — Discours : Expose la portée du projet, p. 176. — Concernant la nécessité du projet, p. 358.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.

Projet de loi portant approbation de la convention portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signée à La Haye, le 18 février 1950. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi concernant les accises. — S'abstient au vote, p. 1097.

Projet de loi portant prorogation de la loi du 29 mai 1948 en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations à bon marché et à l'acquisition de petites propriétés terriennes. — S'abstient au vote, p. 1098.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — Discussion des articles. — Article 29 : Observations, p. 1146. — S'abstient au vote, p. 1217.

Wijn (suite)

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi fixant la liste civile pour la durée du règne du roi Baudouin. — S'abstient au vote, p. 1956.

Y

Yernaux, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 103. Amendement : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1950.

N° 104. Amendement : Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1951.

Ann. — Interpellation de M. Catteau à M. le ministre de l'intérieur et à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les raisons qui retardent la publication des résultats du recensement linguistique de la population du royaume à la date du 31 décembre 1947 ». — Discours : Déclare que d'instinct la Wallonie est contre le bilinguisme et réclame au nom de la liberté la publication des résultats du recensement, p. 105.

Budgets du ministère des communications pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant le problème des pensions du personnel de l'ex-Compagnie du Nord belge, p. 349.

Projet de loi levant l'incompatibilité entre certaines fonctions électives et la qualité de militaire dans le corps expéditionnaire pour la Corée. — S'abstient au vote, p. 493.

Projet de loi portant des mesures temporaires relatives aux concours d'admission aux emplois définitifs des administrations de l'Etat. — S'abstient au vote, p. 494.

Budgets du ministère de l'instruction publique pour les exercices 1950 et 1951 et interpellation de M. Crommen concernant le retard que subit la révision des barèmes du personnel enseignant des écoles primaires et concernant l'examen du nouveau statut du personnel communal. — Discours : Concernant : les indemnités accordées aux bibliothécaires des bibliothèques publiques, la protection des artistes peintres, le libre choix d'une seconde langue dans l'enseignement moyen, l'inspection médicale scolaire, la neutralité de l'enseignement organisé par l'Etat et le problème scolaire sur le plan des subsides, p. 572. — Discussion et vote des amendements et articles réservés (budget 1951). — Art. 28 (sect. VIII). — Intervention, p. 596.

Budgets du ministère de l'intérieur pour les exercices 1950 et 1951. — Discussion générale. — Discours : Concernant : la présentation des budgets, les finances communales, la sécurité civile, le paiement des indemnités aux chômeurs, l'élaboration d'un rapport écrit sur l'administration de la commune, le vote de travaux communaux et l'ordre et la sécurité intérieurs, p. 762.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939 et les arrêtés-lois du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande. — S'abstient au vote, p. 1217.

Projet de loi relatif à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. — S'abstient au vote sur l'amendement de MM. Vreven et consorts à l'art. 2, p. 1211.

Projet de loi portant péréquation des pensions de retraite et de survie. — S'abstient au vote, p. 1936.

Projet de loi relatif à la réparation des dommages causés par l'explosion survenue le 29 avril 1942 à Tessengerlo. — S'abstient au vote, p. 1943.

Z

Zurstrassen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Doc. — N° 349. Rapport : Projet de loi accordant des avantages aux officiers et sous-officiers mis à la retraite par suite du rajeunissement des cadres de l'armée.

N° 350. Rapport : Projet de loi portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale.